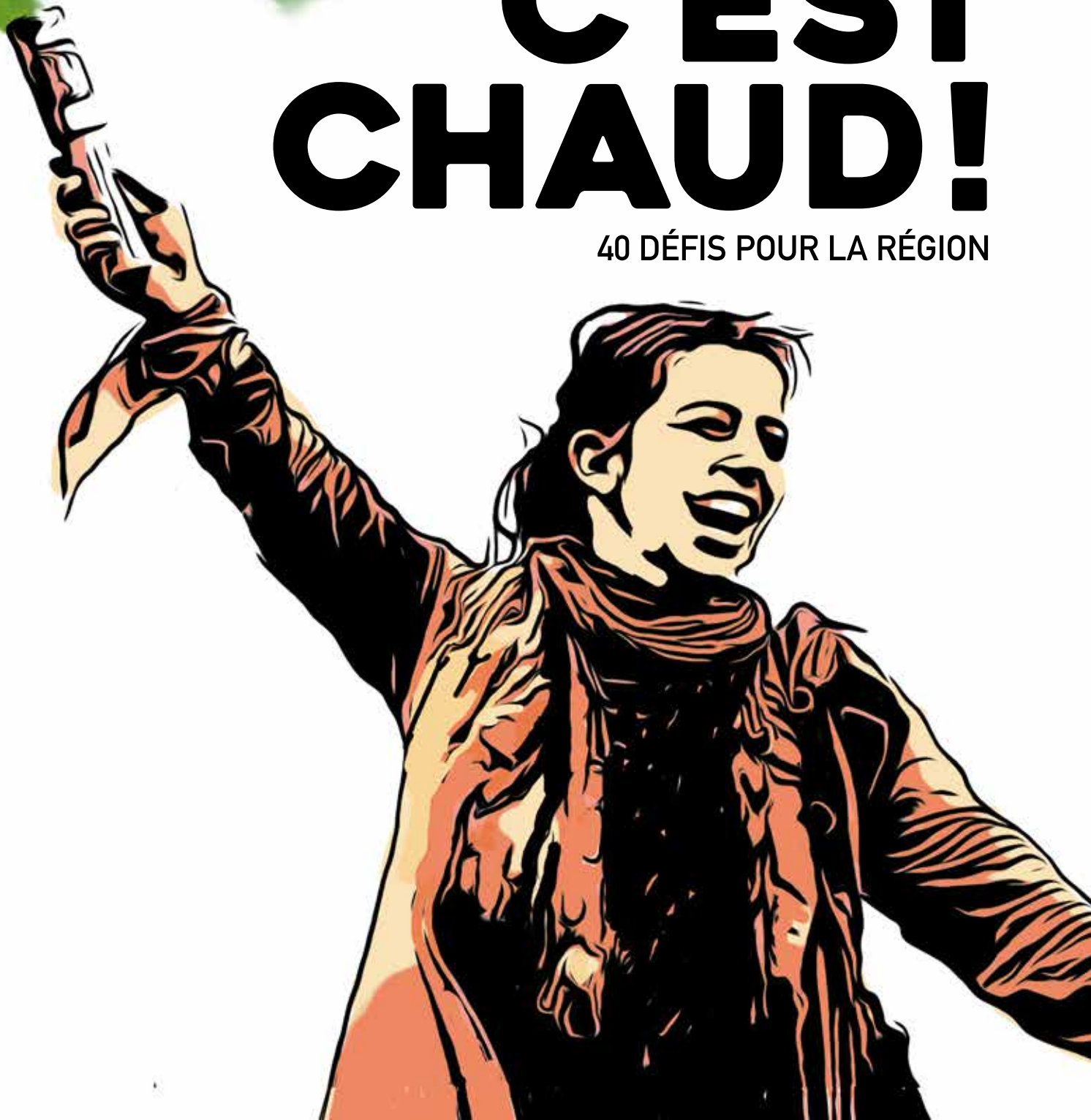


VISÓ

NUMÉRO SPÉCIAL
NOUVELLE-AQUITAINE

C'EST CHAUD!

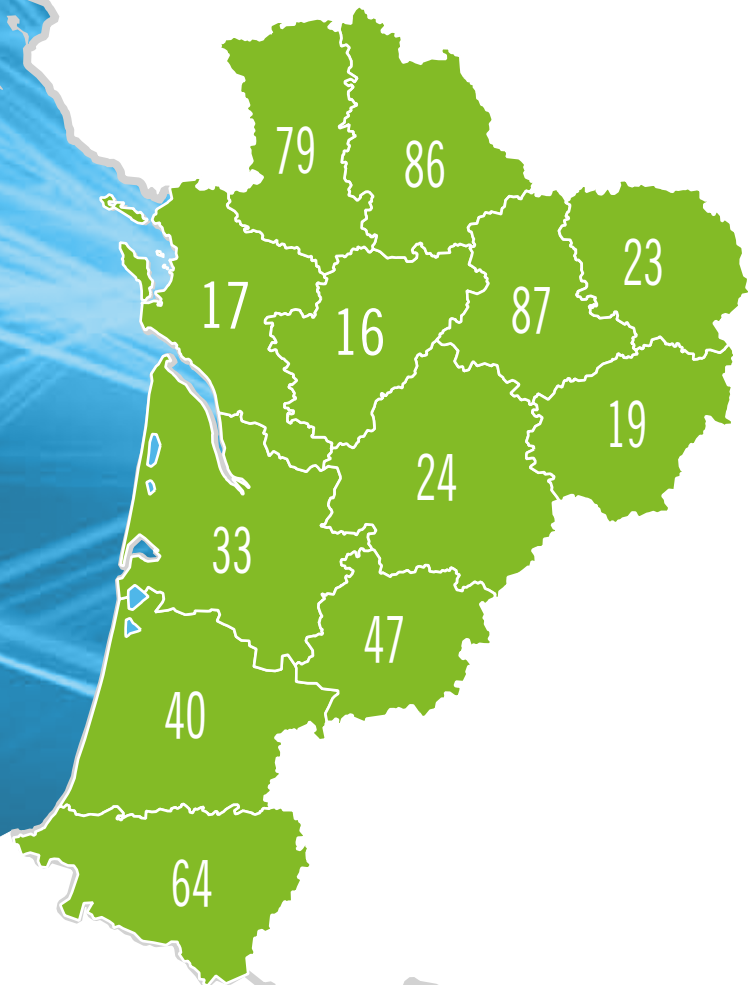
40 DÉFIS POUR LA RÉGION





La région Nouvelle-Aquitaine

réunit douze départements : Charente (16), Charente-Maritime (17), Corrèze (19), Creuse (23), Dordogne (24), Gironde (33), Landes (40) Lot-et-Garonne (47), Pyrénées-Atlantiques (64), Deux-Sèvres (79) Vienne (86), Haute-Vienne (87)



REPÈRES

POPULATION

3 6 millions d'habitants.
Source Insee, estimation 2020

1 29 % ont plus de 60 ans.
Source Insee

SUPERFICIE

1 84 100 km²

Plus grande région de France

BIO

2 2^e région en termes de surfaces dédiées à l'agriculture biologique. Source Ceser

HUÎTRES

1 1^{er} bassin ostréicole de France. Source Ceser

SOLAIRE

1 3 311 GWh

La région Nouvelle-Aquitaine est celle qui produit le plus d'énergie solaire en France. Source EDF

RECHERCHE

2 2^e région pour l'investissement en recherche et innovation. Source Ceser

VIN

2 2^e région viticole. 216 000 ha

Source chambre d'agriculture Nouvelle-Aquitaine



1 2,8 millions d'hectares de forêts. Source Ceser

SOMMAIRE

IDENTITÉ

Des Pyrénées-Atlantiques aux confins de la Creuse, des femmes et des hommes aux visages multiples dessinent une culture où migrations et jeunesse renouvellent les traditions locales.

PAGES
6 À 35

TERRITOIRE

Les anciennes régions Limousin, Aquitaine et Poitou-Charentes aujourd'hui réunies forment un grand territoire bordé par la frontière espagnole, le Massif central et la Loire. Des paysages variés, théâtres de réalités contrastées.

PAGES
36 À 69

ENGAGEMENT

Dans les combats de proximité, la défense de la nature et les luttes sociales, des néo-Aquitain-es se mobilisent pour préserver leurs lieux de vie, faire avancer la société et donner forme à leurs idéaux.

PAGES
70 À 93

LABO DU FUTUR

Les innovations technologiques, scientifiques, culturelles révèlent un territoire dans lequel de multiples actrices et acteurs locaux stimulent la réflexion, cherchent des solutions et croient en un progrès possible.

PAGES
94 À 123



Nombre de jeunes ont gonflé les rangs de « la manifestation pour une vraie loi climat » le 28 mars 2021 à Bordeaux. © P. Achard

Un fantôme hante ces colonnes. Peut-être sentirez-vous sa présence, difficile de l'ignorer. Le Covid-19, écarté de cette revue, en a pourtant guidé la conception. Notre rédaction aurait dû partir une semaine en reportage à l'étranger comme chaque année. Mais le virus l'en a empêchée. Une fois le deuil de cette aventure fait, la terre à explorer était toute trouvée. Elle était là, depuis le début, sous nos pieds de jeunes journalistes bordelais-es.

La Nouvelle-Aquitaine est la plus grande région de France, avec quelque six millions d'individus répartis sur douze départements. Ça en fait des histoires à raconter. Nous sommes allés les chercher là où elles étaient : sur la côte, dans les terres, les villes et les forêts. Ces histoires sont celles d'hommes et de femmes, célèbres et anonymes, né-es ici ou ailleurs. Toutes et tous incarnent la vaste fresque de la diversité néo-aquitaine.

Que penser de ce grand ensemble qui sépare Tarbes et Pau mais réunit Biarritz et Poitiers ? Ces frontières arbitraires brouillent la réalité d'un territoire constellé d'identités. Pour autant, ce grand bout de France connaît un semblant d'unité, soudé comme il l'est face à de multiples dangers.

Richard Monteil
et Thérèse Thibon

Nouvelles d'Aquitaine

Le dérèglement climatique frappe là où ça fait mal. Les vignobles en pâtissent, la biodiversité s'effrite, l'érosion grignote le littoral, la sécheresse menace l'agriculture... Les modes de vie, de production et de consommation actuels précipitent la région vers une impasse. Mais il n'est peut-être pas trop tard. Prises de conscience et engagements se multiplient, certains combats se gagnent, petit à petit.

À Bordeaux et Poitiers, les mairies ont pris des couleurs de prairies. L'écologie infuse dans les institutions, à toutes les échelles et à différents degrés. En 2019, le Conseil régional a adopté une feuille de route en ce sens pour étaler ses ambitions à l'horizon 2030. Difficile de dire si les efforts des élus sont à la hauteur des enjeux, mais les intentions sont là et elles nous concernent déjà. Les résultats des élections régionales prévues en juin éclaireront peut-être ce débat.

Sur la route des urnes, les questions de mobilité sont cruciales. Elles témoignent d'inégalités croissantes. Depuis Bordeaux, la gare Montparnasse à Paris est plus accessible que celle de Guéret dans la Creuse. Les embouteillages sont légion autour des métropoles encombrées. Rails et routes sont deux mailles en mal d'intensité.

Heureusement, des solutions s'esquissent. Le Sud-Ouest est un laboratoire à ciel ouvert où les innovations vont bon train. Tout le monde s'embarque, destination demain. Sous nos yeux, la région bouge, sans trembler. Mais certaines choses jamais ne changeront : « Visó » voudra toujours dire « regard » en gascon. ■

Pour la deuxième année consécutive, la rédaction de Visó s'est positionnée en faveur de l'écriture inclusive pour bannir les discriminations dans le langage. Notre but : écrire sans exclure. Mieux représenter les femmes passe aussi par nos choix d'illustrations et de personnes interrogées. Mais, malgré nos sollicitations, bien souvent, la réalité nous a rattrapé-es. Trop peu de femmes occupent encore aujourd'hui les postes à responsabilité. Et souvent, elles ne se sentent pas assez légitimes pour parler à des journalistes. Notre détermination n'en est sortie que plus renforcée.

ÉDITO

IDENTITÉ

LITTÉRATURE

PAGE
8

Les mots de la terre

Trois écrivain-es de Nouvelle-Aquitaine racontent la région à travers leurs imaginaires.

GASTRONOMIE

PAGE
17

Veggie good trip

Au pays du foie gras et du jambon de Bayonne, des chef-fes végétarien-nes innovent.

EXILS FORCÉS

PAGE
31

Itinéraire d'un enfant déraciné

55 ans après son départ, un Réunionnais exilé de force dans la Creuse raconte son parcours.

BREXIT

PAGE
26

Dordogne calling

Les Britanniques du département défilent pour demander titre de séjour ou nationalité française.

LANGUES

PAGE
23

L'occitan 2.0

Une nouvelle génération modernise la langue régionale.

CROYANCES POPULAIRES

Les eaux qui soignent

Les sources des Landes attirent bon nombre de curieuses et curieux.

TRANSMISSION

PAGE
20

Bienvenue chez les Charnégous

Une identité singulière au confluent du Pays basque, du Béarn et des Landes.

SOLIDARITÉ

PAGE
29

Pays basque, terre d'asile

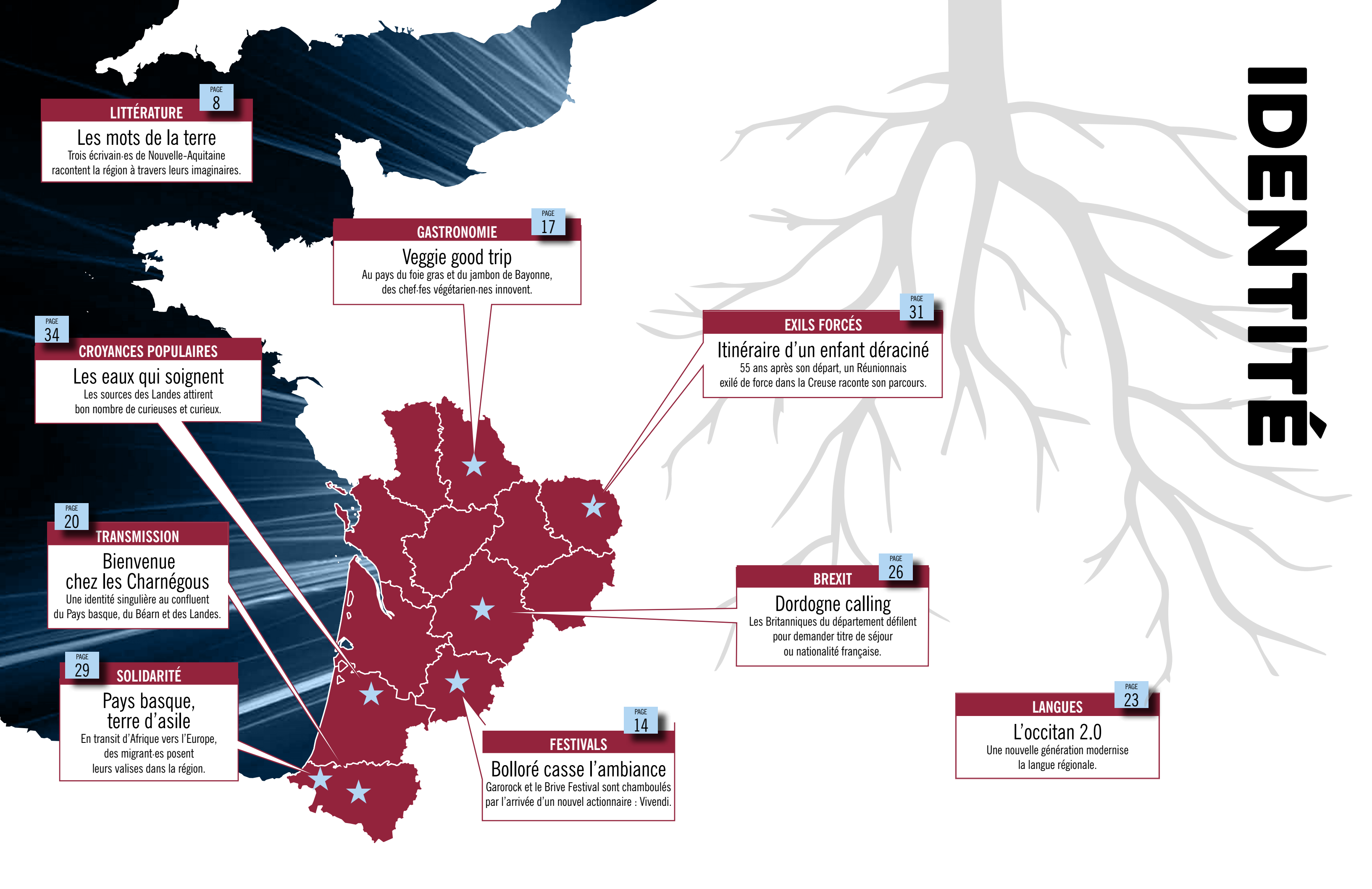
En transit d'Afrique vers l'Europe, des migrant-es posent leurs valises dans la région.

FESTIVALS

PAGE
14

Bolloré casse l'ambiance

Garorock et le Brive Festival sont chamboulés par l'arrivée d'un nouvel actionnaire : Vivendi.



LITTÉRATURE

Les mots de la terre

Théo Abarrategui
et Victoria Berthet

Du Bordeaux de 1950 au Limoges de 2050, en passant par le Pays basque d'aujourd'hui, trois écrivain·es racontent la Nouvelle-Aquitaine : une traversée entre identités et histoires.



© V. Berthet

François Garcia,
chronique de la mémoire

« J'ai trois passions : la médecine, la littérature et la tauromachie. » François Garcia a su les mêler, les faire se toucher dans des réseaux de mots qui dessinent les sillons de sa vie. Petit-fils d'immigré-es espagnol-es installé-es à Bordeaux, il a grandi dans le quartier populaire des Capucins des années 1950. Jeune homme, il s'adonne en Espagne à ses rêves de *toros*, tout en suivant dans la capitale girondine des études de médecine. Elles aboutissent à la rédaction d'une thèse sur un fameux médecin de Meudon, Louis-Ferdinand Destouches, plus connu sous son nom de plume : Céline. François Garcia ne sera pas, comme il l'espérait, un grand torero. En revanche, il exerce comme médecin pendant près de 40 ans. L'écriture, il n'y vient que tard, avec la publication en 2005 de son premier récit, *Jours de marché*, qui décrit l'effervescence des Capucins espagnols dans le Bordeaux de son enfance. Si l'ancrage est local, le succès dépasse la ville. S'ensuivent quatre autres publications, dont



Jours de marché

Liana Levi, 2004

Le premier roman de François Garcia dépeint le quartier espagnol des Capucins, et son célèbre marché, dans le Bordeaux du début du XX^e siècle. Une croisée de destins

qui, après avoir fui la misère de l'Espagne, se mettent en quête de meilleures conditions de vie.



Bye Bye, Bird

Verdier, 2018

Au milieu des années 1960, Paco Lorca effectue avec des amis un séjour linguistique à Bristol, en Angleterre. Pour le jeune homme, c'est la découverte de la contre-culture

britannique, éclose au milieu d'une société conservatrice. Un parcours initiatique entre libération sexuelle, prises de conscience et musique rock.

Bleu ciel et or, cravate noire, sur l'expérience de la tauromachie, ou *Bye Bye, Bird*, rencontre d'une jeunesse d'ici avec la contre-culture britannique des années 1960. Dans ces parcours initiatiques revient le personnage de Paco Lorca, alter ego de l'auteur et témoin de son temps. « Je mène un travail de mémoire », explique François Garcia. « Les souvenirs encouragent au recul, à la réflexion. Ils retentissent souvent dans le présent. La société de l'époque a ses injustices, ses inégalités, ses réflexes conservateurs, et on peut toujours en tirer une leçon intéressante, en négatif ou en positif. »

C'est pourquoi l'écriture de la mémoire se suffit à elle-même. Le présent est une matière trop peu palpable. « Je ne cherche pas à coller à l'actualité. Quand on écrit sur des faits d'aujourd'hui, il faut faire attention à ne pas tomber dans l'opportunisme », fait-il remarquer. Pour autant, François Garcia n'est pas un nostalgique et observe la société d'un œil parfois critique, mais bienveillant. Bordeaux ? « On a voulu en faire une métropole, c'est compréhensible, mais je regrette un peu l'expansion immobilière, ces zones de construction massives pour parquer tout le monde, qui ne sont pas en harmonie avec ce qu'est la ville. » Quant à la région, il la connaît bien, pour avoir parcouru les forêts des Landes entre Bordeaux et l'Espagne. Pour avoir exercé dans le Marais poitevin à ses débuts de médecin, aussi, à l'époque où Aquitaine et Poitou n'étaient pas encore administrativement liés. « Quand on franchit la Charente, on



Le quartier Saint-Michel de Bordeaux, source d'inspiration pour François Garcia. © F. Augry

glisse vers une identité un peu différente en matière de paysage, d'architecture... La Rochelle évoque déjà la Bretagne. » À 70 ans, François Garcia prépare un sixième roman, dont il ne souhaite pas dévoiler la trame. D'une vie passée entre médecine et écriture, il retient ce geste commun vers les autres : « le patient nous donne beaucoup et on doit lui restituer quelque chose. C'est un peu pareil entre l'auteur et le lecteur. La curiosité de l'autre est impérative. »

« L'autre jouait plus les durs qu'il n'en était un, j'en étais sûr, j'en avais connu, moi, des vrais, au marché à Bordeaux, des pas commodes que mon père et Alfred me déconseillaient d'approcher quand on jouait le soir sous la Halle. »

François Garcia, *Bye, Bye Bird*



© DR

Marie Cosnay, à la frontière du réel

La mer comme horizon. Souvent, Marie Cosnay songe à partir. Où exactement, elle ne sait pas : « Je ne vis que des quinze jours qui suivent. » Une chose reste certaine : « Il me faut la mer. » L'ancienne professeure de lettres classiques vit à Bayonne, où elle se consacre à l'écriture. Sur *Mediapart*, elle tient un blog, témoin de son activisme pour l'accueil des migrant-es. Entre Irun (Espagne) et Hendaye, elle dépeint les histoires de celles et ceux qui traversent les frontières terrestres, parfois les océans. Modestement, elle souhaite « suivre le mouvement, essayer de comprendre ». Il y a le réel. Et puis, il y a la fiction.

Pour Marie Cosnay, son engagement ne pourrait être source d'imaginaire : « Ce sont des raisons morales. Je ne peux pas faire des romans sur les drames humains. Un personnage reste un personnage, avec ses multiplicités et ses lignes de fuite. Les migrants ne sont pas des personnages ». Née en 1965 à Bayonne, Marie Cosnay a passé son adolescence

dans les Landes, à Dax. Elle quitte le Sud-Ouest pour vivre quelque temps à Paris. « Presque par hasard », il y a cinq ans, elle revient s'installer dans sa ville natale : « Ce n'est pas simple d'écrire sur un territoire quand on y habite. Il faut se détacher pour en être l'observateur. »

Pourtant dans l'imaginaire de ses romans, certains lieux de Bayonne se dessinent : *Cordelia la Guerre* est un roman politico-fantastique. L'intrigue ne se situe pas dans un espace-temps précis. Mais, inconsciemment sûrement, des paysages sont inspirés de la côte basque : les quartiers nord de Bayonne, l'embouchure de l'Adour.

Quand on lui demande sa vision du Pays basque dans dix, vingt, ou trente ans, Marie Cosnay hésite : « C'est un territoire qui a ses spécificités et qui les conservera. Comme dans d'autres régions, je pense à un modèle fédéral, avec une relocalisation de la production et du travail. » Le Pays basque est, pour l'écrivaine, un terrain d'observation privilégié. Un territoire scindé d'une frontière aux identités diverses : « C'est le plaisir de franchir la limite, d'aller de l'autre côté. Entre les deux pays, les heures de repas changent, la culture aussi. » À la lisière du réel et de la fiction, de la terre et de la mer, Marie Cosnay nourrit son imaginaire.



Aquerò

Éditions de l'Ogre, 2017

Lors d'une balade en forêt, une femme tombe dans une grotte. Elle rêve et voit Bernadette Soubirous. Dans un récit poétique et onirique, Marie Cosnay interroge

l'expérience mystique et les représentations du monde qui en découlent.



If

Éditions de l'Ogre, 2020

Entre l'Algérie et la France, l'ombre d'un homme : Mohamed Bellahouel. Comme d'autres Pieds-noir-es, il traverse la

Méditerranée en 1962. Un livre sous forme d'enquête sur l'immigration qui questionne notre rapport au passé colonial.

« Au Pays basque, j'ai le plaisir de pouvoir franchir la limite. »



Au cœur des Pyrénées, la montagne de la Rhune. La région est une source d'inspiration pour l'auteure, qui a choisi le Pays basque comme terre d'adoption. © Creative commons

« Sur le chemin du bord de mer des pins parasols se penchent. Le rivage est caressé par une fine couche de mousse blanche. Le ciel tranche terriblement, bleu comme on saigne, cru pour toujours. Ceux qui vont par le sentier le font lentement. Courbés, poids du corps en avant, le reste suit. »

Marie Cosnay, *Cordelia la Guerre*



François Clapeau, l'avenir en question

Journaliste spécialisé en santé, François Clapeau travaille à Limoges depuis une vingtaine d'années. Il situe là-bas les intrigues de ses quatre romans, dont le dernier en date, *D'abord ne pas nuire*. Son domaine d'écriture, c'est le polar médical, des intrigues où crimes et enquêtes se mêlent à une science-fiction d'anticipation, qui imagine à partir des données du présent ce à quoi l'avenir pourrait ressembler. « J'essaie d'avoir une vision crédible, réaliste, en évitant les scénarios de fin du monde à l'américaine avec un héros en SUV qui fait tout pour survivre, s'amuse-t-il. Il faut se préparer à un avenir différent de celui qu'on imaginait quand on était petit. »

Le futur selon François Clapeau est soumis par contrainte à une grande rigueur écologique. Après un « blast » en 2030, sorte de *burn-out* énergétique de la planète ayant entraîné des guerres d'approvisionnement en pétrole, le monde doit se contenter de peu. L'utilisation de l'énergie se limite au strict nécessaire, internet et les réseaux sociaux ont été

« Il faut se préparer à un avenir différent de celui qu'on imaginait enfant. »

abandonnés, les grandes villes délaissées afin de pouvoir subvenir à de nouveaux besoins agricoles. Dans ce contexte, Limoges a tiré son épingle du jeu : ville moyenne proche de milieux ruraux, elle a su s'adapter au nouveau monde, contrairement à Bordeaux qui a croulé sous trop de concentration démographique. Une manière pour l'auteur d'inverser les rôles entre centre et périphérie. « Je pars du fait que Bordeaux connaît actuellement un problème d'urbanisation extensive et d'agriculture de masse. La Gironde est l'un des départements les plus exposés aux pesticides, remarque François Clapeau. La Nouvelle-Aquitaine est un territoire très focalisé autour de Bordeaux. Si on veut qu'il soit durable, il faut le décentraliser, ne pas faire la même erreur qu'au niveau national avec Paris. »

Quant à Limoges, l'auteur espère contribuer à déployer son potentiel romanesque. « Elle a une image un peu vieillotte, mais transporte avec elle des morceaux d'histoire : c'est une ville essentielle dans la Guerre de Cent ans, dans l'industrialisation du XIX^e siècle, dans la Seconde Guerre mondiale avec le massacre d'Oradour-sur-Glane non loin. » Prochaine étape, l'exemple de développement à suivre ? ■



François Clapeau s'inspire de l'hôpital de Limoges pour situer l'intrigue du roman *D'abord ne pas nuire*. © Creative commons

« Des convois mécaniques pénètrent dans la cité et embrasent les gares éteintes, mais ces serpents furtifs s'effacent aussi vite que des étoiles filantes. Seul un bâtiment rayonne encore, tel un phare timide gêné d'imposer son éclat : l'hôpital ne s'endort jamais. »

François Clapeau, *D'abord ne pas nuire*



Barré

Moissons noires, 2018

En pleine filature, un policier est foudroyé par le syndrome de Guillain-Barré, qui le laisse paralysé. Placé en lit de réanimation, il tente de poursuivre la traque d'un braqueur. Troisième roman de François Clapeau, *Barré* a été édité en poche chez J'ai lu en 2021.



D'abord ne pas nuire

Moissons noires, 2021

2050. Vingt ans après une crise énergétique majeure ayant bouleversé les modes de vie, un chirurgien est impliqué dans une affaire de meurtre. Avec son titre traduit d'une des règles du serment d'Hippocrate, le dernier polar médical de François Clapeau donne une vision originale d'une société néo-rurale future.

FESTIVALS

Bolloré casse l'ambiance

Le groupe Vivendi, propriétaire du label Universal Music, s'est emparé du Brive Festival et de Garorock, attiré par un business lucratif. Que reste-t-il de leur identité ?

© Pixelinephoto

Deux heures de route séparent Vertheuil, petite commune médocaine, de Marmande, au cœur du Lot-et-Garonne. La première municipalité accueille tous les ans le Reggae Sun Ska, petit festival spécialisé qui rassemble entre 10 000 et 70 000 festivalier-es selon les éditions. À Marmande, 160 000 spectateurs et spectatrices se sont rendu-es à Garorock en 2019 pour voir jouer les artistes les plus en vogue du moment comme DJ Snake, Angèle ou Aya Nakamura. Les deux festivals illustrent des modèles de gestion opposés. Côté Sun Ska, les finances sont gérées par une petite société de production adossée à une association chargée de la promotion et de l'organisation logistique du festival. À Garorock, la trésorerie est garantie par Olympia Productions. Derrière cette dénomination se cache le groupe Vivendi et son premier actionnaire : l'homme d'affaires Vincent Bolloré. La structure domine déjà le paysage musical, détenant notamment 80 % d'Universal Music Group, l'une des trois maisons de disques majeures à l'échelle mondiale. Depuis quelques années déjà, la multinationale a le regard braqué sur le secteur du festival.

Une tendance mondiale

Deux importants festivals néo-aquitains sont passés sous pavillon Vivendi ces dernières années : Garorock et le Brive Festival. L'émergence d'un modèle de gestion piloté par des multinationales s'inscrit dans une dynamique européenne et mondiale. Et avec le rachat, survient inévitablement une augmentation des prix que les organisateurs justifient par le développement des offres de services. À Garorock, entre 2015 et 2021, le *pass* d'accès pour trois jours de concerts est passé de 105 à 151 euros. Une augmentation de près de 40 %. « Garorock s'est embourgeoisé dans ses propositions de services », confirme un entrepreneur culturel, ancien collaborateur du festival. Outre le prix des places, les services auparavant gratuits sont désormais monnayés par les organisateurs. Sur le site de Garorock, on découvre une « offre camping » diversifiée. Pour 10 à 19 euros par jour et par personne, les festivalier-es

accèdent à des espaces « villages » privatisés pour un séjour tout confort. Plus surprenant, le festival fait payer les zones ombragées de la plaine de Filhole où se déroule l'événement. Le montant ? 432 euros la semaine pour un groupe de 12 personnes, soit une quarantaine d'euros chacun-e. L'arrivée de nouveaux actionnaires signifie également l'entrée en lice de nouveaux prestataires.

« On a gagné en légitimité »

Billetterie, buvettes et autres services historiquement gérés par associations et bénévoles passent d'un coup entre les mains d'entités liées à Vivendi. À Brive, ce choix est totalement assumé. « Nos prestataires travaillent bien, donc il n'y a aucune raison d'en changer », justifie Stéphane Canarias, qui a fondé l'événement et en est resté le directeur après l'arrivée de Vivendi. Le dirigeant se targue même de créer de l'emploi avec ce nouveau mode de fonctionnement, recourant à des salarié-es et non des bénévoles.

Stéphane Canarias a lancé le Brive Festival en 2004. À l'époque, il était à la tête de l'office de tourisme de la ville et cherchait, tout simplement, à « offrir une animation au cœur de la saison touristique ». En 2017, l'organisation a été cédée à 70 % à Vivendi, par ailleurs propriétaire du club de rugby local et fortement lié à la ville. Les 30 % restants ont échu au groupe de presse Centre-France.

Aujourd'hui, le fondateur ne regrette en rien ce changement. « Céder le festival nous a permis de mieux le développer et d'assurer des coûts de production et de communication de plus en plus élevés », explique-t-il. Avec Vivendi, le Brive Festival intègre par ailleurs une nouvelle dimension de la planète musicale. « Vivendi, c'est Universal, rappelle Stéphane Canarias, on a gagné en légitimité et développé nos relations avec les artistes. »

Au risque de ne plus avoir recours qu'à des artistes affiliés à cette maison de disques ? « C'est possible », analyse Emmanuel Négrier, chercheur à l'université de Montpellier et spécialiste des industries culturelles. « Il y a des logiques de standardisation et de concentration des intérêts. Ces sociétés ne

Victor Goury-Laffont
et Thomas Gropallo

Entre
10 000
et 70 000
festivalier-es
au Reggae Sun Ska.

160 000
spectateurs
et spectatrices
à Garorock en 2019.

33 000
personnes ont
participé au Brive
festival en 2018.

40 %
d'augmentation
du prix du billet
pour Garorock entre
2015 et 2021.

VISÓ 2021 IDENTITÉ



Le bracelet « cashless » permet aux spectateurs et spectatrices d'effectuer des paiements dématérialisés sur le site du festival. © S. Dubois

rechignent pas à proposer des produits similaires d'un festival à l'autre pour effectuer des économies d'échelle. » « Ils ont des réalités de groupe, avec leurs propres artistes, abonde Frédéric Vilcocq, conseiller culture auprès de la région Nouvelle-Aquitaine et ex-chargé des partenariats publics de Garorock. Ces artistes-là sont majoritairement présents dans la programmation des festivals. D'un événement à un autre, on retrouve des plateaux quasi identiques. » Ces analyses, Stéphane Canarias les rejette en bloc. « Aujourd'hui on a à peine 50 % d'artistes Universal dans notre programmation, c'est moins que ce que représente le groupe en matière de signature d'artiste, se défend le Briviste. On a fait naître des artistes locaux, notamment grâce à des tremplins, et certains sont même partis avec d'autres maisons de disques. On ne se sent pas du tout prisonnier de notre actionnaire au niveau de la programmation. » À entendre les organisateurs - anciens et actuels - l'arrivée de grands groupes au capital de festivals semble inévitable pour gagner en ampleur, alors que ces événements revendiquaient une forte identité locale et des valeurs d'indépendance. « Cela permet une structuration. Ils apportent du cash et une capacité à emprunter plus facilement, ce que des associations n'arrivent pas forcément à faire », note

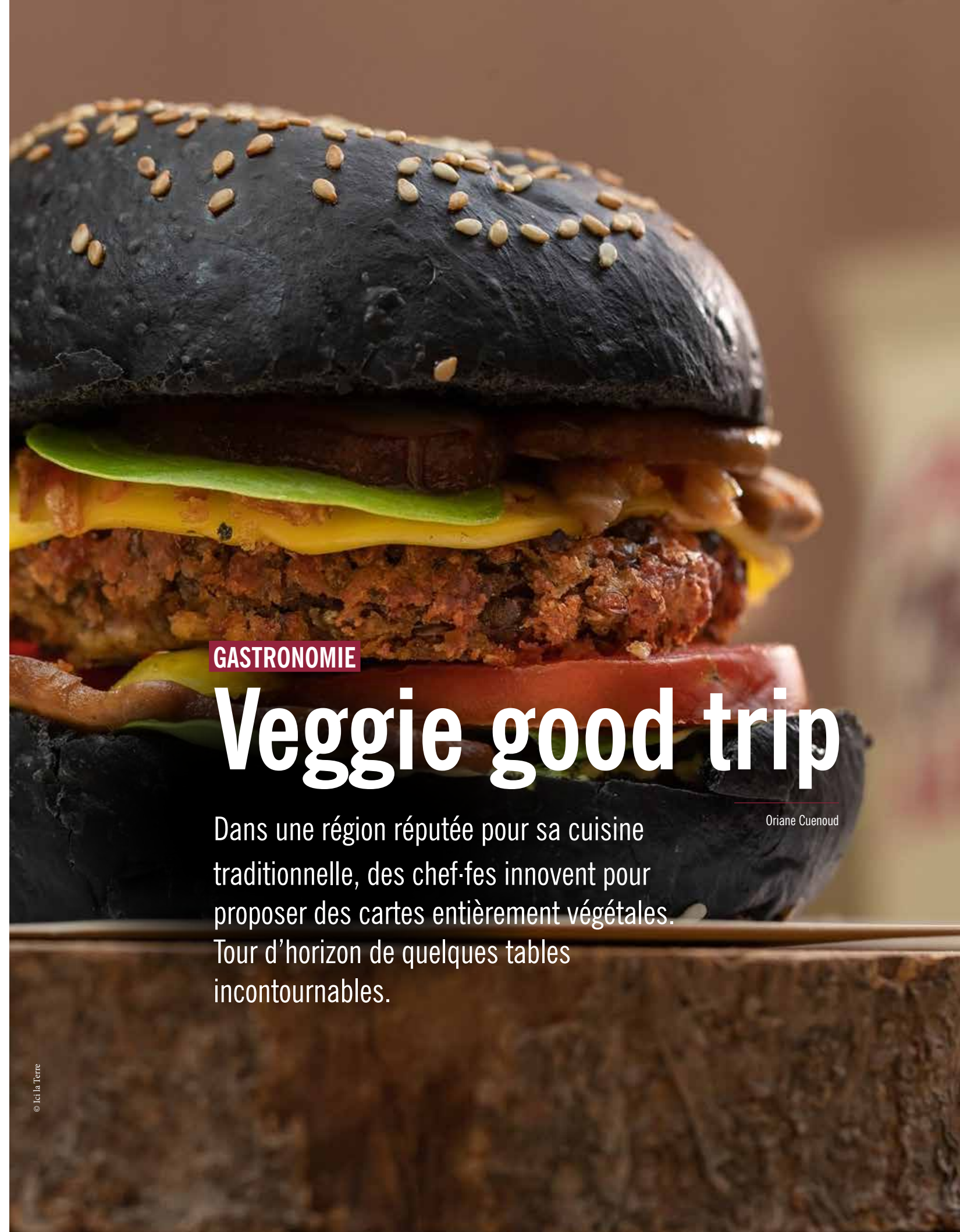
Frédéric Vilcocq. « On a en France des festivals qui perdurent sur des modèles associatifs avec une thématique et une organisation figées. Lorsqu'il y a une volonté d'évolution, ça passe inévitablement par des multinationales », conclut un ancien producteur du festival phare de Marmande.

Pour la Région, pas question cependant de rester neutre face à ce nouvel acteur particulièrement puissant. En 2019, la collectivité a mis fin aux subventions régionales pour les festivals adossés à de grandes entreprises. Pour Frédéric Vilcocq, ces groupes, cotés en bourse pour certains, « n'ont pas besoin de subventions publiques pour réaliser leur modèle », préférant soutenir les associations et les petites structures plus dépendantes de la puissance publique. Une décision mal reçue du côté de Brive. « On a trouvé ça plus qu'injuste, s'agace Stéphane Canarias, nous sommes d'importants employeurs, tous les artistes qui jouent lors du festival sont payés et grâce à nous, des artistes corréziens ont pu avoir des carrières nationales. »

Rester local

Autre risque : l'incertitude qui règne autour de la pérennité des modèles laisse planer le doute sur l'ancrage territorial des événements, variable essentielle du soutien régional. Ces entreprises « traitent ce secteur comme un endroit où on peut faire des marges. Le jour où ils estiment que ces marges ne sont plus suffisantes, ils peuvent s'en séparer, assure le conseiller culture de la Région. Le risque c'est que celui qui rachète peut balayer d'un revers la stratégie d'implantation locale et s'en aller du jour au lendemain ».

« Vivendi peut faire un très gros coup capitalistique en revendant Universal, mais dans cette situation, que va-t-il advenir de la stratégie événementielle et de la gestion des salles ? », souligne Frédéric Vilcocq. En mars 2020, Vivendi a cédé 10 % de ses parts dans Universal au groupe chinois Tencent qui détient maintenant 20 % des actions. La maison de disques fera l'objet d'une introduction en bourse, avec une cession d'actions pour Vivendi, d'ici 2023, a annoncé le groupe. ■



GASTRONOMIE

Veggie good trip

Oriane Cuenoud

Dans une région réputée pour sa cuisine traditionnelle, des chef-fes innovent pour proposer des cartes entièrement végétales. Tour d'horizon de quelques tables incontournables.



Anthony Bonnin a lancé Grand Ours avec son associé, Romain Lardot, en 2017. © O. Cuenoud

Le dico du végé

Végétarien : pratique alimentaire qui consiste à ne manger ni viande, ni poisson.

Végétalien : régime qui se compose uniquement de produits d'origine végétale.

Vegan : mode de vie qui exclut tout produit issu de l'exploitation animale.

Le jambon de Bayonne, les huîtres d'Oléron, le foie gras du Périgord, le magret de canard des Landes. Impossible de penser aux spécialités de la Nouvelle-Aquitaine sans citer au moins l'un de ces produits. Depuis des siècles, la gastronomie du terroir est reconnue pour ses plats réalisés à partir de viande et de fruits de mer. Pourtant, les nouvelles habitudes de consommation des Français-es bousculent les traditions des restaurateurs et restauratrices du Sud-Ouest. Selon un sondage réalisé par le cabinet d'études CHD Expert, en 2016, un-e Français-e sur deux consommerait occasionnellement végétarien, et un-e Français-e sur dix, végétalien. Parmi les raisons invoquées : le rejet de la souffrance animale, la crise alimentaire et les préoccupations environnementales. Plus encore, l'étude révèle que 46 % des personnes interrogées souhaiteraient voir un ou deux plats vegan à la carte des établissements.

« Il y a un vrai changement d'état d'esprit depuis cinq ou six ans, confirme Caroline Cournil, référente de l'Association végétarienne de France (AVF) en Dordogne. De plus en plus de restaurants proposent des offres végétariennes élaborées. Avant, il fallait se contenter d'une salade ou de frites, mais main-

tenant, les chefs font l'effort de jouer avec les goûts, les textures et les épices. On est parfois étonnés de manger aussi bien ! » Au sein de l'association, elle organise, plusieurs fois par an, des sorties dans des restaurants de Dordogne pour découvrir leurs offres végétariennes ou leur soumettre des propositions. Une façon aussi de prouver que le végétarisme n'est pas qu'une affaire de bobos. « Il y a des restaurants à la campagne qui s'y mettent aussi car les végétariens sont partout, de tous les âges et de toutes les professions », résume Caroline Cournil.

À Poitiers, ville de 90 000 habitant-es, le restaurant végétarien Grand Ours pointe le bout de son nez entre les étals des bouchers du marché Notre-Dame. Contrairement à l'animal auquel il doit son nom, l'établissement est minimaliste. Pour seul mobilier, un long comptoir et une cuisine juste derrière. Petite en taille, l'adresse n'en est pas moins de grande qualité. Tous les plats végétariens sont réalisés sur place à partir de produits biologiques, locaux et de saison. Leur plat signature ? *Le gua bao*, un sandwich venu de Taïwan et réalisé à partir d'un pain cuit à la vapeur. Le Grand Ours le revisite avec une délicieuse farce aux carottes et aux oignons subtilement relevée à la coriandre et à la sauce tamari. Le tout accompagné d'une salade froide de chou vert, fenouil et poireaux, assaisonnée d'une vinaigrette épicée. En dessert, le citron et la cardamome s'allient dans un cheesecake gourmand et délicatement sucré. Et tout ça, pour 17 euros. De quoi convaincre, même parmi les plus sceptiques. ■

« Il y a vrai
changement d'état
d'esprit depuis cinq
ou six ans. »

À Biarritz, Bordeaux, Limoges ou Périgueux, la cuisine végétale gagne du terrain. Voici quelques adresses réputées pour leurs concepts atypiques.



© Xuxu

Le Xuxu, à Biarritz

Ouvrir un restaurant vegan à Biarritz, le pari aurait pu être risqué ! « Les banques me disaient qu'un restaurant vegan ne marcherait pas au Pays basque », se souvient la cheffe du Xuxu, Sandra Brozek. Pourtant, depuis 2019, son établissement ne désemplit pas. Une fierté pour cette ancienne infirmière de 31 ans qui met un point d'honneur à travailler à partir de produits bios et locaux. Elle décrit sa cuisine comme « inventive, colorée et raffinée ». « Je réinvente aussi certains plats d'ici, comme l'*axoa*, un ragoût de veau aux poivrons, que je transforme avec du soja texturé. » Sans oublier son ingrédient indispensable : le piment d'Espelette.

Entre 15 et 30 euros le menu
8, avenue de la Reine-Nathalie
Facebook : xuxubiarriz



© 66 Green

Le 66 Green, à Périgueux

À Périgueux, Philippe Aerts tient deux restaurants : le 66 Degrés où il propose des plats traditionnels et, depuis 2019, le 66 Green, un établissement de spécialités végétales. « Je me suis rendu compte que cette cuisine était une cuisine à part entière », explique ce chef bien connu des Périgourdins. « Nous avons quasiment exploré tout le règne animal, alors que nous en sommes aux prémices de la découverte du végétal. » Parmi ses récentes trouvailles : le lierre de terre et la grande consoude, deux plantes sauvages comestibles, que le chef cuisine en salade et en beignet. Surprise garantie !

Entre 11 et 23 euros le menu
4, rue Saint-Front
66green-restaurant.com



© Ici la Terre

Ici la Terre, à Bordeaux

Manger vite et bien. C'est le défi que s'est lancé Laure Frances, gérante du restaurant Ici la Terre. « La cuisine fast food n'est pas toujours synonyme de malbouffe, défend-elle. C'est pour cela que j'ai eu envie

de faire une offre végétale plus aboutie, saine et biologique. » Les Bordelais-es pressés-es peuvent s'y rendre pour consommer des soupes, des *bowls* ou encore l'une des spécialités de la maison, le « *burger terrien* ». Réalisé avec un *bun* au charbon végétal : il est garni d'une galette végétale, de fromage vegan ainsi que de tomates et de shiitakés (champignons japonais). Même si les légumes choisis ne sont pas tous de saison, les plats, très gourmands, vous donneront l'eau à la bouche !

Entre 8 et 20 euros le menu
91, cours d'Alsace-et-Lorraine
Facebook : icilaterre



© La Petite Graine

La Petite Graine, à Limoges

Proposer une cuisine végétale et vitaminée : telle est l'ambition de Kader Zitouni et de sa sœur, Malika. Cet ancien arbitre et cette ex-athlète connaissent les bienfaits de l'alimentation sur la santé. « À travers les années, on s'est aperçus que

l'on pouvait se passer de viande. » À la place, les gérant-es misent sur des aliments riches en vitamines comme le *maca* (un radis originaire des Andes) ou l'*acai* (une baie venue du Brésil). Les plats n'en sont pas moins gourmands : *burgers*, tartines et *falafels* composent la carte. Kader Zitouni prévient : « Si mes clients ont encore faim, je les rembourse. »

Entre 10 et 20 euros
2, rue Dalesme
Facebook : cantinelapetitegraine

TRANSMISSION

Bienvenue chez les Charnégous

Alexis Souhard
et Thérèse Thibon

Prenez un petit bout de territoire à la croisée du Pays basque, des Landes et du Béarn. Ici, les habitant·es marchent sur deux cultures... Et ont le sens de l'équilibre !

Oser demander à un·e habitant·e du pays de Bidache, dans les Pyrénées-Atlantiques, s'il ou elle est « Charnégou » vous expose à toutes les réactions. Dans ce petit bout de territoire au confluent du Pays basque, du Béarn et des Landes, le terme amuse, intrigue. Certain·es se l'approprient, d'autres le discutent. Tiré du gascon, *xarnegu* signifie métissage. Le terme renvoie vers celles et ceux qui ne sont ni totalement basques, ni vraiment gascons. La double identité dans le sang. Ces dernières années, le mot a fait un retour discret dans un département où Basques et Béarnais·es se dévisagent depuis des siècles.

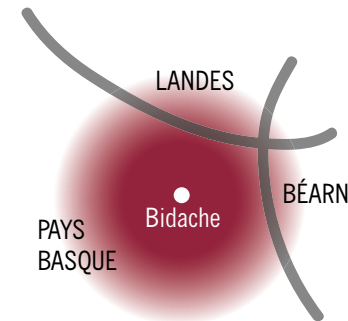
Au pied de la mairie rose dragée, à Bardos, Peio Dibon arbore un sourire tendre sous sa moustache rousse. À 28 ans, il travaille au développement de la culture gasconne au sein de la Communauté d'agglomération du Pays basque. C'est à lui que les habitant·es doivent le recensement du nom des maisons de la ville. Un travail minutieux qui révèle le fort héritage basque de cette commune, teinté d'une pointe de gascon. Résultat, le nom des rues

bardoztars sont écrits en trois langues. En tentant de rejoindre l'un des villages classés parmi les plus beaux de France, vous pouvez emprunter tout à la fois la route de la Bastide-de-Clairence, la *Bastidako errepidea* - en basque - et le *Caminau de La Bastida Clarença* - en gascon.

Les langues se mêlent

Ce triple affichage est la suite d'une longue série d'idées pour valoriser cette double culture, propre au Pays charnégou. Depuis 2005, chaque printemps, un festival, *Xarnegu Eguna*, lui rend hommage, dans quelques communes du pays de Bidache et de ses alentours. Des groupes sillonnent les rues, entonnant des chants à la fois basques et gascons. Quelques livres et contes sont également traduits dans les trois langues. Ici, tout concourt à valoriser le multilinguisme local.

« À l'époque de mon grand-père, dans un même village, certains pouvaient parler basque, gascon et français », raconte Peio Dibon. Les Charnégous pur jus, trilingues, ont quasiment disparu. Dans les



Le Pays charnégou se situe au confluent du Pays basque, du Béarn et des Landes.

foyers, la langue de Molière s'est imposée. En réponse, le besoin de transmettre le dialecte des anciens semble avoir éveillé un « charnégouisme » contemporain. Avec pour mission de redorer leur blason auprès des jeunes. L'ouverture de sections scolaires en langue occitane, gasconne ou basque illustre cette nouvelle tendance.

Le Pays charnégou n'est pas pour autant préservé des querelles de chiffonniers entre Basques et Béarnais·es. À Bidache notamment, le projet de triple affichage linguistique a réveillé ce vieux clivage local. De l'aveu de Catherine Canderatz, adjointe au maire de Bidache, « lorsqu'il a fallu décider dans quel ordre les traductions allaient être mises sur les panneaux, il y a eu un débat enflammé entre les élus ». Le projet verra le jour à l'été 2021.

Il y a la langue d'une part et la géographie d'une autre. Le Pays charnégou peut d'abord se définir par ce qu'il n'est pas. Zone de marges aux frontières



Depuis le sommet du belvédère de la butte de Miremont, Bardos se révèle. Juchée entre la Gascogne et la Basse Navarre, la commune annonce l'entrée dans le Pays charnégou. © T. Thibon

floues. Il semble toutefois se dessiner une carte, au centre de laquelle se trouve Bidache, 1370 habitant-es. Une ville à l'histoire forte, autrefois aux commandes d'une puissante principauté qui tint tête, deux siècles durant, au Royaume de Navarre et à la France des Bourbons. Transformée en chef-lieu de canton à la Révolution française, la ville n'a eu de cesse de cultiver sa différence.

Dans le canton de Bidache, tous et toutes ne se considèrent pas « Charnègue ». Être taxé-e comme tel-le est parfois jugé insultant. Par le passé, raconte Peio Dibon, « le terme était employé par des gens de l'extérieur pour désigner les habitants de ce pays ». Hélène Bordenave-Ducare, 72 ans, peut en témoigner. Autour d'un café, l'ancienne professeure au centre de formation d'apprentis agricoles de Hasparren se souvient de la première fois où elle a entendu le mot. C'était à Bayonne, au lycée, dans les années 1960 : « On me disait : "vous êtes les bâtards" ! »

Aujourd'hui, la fille et petite-fille de meuniers de Bidache se revendique sans complexe du Pays charnègue.



Peio Dibon (à gauche), a recensé les maisons de la commune de Bardos. Un travail qui a révélé l'enracinement du métissage linguistique entre le basque et le gascon... un mélange qui se retrouve jusqu'à Arancou où Alexandre Bordes (à droite) est le maire depuis 1989. © T. Thibon

gou : « Et il en est de même pour les gens que je fréquente... c'est-à-dire des vieux », lâche-t-elle hilare. À sa table, Jean Weber acquiesce : « Le Pays charnègue est une position d'équilibre, une belle idée de brassage, complète de sa voix grave, le journaliste d'origine bidachote, auteur des *Contes charnègues*. Certains d'entre nous ont le souci de continuer à le faire exister. » À la mairie d'Arancou, à quelques kilomètres au sud de Bidache, on prend ça à la rigolade : « Avoir deux cultures, c'est comme avoir deux pieds. C'est plus pratique pour marcher », lance, taquin, Alexandre Bordes, 75 ans et premier élu de ce village de 157 habitant-es. Ce Béarnais ne nie cependant pas qu'il y a une « ambiance charnègue » : « Cela nous donne un équilibre, poursuit-il. Et ça emmerde les autres ! »

« Lutter contre le communautarisme »

Pour déminer les conflits, la connaissance des deux cultures s'impose. Jean-Jacques Lasserre en sait quelque chose. Né d'une mère basque et d'un père gascon, l'actuel président du conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques est un Charnègue convaincu. Beaucoup lui reconnaissent d'ailleurs un sens aigu de la synthèse. « Si l'on veut lutter contre les communautarismes, je persiste à croire qu'il faut pratiquer ces deux cultures. Cela permet de s'enrichir et d'avoir un autre regard », assume, solennellement, celui qui dit « parler plutôt le gascon ».

L'ancien sénateur défend sa chapelle avec force : « Ce n'est pas un épiphénomène. Il faut saisir les occasions pour parler de ce pays et promouvoir ses deux cultures. » Pour quel avenir ? À Arancou, Alexandre Bordes a son avis sur la question : « C'est comme la messe du dimanche, elle est surtout suivie par les vieux. Indépendamment de la religion, on ne s'en rappelle que pour l'enterrement. » Jean-Jacques Lasserre réfute l'idée : « Je sens un appétit et de l'envie chez les jeunes. Plus la mondialisation avance, plus les jeunes partent en quête de leurs racines. » Il s'arrête. Et regrette. « Peut-être n'y a-t-il pas eu suffisamment d'efforts. » Pour survivre, le Pays charnègue doit continuer de faire vivre ses deux cultures, pourvu qu'il ne devienne pas unijambiste. ■

LANGUES

Marie Lemaitre

L'occitan 2.0

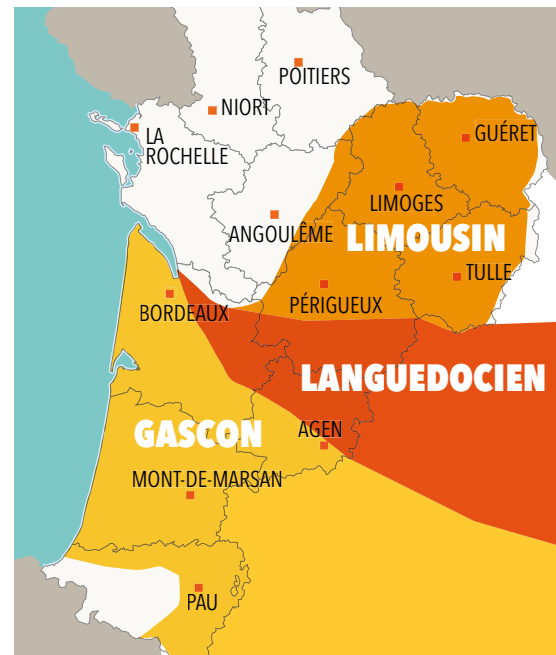


Le groupe Artús a sorti son dernier album *Cerc* en 2020 et prépare cette année son prochain opus : *Crec*. © N. Godin et T. Baudoin

Derrière son image de patois, l'occitan resurgit dans l'enseignement, mais aussi à la télévision ou dans les jeux vidéo. Une nouvelle génération fourmille d'idées.

Adiu* Salut

On croyait l'occitan perdu, appartenant au passé. En 2020, en Nouvelle-Aquitaine, ils n'étaient que 7 % de locuteur-ices, soit 270 000 personnes, selon les estimations de l'Office public de la langue occitane (Oplo). Contre 10 % en 2018 pour l'Aquitaine. « Cette chute continue n'est pas une surprise, analyse sa directrice, Charline Claveau. Il y a eu une dévalorisation de la langue, qui n'a plus été apprise au sein des familles car elle était considérée comme antonyme d'ascenseur social. » Un phénomène appelé la *vergonha*. La honte. Pourtant, l'occitan est riche. « C'est une langue une et multiple », résume Patrick Lavaud, membre de l'Institut des études occitanes depuis 1979. En Nouvelle-Aquitaine trois dialectes cohabitent : le gascon, le limousin et le languedocien. Au cœur même de ces variantes, de nombreux parlers, parfois très connus, comme le béarnais, ou plus confidentiels, comme le bazadais. Cette langue subtile regagne depuis peu ses titres de noblesse grâce à l'enseignement. La région compte aujourd'hui 7 000 élèves apprenant l'occitan dans les premier



Mercés*
Merci

Au reveire*
Au revoir

et second degrés, avec un volume de cours variable ; de quelques heures par semaine à un enseignement 100 % en occitan dans les écoles privées appelées *calandretas* (petites alouettes).

« **Symbole de diversité** »

Mais difficile de continuer d'apprendre en grandissant. L'offre est moindre et les taux horaires drastiquement réduits. Sur les 366 lycées publics et privés de Nouvelle-Aquitaine, seuls 25 proposent l'occitan en option. En cause : le manque d'enseignant-es. Pour cela, l'Oplo, soutenu par l'Éducation nationale, a mis en place le dispositif *ensenhar* – enseigner – à destination des professeur-es et des étudiant-es afin de les former. L'Office espère pouvoir ouvrir de nouvelles classes, au moins une par an et par département, et augmenter les effectifs de 500 élèves à chaque rentrée.

Une tendance confirmée par la loi de protection et de promotion des langues régionales votée par l'Assemblée nationale le 8 avril. « C'est un signe fort, un premier engagement de l'État en faveur de la transmission et de la sauvegarde de ces langues », réagit Charline Claveau. Le texte permettra notamment aux établissements publics de proposer de l'enseignement immersif comme c'est le cas dans les *calandretas*. « Cette loi entérine ce que l'on fait déjà, et permet de sécuriser nos actions. »

La langue doit aussi pénétrer le quotidien pour Patrick Lavaud. « Il ne faut pas se contenter de parler de l'occitan, mais montrer qu'il est actuel, vivant et symbole de la diversité française. » Des projets sont menés par une génération née depuis les années 70, « moins écorchée et militante, plus décomplexée, qui s'ouvre à des publics et des supports différents, expose Charline Claveau. Elle propose une expérience contemporaine de l'occitan ». La plupart ne sont pas des locuteurs ou des locutrices naturels, mais leur amour pour leurs racines les pousse à mener des initiatives pour moderniser la langue. Du chant populaire remis au goût du jour à *Terminator* en occitan, en passant par un jeu vidéo et du rock, les idées ne manquent pas. ■

* Les mots traduits sont issus du dialecte limousin.

Ademan* À demain



© N. Godin

Artús, le rock en occitan

Depuis 20 ans, Artús conte sa culture qui allie la forêt des Landes à la vallée des Pyrénées du Béarn. Par le prisme de la musique, le groupe de rock aborde des sujets locaux,

qu'il lie à des enjeux contemporains. En 2017, l'album *Ors*, ours, renvoie au célèbre mammifère des Pyrénées. « Ceux présents en France ont tous été réintroduits et venaient pour la plupart de Slovaquie, mais ça reste des ours. Et pour nous, cela fait écho à l'immigration, on ne juge pas les gens en fonction de leurs origines », explique Romain Baudoin, membre fondateur du groupe et joueur de vielle à roue. Dans sa dernière création, *Cerc* (le cercle) et *Crec* (la caverne), Artús évoque la « métaphore de la caverne de Platon, la transgression des normes et des traditions. Nous avons conscience du danger de la disparition de la langue et on lui donne une visibilité, une part d'humanité. L'occitan se défend seul. On le vit. »

Vau Serena, jeu vidéo aux accents périgourdins

Le jeu de simulation agricole aux 16 millions de fans *Stardew Valley* dispose depuis février 2021 d'une version occitane : *Vau Serena*. « Quand je jouais, j'entendais ma grand-mère parler, sourit Danis Chadeuil, et l'agropastoralisme est souvent associé à l'occitan, alors j'ai traduit le jeu. » Pour faire honneur à ses origines, c'est le parler périgourdin qu'il a choisi, ainsi que son folklore. Un défi qui ne fait pas peur à celui qui a réalisé un dictionnaire franco-limousin. « Aujourd'hui, quand on ne pratique pas l'occitan lors d'un atelier ou d'un cours, que se passe-t-il ? Je voulais interpeller les gens et proposer un bien numérique et culturel en occitan », résume le traducteur. Pour la version occitane de ce jeu, Danis Chadeuil voit déjà plus loin et ambitionne de continuer de le développer. « Pourquoi ne pas faire des *streams* et entendre les personnages parler », imagine-t-il.

© Stardew Valley Copyright 2016-2020 ConcernedApe LLC



© K. Guez

San Salvador, des chants populaires actualisés

Le groupe corrézien San Salvador, sélectionné pour le prix les Inouïs du printemps de Bourges en 2019, a sorti en janvier 2021 son premier

album *La Grande Folie*. Aucun des membres ne parle limousin, mais ils s'inspirent d'anciennes chansons occitanes pour leurs morceaux. « C'est un point d'entrée, on actualise les textes et on réinvente la musique », présente Gabriel Durif, compositeur. Parmi leur répertoire, la chanson « La fin de la guerre », un texte écrit par un soldat du Puy-en-Velay pendant la Première Guerre mondiale. « Il parle avec lucidité de sa situation, de l'opportunité des commanditaires et décideurs politiques. Un message encore très actuel. » Quant au choix de la langue, c'est symbolique pour le groupe : montrer la diversité de l'identité française. Une recette qui plaît : San Salvador se produit dans le monde entier.



© Conta'm

Regarder la télé avec Conta'm

L'association Conta'm, « raconte-moi », s'est spécialisée dans le doublage en occitan. Après avoir travaillé sur la création de la chaîne bretonne TV Breizh, Ludovic

Gillet s'est penché sur la langue de ses origines, qu'il ne parle pas. « J'ai pris conscience qu'il ne se passait pas grand-chose et qu'il fallait agir avant qu'il ne soit trop tard. » Forte d'une cinquantaine de comédien-nes, l'association basée dans les Pyrénées-Atlantiques, double 400 à 500 minutes de films et dessins animés par an. En décembre 2020, Conta'm a lancé une plateforme de vidéo à la demande : OcVOD. « L'accès est simple, c'est l'avantage. Cela montre que l'occitan, ce n'est pas qu'à l'école ou dans les livres », argumente Ludovic Gillet. Les plus curieux-ses peuvent ainsi découvrir le film *Terminator* en occitan, ou encore les dessins animés l'âne *Trotro* et *Ernest et Célestine* pour les plus petit-es.

Les néo-Aquitain-es et l'occitan

37 %
comprennent au moins quelques mots.

63 %
de non-locuteur-ices ont déjà entendu la langue.

78 %
sont favorables au développement de l'offre d'enseignement.

Source : Oplo

BREXIT

Dordogne calling

Marie Lemaitre

Les 8 000 Britanniques installé-es dans le département doivent désormais choisir entre carte de séjour et demande de nationalité française.

Armés de leurs lunettes de soleil et de leurs bonnets, Neil Cordwell et Linda Lovelock profitent de leur balade à Eymet, petite bastide du Périgord pourpre. Le froid matinal mord les joues. C'est jour de marché. Au gré des rues, le couple salue ses nombreuses connaissances. « Eux, ils sont luxembourgeois, précise Linda. Et ce couple, on l'a rencontré au dressage de chiens. » Installés à Sainte-Eulalie-d'Eymet depuis dix ans, Neil et Linda sont parfaitement intégrés dans leur village d'accueil. Le seul indice qui trahit les origines anglo-saxonnes des deux Londoniens : leur léger accent. Comme eux, 8 000 Britanniques vivent en Dordogne selon les estimations de la Préfecture. C'est le département français qui en compte le plus. Depuis le Brexit, le quotidien de ces ressortissant-es étranger-es a changé. Ils ne sont plus citoyen-nés européen-nés. Pour rester en France, tous et toutes doivent posséder un titre de séjour. Afin de gérer l'afflux massif d'Anglais-es venu-es chercher ce précieux sésame, la préfecture a ouvert un « bureau du Brexit » le 19 octobre 2020. Cinq vaca-

naires œuvrent à cette tâche titanesque, à raison de 80 rendez-vous par jour. En quelques mois, l'office a délivré plus de 5 700 cartes de séjour et enregistré plus de 7 000 demandes. « Le 31 décembre 2020, c'était le dernier délai pour les Anglais qui voulaient s'installer définitivement en France, indique Caroline Barjou, directrice du bureau. Ils peuvent déposer une demande de titre de séjour jusqu'au 30 juin. Pour ceux qui se sont installés après le 1^{er} janvier 2021, il faut désormais un visa. » À terme, l'office fermera ses portes.

Le « Kent français »

En mars dernier, en grande pompe, le préfet de la Dordogne a remis leur titre de séjour à Simon et Sue Fletcher : la carte de l'Anglaise était la 5 000^e remise par le bureau du Brexit. Souriant dans son costume bleu, Simon était ravi. « Je travaille à l'Union internationale des chemins de fer, à Paris, donc il était important pour nous de rester en France. Le Brexit apporte quelques nuisances, mais ça a été incroyablement facile de faire les demandes. En un mois



À Eymet, environ 10 % de la population est britannique, estime Jérôme Bétaille, le maire de la commune. © M. Lemaitre

c'était réglé », raconte cet Anglais de 61 ans. Et, pour l'occasion, le couple est reparti avec un guide du Périgord sous le bras. Avec Sue, ils sont installés à Champagnac-de-Belair, depuis 2019, pour préparer leur retraite. Un choix qui ne doit rien au hasard. « Il y a trente ans, nous étions venus en vacances à Brantôme et nous sommes tombés amoureux de la Dordogne. » Le soleil, le calme, l'espace, les rivières : le cadre bucolique du Périgord vert a charmé le couple, « même si l'été il y a trop de touristes ! », plaisante Simon.

Les yeux rieurs, cerclés de petites lunettes à la monture minimaliste, Simon explique pourquoi le département séduit tant ses compatriotes : « ça ressemble au Kent, c'est vert, plein de petites routes, d'arbres et la météo est agréable. Là-bas, on produit aussi des fraises, mais on n'a pas le foie gras, ni les truffes. Le Périgord est vraiment une région magique. » Le Sud-Ouest et la Dordogne, terres de rugby, séduisent l'amateur de ballon ovale. « On attend que les stades ouvrent après la pandémie et on ira supporter le CAP de Périgueux, ou l'équipe d'An-

goulême. » En attendant, il regarde avec passion le Tournoi des VI Nations à la télé, en surveillant d'un œil avisé sa pelouse, vert émeraude. À l'anglaise.

Intégration à l'heure anglaise

Ils ont adopté la Dordogne et y apportent aussi leur lot de richesses. À Eymet, le maire, Jérôme Bétaille, estime que 10 % de la population est anglaise. Un atout pour la commune selon l'édile : « ils apportent une dynamique et participent de manière active à la vie culturelle ». L'association culturelle franco-anglaise d'Aquitaine (ACFAA) est d'ailleurs basée à Eymet. Sur le marché, difficile d'échapper à la langue de Shakespeare. Encore moins chez Jane Patterson, propriétaire de A Taste of Britain, épicerie où se bousculent les ressortissant-es pour dénicher les derniers arrivages. À la caisse, *The Bugle*, journal mensuel entièrement en anglais est en libre-service. On se l'arrache. Tiré à 10 000 exemplaires, il est distribué en Dordogne et dans le Limousin. « Les Anglais s'installent ici durablement et apportent une vie culturelle sup-

7 000
demandes de carte
de séjour ont été
déposées.

5 783
titres de séjour ont
été distribués ou sont
partis en fabrication.

78
demandes
de naturalisation.

Sources : chiffres des préfectures de
Dordogne et de Gironde en mars
2021.



Avec le Brexit, Neil et Linda ont pris la décision de demander la nationalité française.
©M. Lemaitre

plémentaire, reprend Jérôme Bétaille. On a, par exemple, un temple protestant pour qu'ils puissent pratiquer leur culte. » C'est d'ailleurs le club de cricket eymetois qui a attiré Neil et Linda. « On peut vivre ici sans parler un mot de français, affirme Linda, mais c'est très exclu, à la fois pour ceux, ici, qui ne parlent pas anglais et pour nous. Pour être totalement intégrés, on a eu envie de faire des choses pour notre village, aller vers les gens. » À son arrivée, le couple a très vite rejoint le comité des fêtes. Une grande première. « C'était très drôle, se rappelle Neil amusé, car on ne les comprenait pas du tout au début, ils avaient un accent local très fort ! »

« Je veux avoir un avis et pouvoir l'exprimer. »

Petit à petit, Linda, retraitée de 62 ans, et Neil, artisan de 58 ans, se sentent de plus en plus français. « Ma vie est plus établie ici », affirme-t-elle. « L'Angleterre, ce sont mes racines, mais j'ai vécu plus longtemps en France », renchérit son compagnon. Pour le couple, le Brexit a été le déclencheur. « La brindille qui casse le dos du chameau », sourit Neil. La goutte d'eau qui fait déborder le vase, dirait-on de notre côté du Channel. « J'ai vécu avec la construction européenne, ça a été mon identité toute ma vie et brutalement, on nous la retire », regrette Linda, mêlant quelques mots d'anglais au français, emportée par l'émo-

tion. Alors, plutôt qu'une simple carte de séjour, ils ont demandé la nationalité. La principale raison : le désir de voter aux élections municipales et européennes. « Je veux avoir un avis et pouvoir l'exprimer », s'exclame Linda avec passion.

78 demandes de naturalisation en 2020

Être privés de la citoyenneté européenne a été un coup dur. Surtout pour Linda. « Être français, c'est aussi une sécurité pour notre futur », ajoute-t-elle. « Il faut le dire : on reste des étrangers, s'inquiète Neil. Certes, nous ne souffrons pas d'une mauvaise image comme c'est le cas pour certains ressortissants d'autres pays mais si une politique xénophobe devait émerger, on subirait la même pression. » En 2020, la préfecture de la Gironde a reçu 78 dossiers de demandes de naturalisation en Dordogne. « Avant, c'est à peine si nous avons une ou deux demandes par an, estime Caroline Barjou, du bureau du Brexit. Le blocage, c'est souvent la langue. »

Neil et Linda ont déjà passé la plupart des étapes et ont commencé leurs démarches en 2019. Dossier - « Un kilo de papiers ! », s'exclame le quinquagénaire -, visite des gendarmes, entretien à la préfecture : la demande suit son cours. « On sera très soulagés quand on l'aura », disent-ils d'une même voix. Pas de doute, leur *home, sweet home*, c'est Sainte-Eulalie-d'Eymet. ■



Jane Patterson gère l'épicerie A taste of Britain où se présentent de nombreux Britanniques. © M. Lemaitre

SOLIDARITÉ

Mathieu Michel

Pays basque, terre d'asile

Bayonne a retrouvé son statut d'étape privilégiée sur la route des réfugiés. Martial et Marley, venus de Côte d'Ivoire, ont décidé de s'y installer avec le soutien d'associations.

Martial rêve de contempler la neige de Finlande depuis sa tendre enfance, avec ses nuits interminables et son ciel tantôt rouge, tantôt vert, illuminé par les aurores boréales. Pour l'heure, il attend un titre de séjour à Bayonne pour pouvoir circuler librement et faire venir sa femme et ses deux enfants de Côte d'Ivoire grâce au regroupement familial. Depuis la fermeture de la frontière Est de l'Europe en 2018, l'immigration africaine remonte le long de l'Espagne et transite par le Pays basque. La région retrouve ainsi son statut historique de terre d'accueil, acquis lors de trois périodes de migration massives. La première vague au XVI^e siècle, quand les Juifs et Juives espagnols échappèrent à l'Inquisition et apportèrent le chocolat à Bayonne. La seconde eut lieu dans l'entre-deux-guerres pour reconstruire le pays. Elle se composait d'Africains des colonies et d'Ibériques fuyant les combats. Et la troisième date de 1957 lorsque la France manquait de main-d'œuvre. Terre traditionnelle d'émigration, le Pays basque a toujours accueilli les travailleurs étrangers. La Cimade, association de solidarité aux migrants, estimait entre 400 et 500 le nombre d'arrivées men-



Arrivé juste avant le confinement, Martial attend ses papiers en multipliant les heures de bénévolat. © M. Michel

suelles dans la région, avant le Covid. La fermeture de la frontière pyrénéenne a sérieusement ralenti le rythme. L'association en a compté une centaine à peine à l'été 2020.

L'*Euskadi* représente davantage une terre de passage que d'accueil, peu propice à l'emploi, coincée entre une côte déjà saturée et des terres montagneuses. Celles et ceux qui choisissent de rester ne disposent d'aucun ancrage ailleurs, comme Marley, enseignant



En Côte d'Ivoire, Marley enseignait la biologie. Il pense désormais à une reconversion dans la permaculture. © M. Michel

ivoirien de 40 ans. Après deux années impitoyables de voyage, il est arrivé au Pays basque en juillet 2019, hébergé au centre Pausa, lieu de refuge pour migrants. Loin de l'immensité d'Abidjan, il apprécie le cadre de vie paisible de Bayonne et les balades à vélo sur les berges de l'Adour. Martial, lui, est arrivé au centre cinq jours avant le premier confinement. Il a perçu ce repos forcé comme une aubaine, deux ans après avoir quitté la Côte d'Ivoire. Ils s'attendaient à un accueil froid, de Français-es supposés racistes. Leur expérience se révèle toute autre : tous deux ne sont pas avares d'anecdotes pour souligner la générosité témoignée depuis leur arrivée. « La forte identité des Basques facilite leur relation vers l'autre, analyse l'historien Manuel Dias. C'est plus facile de dialoguer avec d'autres minorités quand on en est déjà une. » L'importance du catholicisme joue un rôle pacificateur, d'autant plus avec une population migratoire religieuse. « Quand je vais à l'église, je suis le seul noir. Tout le monde vient me parler après la messe ! Ça crée du lien », se réjouit Martial.

Un travail à tout prix

Les migrant-es cherchent avant tout du travail, dans une région peu industrialisée dont l'économie repose essentiellement sur le tourisme saisonnier. Ils espèrent en trouver dans les grandes villes, plus dynamiques. « On reçoit des nouvelles de ceux partis pour Paris, souvent ils veulent revenir », raconte

Marley. En théorie, leur situation clandestine ne les autorise pas à travailler. Celles et ceux qui demandent l'asile disposent de maigres revenus. Mais Martial n'a pas fui la guerre : aucune chance d'obtenir le sésame. Il ne dispose donc d'aucune rentrée d'argent. Pour éviter de mendier, le trentenaire coiffé les migrants accueillis pour 5 euros. Sans la moindre expérience. Avec cette modeste ressource, il parvient parfois à envoyer 40 euros à sa famille, restée au pays. Lui peine à se projeter, il ignore encore s'il s'installera dans le coin ou ailleurs. Mais les conditions administratives drastiques exigent cinq années consécutives de séjour en France, huit mois de fiches de paie et une très bonne insertion sociale, d'après la Cimade. La clandestinité expose les migrants à une forte exploitation.

Les associations : piliers de l'intégration

Un jour, Martial a travaillé dans un champ agricole de 8 à 17 heures... pour 5 euros. Comme les patrons rechignent souvent à les déclarer, les migrants sont incités par les associations à s'investir dans du bénévolat, pour favoriser les rencontres. « Ça me tient à cœur de rendre ce qu'on m'a donné », confesse Marley, de sa voix posée. Il se plie en quatre pour aider les nouveaux arrivants. Chaque activité remplit les longues journées d'attente. La patience devient une vertu. Un roman de Laurent Gounelle dépasse de sa poche : *L'homme qui voulait être heureux*. Tout un symbole. À 40 ans, Marley voudrait s'installer à Bayonne, s'il parvient à y faire venir son fils. Son avenir pourrait ressembler à celui des membres de la famille arménienne Youssoufian, arrivés à Saint-Jean-Pied-de-Port il y a quatre ans. Débarqués sans parler la langue, ils se mélangent parfois les pinceaux entre le français et le basque. Grâce à la générosité du voisinage et du tissu associatif basque, la famille a pu trouver un foyer. Après des heures de bénévolat, Daniel, le père, s'est fait embaucher dans une fabrique de yaourts familiale, tandis que sa femme Gayane fait le ménage dans le voisinage. Désormais, tout le monde les connaît. Après une longue bataille juridique, la préfecture a fini par les régulariser. Aux Basques, le couple dit : « *Eskerrik asko* » (merci beaucoup). ■

40 à 50

migrant-es ont franchi la frontière chaque jour en 2018.

8 400

situations irrégulières ont été enregistrées par la police en 2018.

30 %

des mineurs isolés sont pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance.

Sources : Police nationale et Cimade

EXILS FORCÉS

Itinéraire d'un enfant déraciné

Né à La Réunion, Simon Apoi a été placé à Guéret en 1966 par le gouvernement français. Resté dans la Creuse, il s'est battu pour faire reconnaître les conséquences de cette politique migratoire, subie par plus de 2 000 jeunes.

Jordan Dutruieux

À l'évocation du téléfilm *Le Pays des enfants perdus*, de Francis Girod, tourné dans la Creuse et sorti en 2003, Simon Apoi s'enthousiasme. Il se souvient de l'avant-première houleuse au cinéma le Sénéchal de Guéret. Quelques mots durs s'étaient fait entendre dans la salle. Simon avait coupé court, expliquant que « ce qui s'était passé n'était pas la responsabilité des Creusois mais celle de l'État ». Le natif de Saint-Denis de La Réunion connaissait son sujet. Cette histoire est en partie la sienne et celle de ses quatre frères et sœurs, déplacé-es de force dans le département rural, au mitan des années 1960. « Un jour, ma grand-mère a dit : "vous allez partir en France". » Etonné, Simon se laisse conduire par son oncle à l'aéroport. Ce matin de septembre 1966, il transite par Caravelle jusqu'à Orly avant de débarquer au foyer d'enfance de Guéret, en compagnie de 120 autres enfants âgé-es de 3 à 16 ans. « Nous sommes arrivés en tongs, alors qu'il faisait froid. » En plus du climat, Simon Apoi doit s'adapter à la langue et à la nourriture.

« Ma vie est ici »

Après six mois au foyer, Simon est placé dans une première famille d'accueil, séparé de sa fratrie. Il ne s'y plaît pas du tout. Profitant d'une absence de sa mère adoptive, partie récupérer son trousseau de vêtements, Simon se sauve et court se cacher dans les bois. Dans sa seconde famille d'accueil, la mère s'occupe des moutons, le père des bœufs. Lui, l'enfant de Saint-Denis qui déteste « la boue et la campagne » grandit dans le petit village de Saint-Martin-Sainte-Catherine. Il réussit son certificat d'études, devient apprenti cuisinier, officie finalement pendant 31 ans au Centre médical national de Sainte-Feyre, à six kilomètres au sud

« Aujourd'hui, peu d'enfants réunionnais sont restés en Creuse. »

Une faute reconnue par l'État

Les « Enfants réunionnais de la Creuse » désigne, par extension, les 2015 mineur-es de l'île exilé-es de force, dans l'Hexagone entre 1962 et 1984. 215 ont été déplacé-es dans la Creuse, département qui en a accueilli le plus. Cette politique de migration brutale fut impulsée par Michel Debré, alors député de la Réunion, et mise en place pour freiner la démographie galopante de l'île et repeupler les départements en proie à l'exode rural. Certains de ces enfants étaient orphelins mais d'autres ont été arrachés à des familles pauvres, sans leur préciser qu'il s'agissait d'un aller simple. L'État a reconnu sa « responsabilité morale » dans cette affaire, par une résolution votée, en 2014, à l'Assemblée nationale, et Emmanuel Macron a admis une « faute » de l'État en 2017.

de Guéret. Il est retourné à plusieurs reprises à La Réunion. L'idée d'y vivre à nouveau ? « C'était niet, j'ai ma vie, mes amis ici, alors que sur l'île, je ne connais plus personne. »

La trajectoire de Simon diffère de celle de nombre de ses « compatriotes », comme il aime à les appeler. Certain-es, comme Valérie Andanson ne connaissent pas leurs origines. À Guéret, la désormais secrétaire de la fédération des enfants déracinés des Drom (Fedd) croisait ses frères et sœurs sans même le savoir.

Un engagé apaisé

Elle a quitté le département en 2006 et a depuis retrouvé, son acte de naissance original, son identité volée et enfin, en 2016, son père biologique. Beaucoup ont depuis suivi le même chemin. « Aujourd'hui, peu d'enfants réunionnais sont restés en Creuse », constate Simon Apoi, dont l'une des filles a rejoint l'île. Les liens qui unissaient ici ces Réunionnais-es se sont, eux, progressivement défaits. Resté dans le département rural, le « mi-Creusois, mi-Réunionnais » a pris part à la bataille pour la reconnaissance de cette histoire. Devenu président



Dans les années 1960, de nombreux enfants réunionnais ont été déplacés dans le foyer de Guéret. Certains y sont restés, d'autres ont été répartis dans toute la Creuse. © Fedd

de l'association Les Réunionnais de la Creuse, il ne conjugue jamais son engagement à la première personne du singulier. « Nous avons décidé de poursuivre l'action entamée par Jean-Jacques Martial, "enfant de la Creuse" aujourd'hui retiré, qui avait attaqué l'État en justice en 2002 en demandant un milliard d'euros de réparation. » Depuis, Simon Apoi a été un témoin privilégié des avancées obtenues, parmi lesquelles, la reconnaissance de la responsabilité de l'État et une aide à hauteur de 1 500 euros pour un séjour régulier sur leur île. À 65 ans, le retraité n'est plus en colère. Il a trouvé un épilogue à son combat. « Nous avons

assez donné, on se contente de ce qu'on a obtenu et laisse à d'autres le suivi des actions en cours. » Pour autant, le Guérétois ne souhaite pas que l'histoire des enfants réunionnais s'efface. Un lieu de mémoire doit être installé dans la préfecture de la Creuse au cours des prochaines années. « Certains voulaient qu'il soit situé à Paris, mais cela n'a pas de sens. Beaucoup de gamins sont arrivés, ici, à Guéret. » Aujourd'hui, la seule trace visible de ce passé dans la ville est un nom, « Espace créole », donné au bâtiment du foyer d'enfance devenu une aile de l'hôpital. ■



Les linges utilisés pour les ablutions sont étendus à quelques mètres de la fontaine. © V. Berthet

CROYANCES POPULAIRES

Les eaux qui soignent

Depuis des siècles, les sources des Landes font miroiter des promesses aux visiteur-ses : magiques, miraculeuses ou guérisseuses... Elles sont toujours aussi fréquentées.

Victoria Berthet
et Sevan Hoseblian-Vartanian

Si vous souffrez des yeux, c'est à la fontaine Saint-Yves qu'il faut aller. Mais pour allaiter votre enfant et vous assurer que vos seins produiront suffisamment de lait, c'est la fontaine Sainte-Anne qui vous aidera... Les Landes sont un des territoires français les plus riches en sources et fontaines : on en compterait plus de deux cent d'après l'office de tourisme du département. Olivier de Marliave, ancien journaliste à France 3 Bordeaux Aquitaine et auteur d'un guide sur les fontaines guérisseuses* précise : « Dater ces sources reste difficile, mais elles ont sûrement une origine païenne. » Christianisée par la suite, chaque fontaine est aujourd'hui associée à un-e saint-e référent-e dont le plus populaire est Saint Jean. Celle de Garosse, près de Morcenx-la-Nouvelle, est une des rares dédiées à la Vierge Marie. L'eau sulfureuse ou ferrugineuse de ces fontaines aurait un pouvoir guérisseur. Qu'on y croit ou non, il s'agit d'un patrimoine que l'office de tourisme entend faire connaître en proposant un circuit de 105 kilomètres en Pays morcenais.

Des linges guérisseurs ?

Dans certains villages, les espaces ont été aménagés pour faciliter l'accès en voiture, puis à pied. C'est le cas pour Notre-Dame-des-Douleurs, à Garosse.



L'abri qui entoure la source de Morcenx-la-Nouvelle a été édifié entre 1992 et 1995. © V. Berthet



La fontaine Notre-Dame-des-Douleurs est l'une des seules dédiées à la Vierge Marie dans les Landes. © V. Berthet

Sur la route dessinée par les pins, un panneau indique le lieu. Le murmure de la source, les rayons du soleil qui traversent la forêt et l'odeur de la terre humide soulignent le mysticisme de l'endroit. Au bout du chemin gravillonné, un abri de bois blanc et bleu protège une statue de la Vierge des intempéries. Au-dessus des tuiles trône une croix. Des fleurs et des chapelets ornent des crucifix. Et dès que l'on s'approche de la source, une musique aux airs de cantique se fait entendre...

« Beaucoup de personnes fréquentent ces sources comme un ultime recours. »

La fontaine est connue pour soigner rhumatismes, problèmes de peau et douleurs intestinales. À quelques mètres, des bouts de tissu pendent, noués à une rambarde de bois. « Il faut imbiber d'eau un linge qui vous appartient et l'appliquer sur l'endroit du corps où vous avez mal. Puis le laisser sécher, précise Olivier de Marliave. J'ai rencontré beaucoup de personnes qui fréquentent ces sources comme un ultime recours quand elles ont épuisé d'autres formes de soins. » Selon la croyance populaire, la douleur quitterait votre corps une fois le linge sec. Mais attention, si vous touchez l'un de ces tissus accrochés : vous pourriez alors contracter le mal qu'il est censé soigner... ■

*Guide des sources guérisseuses des Landes de Gascogne, éd. Sud Ouest, 2020.

TERRITOIRES

PAGE 50

ÉROSION

L'Atlantique grignote Oléron

Le petit train de Saint-Trojan-les-Bains est l'emblème d'une confrontation inévitable avec l'océan.

PAGE 44

PRÉSERVATION

Le Marais poitevin en eaux troubles

Baisse du niveau de l'eau, biodiversité qui disparaît, la zone humide est en danger.

PAGE 55

ENTRETIEN

Objectif mobilité

Deux experts des transports analysent les défis de demain

PAGE 53

MOBILITÉ

Bordeaux et Lyon raccrochent les wagons

La coopérative Railcoop fait le pari de relancer l'ancienne ligne de chemin de fer.

PAGE 66

PHOTOVOLTAÏQUE

La forêt tombe dans le panneau

Les distributeurs énergétiques voient dans les Landes de Gascogne une opportunité financière.

PAGE 49

BASSIN D'ARCACHON

Friches aquatiques

Comme une coquille au verso de la carte postale

PAGE 62

SURF

Hossegor voit le bout du rouleau

La capitale du surf attire les nouveaux entrepreneurs.

PAGE 59

CYCLOTOURISME

No man's Landes

Visó est parti à l'assaut des pistes cyclables landaises, pensant y trouver des touristes... Sans succès.

PAGE 38

INTERVIEW

Manque d'eau à l'horizon

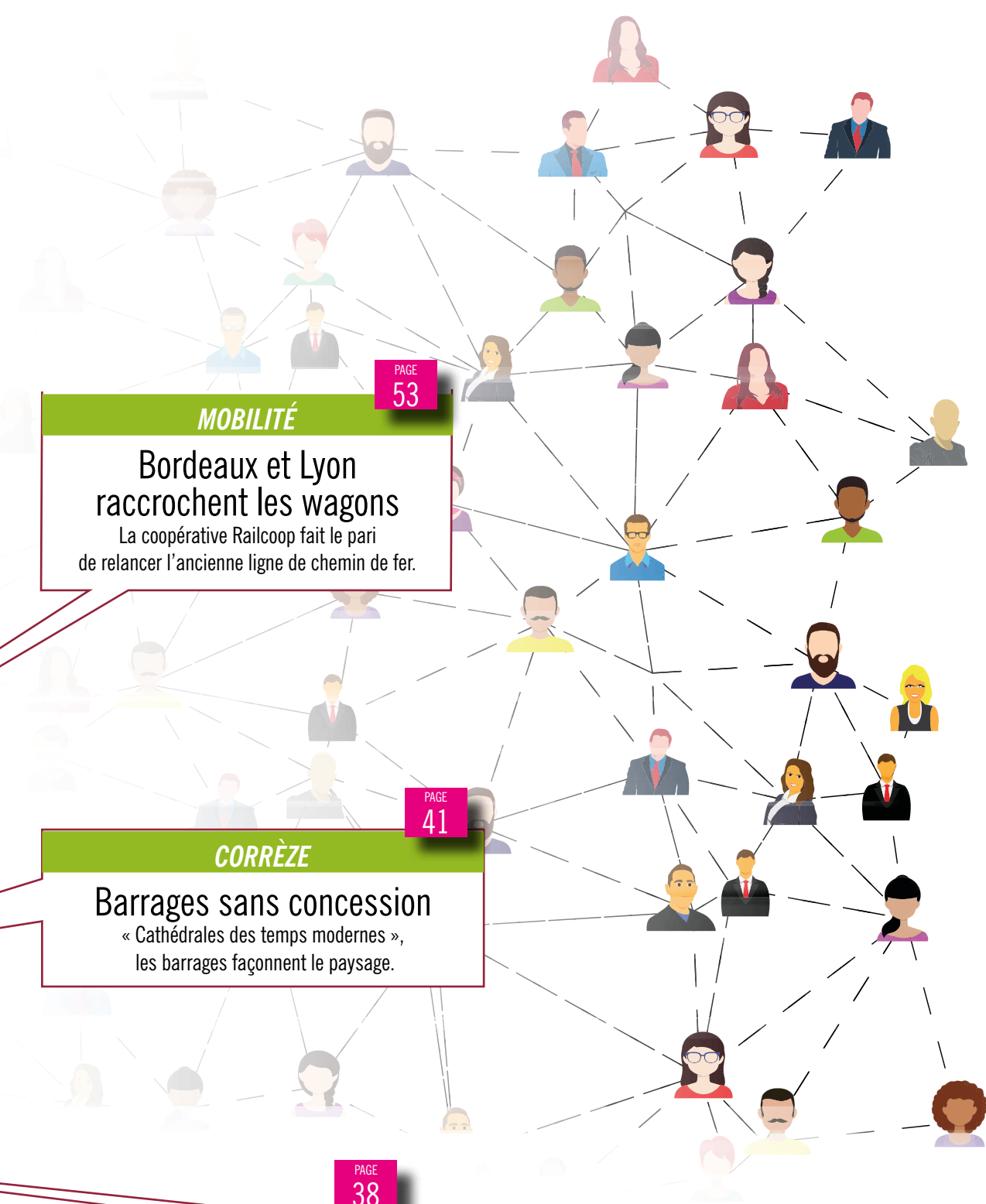
Le Lot-et-Garonne menacé par les changements climatiques.

PAGE 41

CORRÈZE

Barrages sans concession

« Cathédrales des temps modernes », les barrages façonnent le paysage.



INTERVIEW

Manque d'eau à l'horizon

Jordan Dutruieux
et Émilie Jullien

Face à l'augmentation des sécheresses, les ressources en eau vont devenir un enjeu crucial pour le territoire.

Décryptage par Alain Dupuy, hydrogéologue.



Alain Dupuy, hydrogéologue et membre d'Acclimterra, conseil scientifique régional sur le changement climatique.

L'été dernier, le Lot-et-Garonne a connu sa sécheresse la plus forte depuis 1959.

Ces épisodes sont-ils amenés à se reproduire ?

Les projections climatiques du projet Drias, réalisées par Météo France et des laboratoires de modélisation, annoncent une augmentation du nombre de sécheresses sur le territoire. Il est difficile de prévoir sur quelles zones. Mais le Lot-et-Garonne, qui profite des vents du Sud, pourrait être privé de l'influence de l'Atlantique dont les vents tempèrent

et apportent de la fraîcheur. Les conséquences, augmentation du nombre de canicules, nuits tropicales au-delà de vingt degrés, pourraient être compliquées à gérer. C'est assez général pour le sud de la France. Le rapport montre que la moyenne des précipitations devrait rester la même sur un an, mais leurs quantités seraient davantage concentrées l'hiver. On aura donc moins d'eau l'été et l'automne, avec des assèchements de sols et des baisses des débits de cours d'eau.

Quelles conséquences auront ces changements sur l'agriculture ?

Il y aura un effet de moindre disponibilité, c'est-à-dire que la quantité d'eau, en un lieu et un temps donnés, sera réduite. On ne pourra plus satisfaire les besoins pour toutes les cultures, sans faire des aménagements et des adaptations. Il faudra développer des activités moins gourmandes en eau. On parle d'hydro économie, c'est-à-dire utiliser la quan-

Après la pluie, le sorgho ?

La quiétude du lac de Caussade, niché en contrebas de Pinel-Hauterive, n'est qu'apparente. Autour de cette étendue d'eau artificielle de 920 000 mètres cubes, se joue un bras de fer entre agriculteurs et décideurs. Autorisée en 2018 par arrêté, avant d'être interdite, la construction du barrage a continué l'année suivante, contre vents et préfets. L'ouvrage de six mètres de large, édifié par la chambre d'agriculture du Lot-et-Garonne avec des fonds privés, est toujours en place malgré la décision rendue le 23 février dernier entérinant son illégalité. Il alimente aujourd'hui 40 exploitations.

« L'irrigation est essentielle, en bio comme en conventionnel », scande René de Moor. L'ancien paysan, maire délégué de la commune, observe des sécheresses de plus en plus fréquentes. La retenue d'eau lui paraît nécessaire pour les récoltes. « Si on pouvait ne pas irriguer, on le ferait avec plaisir. Ça coûte cher en électricité, parfois les tuyaux pètent, ça bazarde les cultures. » Pour le retraité agricole, les méthodes n'ont rien à voir avec celles du passé. « Avant on irriguait à foison. Aujourd'hui, on se repose sur les données de l'Agence du climat moyenne Garonne, pour arroser de façon raisonnée. »

Beaucoup d'exploitantes s'orientent vers des pratiques hydro-économiques, révélatrices d'une prise de conscience. Entre autres, celle des couverts végétaux consiste à réaliser des cultures entre les cultures. « Au bout de deux ou trois ans, on maintient la matière organique du sol, qui devient plus propice pour emmagasiner de l'eau. » Les pratiques évoluent de même que les types d'espèces cultivées.

Certaines agricultrices et agriculteurs se sont lancés dans la récolte de céréales moins gourmandes en irrigation, comme le sorgho. René de Moor en a fait partie. « La plante a besoin de la même quantité d'eau que d'autres céréales, mais la puise plus profondément dans le sol », précise l'ex-fermier. Destinée principalement à la consommation animale, elle possède l'avantage d'être plus résistante et résiliente. « Elle se met au repos si elle n'a plus d'eau, et ce jusqu'à en avoir de nouveau. » La résilience présente néanmoins un inconvénient majeur, « le sorgho d'ensilage mûrit en octobre-novembre. S'il a un mois de retard, il va mûrir au moment de la gelée et la récolte peut se perdre ». Autre limite, « son rendement est bien inférieur au maïs ». Or une exploitation a besoin d'un revenu minimum pour « couvrir les charges fixes qui ont augmenté alors que les prix de vente sont restés les mêmes », déplore René de Moor. Alors, tout en espérant « davantage d'accompagnement », le monde agricole navigue entre « irrigation de sécurité » et nouvelles variétés. ■



René de Moor, est aujourd'hui maire de Saint-Pierre-de-Caubel. © E. Jullien



Le sorgho fait partie des variétés qui demandent moins d'irrigation. © DR.



Le Lac de Caussade, retenue d'eau illégale, alimente quarante exploitations. © J. Dutruex

tité d'eau la plus juste possible pour satisfaire les besoins. On a des technologies qui permettent une irrigation de précision. C'est une nécessité quand on sait que l'agriculture consomme 40 à 45 % des volumes d'eau en circulation. L'autre question est celle des élevages, car si les pâturages sèchent, on ne peut plus nourrir les bêtes. Dans le Limousin, c'est catastrophique. Les animaux façonnent le paysage. Si on les retire, il y aura des buissons partout. Il faudra entretenir les prairies, les bois. Est-on prêt pour cela ?

Comment le monde agricole réagit-il à ces menaces ?

La prise de conscience a déjà eu lieu. À surface équivalente, le monde agricole a réduit d'environ 30 % ses consommations en eau, mais ces économies ont permis d'augmenter les surfaces car on lui a demandé de produire plus. Il faut envisager une mutation de notre modèle agricole, mais aussi de notre consommation. Les pouvoirs publics doivent s'engager dans la sensibilisation et la création de filières. On ne peut pas exiger des agriculteurs qu'ils arrêtent

de produire ceci ou cela s'il existe une demande de l'autre côté. De même, si l'on produit des céréales plus résistantes, mais qu'il n'y a pas de marché, la production sera exportée et on aura perdu de l'eau. Le dernier volet est d'imaginer un aménagement du cycle de l'eau, par le biais du stockage et de la réinfiltration. L'enjeu est de redonner au sol les capacités de transférer l'eau vers les nappes pour les recharger.

Comment expliquez-vous le débat sur le « Lac du Caussade », retenue d'eau construite par les agriculteurs en 2018 dans le Lot-et-Garonne ?

Le lac du Caussade a été créé illégalement et ne respecte pas les contraintes environnementales. C'est un stockage dans le monde de 2020 avec les normes des années 1960. Le milieu agricole sait faire des retenues acceptables sur un plan écologique, génératrices d'irrigation pour l'agriculture et aménagées pour perturber le moins possible le cours d'eau sur lesquels elles sont installées. Ce qui implique notamment une déconnexion de ce dernier, qui doit continuer à fonctionner avec un prélèvement uniquement en hiver, quand les eaux sont abondantes. Des retenues d'eau ont d'ailleurs été autorisées près du lac.

Les départements néo-aquitains sont-ils tous égaux devant l'accès à l'eau ?

Les disponibilités d'eau sont très différentes d'un territoire à un autre. Elles dépendent de la quantité d'eau précipitée, de la nature des cours d'eau, des systèmes aquifères, présents ou non. Le changement climatique va engendrer des systèmes locaux favorisés et d'autres moins. La Creuse a un système déployé sur un milieu cristallin, efficace pour drainer les ressources des cours d'eau mais peu efficace pour faire des réserves en sous-sol. Les bassins du Lot et de la Garonne ont des nappes, mais peu déployées et peu profondes. Le département est assez pauvre en stock car la ressource est située très en aval, en Gironde, qui est plus avantagée, comme dans les Landes. Ce sont des systèmes très exploités mais très productifs. Les réseaux à l'échelle supra-départementale sont faits pour suppléer ces inégalités. ■



CORRÈZE

Barrages sans concession

Marie Lemaître

Ils ne produisent pas seulement de l'électricité. Ils appartiennent au paysage, ont su se faire adopter et suscitent la curiosité des touristes.

Au barrage du Chastang, en plein cœur des gorges de la Dordogne, quand l'une des turbines se met en route, à l'extérieur, tout reste calme. Pas un bruit dans ces lieux presque sauvages bordés de quelques routes aux virages en épingle à cheveux. Un seul indice est visible pour les yeux les plus avisés : le bouillonnement de l'eau en aval de ce géant de béton. À l'intérieur, le spectacle est saisissant. Le sol tremble sous l'effet du passage de l'eau. Les bouchons d'oreilles en

libre-service deviennent indispensables. Les ouvrier-es y œuvrent, fier-es. « Se dire que chaque matin, quand les Français appuient sur leur interrupteur, c'est grâce à nous que la lumière s'allume, c'est incroyable », rapporte Yannick Chabin, responsable du groupement d'usine EDF du Chastang. En Corrèze, les infrastructures sont nombreuses. Propriétés de l'État, elles sont partagées entre deux exploitants. EDF d'abord, avec ses 58 barrages sur la vallée de la Dordogne. Ensuite, la Société hy-



Le barrage du Chastang est l'un des derniers construits sur la partie corrézienne de la Dordogne. © M. Lemaître

droélectricité du midi (Shem), ancienne filiale de la SNCF, exploite celui de Marèges. Une construction novatrice : elle est la première au monde à être dotée d'un déversoir en forme de tremplin de saut à ski pour évacuer les crues. Un système qui permet de projeter l'eau à des dizaines de mètres en aval sans endommager le barrage. Ensemble, les deux entreprises produisent 2 680 gigawatts-heure d'électricité chaque année et alimentent plus d'un million de foyers. Une énergie renouvelable produite grâce à des concessions qui font aujourd'hui l'objet de débats. Sous la pression de la Commission européenne, la gestion des barrages a été ouverte à la concurrence et aux entreprises privées. Après 70 ans d'exploitation, les concessions hydroélectriques arrivées à leur terme doivent faire l'objet d'un appel d'offre. Un système réglementé par un décret de 2008. Au cœur de l'usine de Bort-les-Organes, concession EDF terminée depuis 2012, personne n'en parle, mais la question préoccupe. Accrochée au balcon de la salle des machines, une banderole de la CGT clame : « Non à la privatisation des barrages ».

Les riverain-es aussi se sentent concerné-es. Impossible pour un-e Corrézien-ne de ne pas avoir déjà visité l'un de ces barrages. Au pied de celui de Bort-les-Organes, accessible à l'entrée du village, on

se bouscule quotidiennement. Les promeneur-ses, les curieux-ses, les passionné-es... Tous et toutes admirent ce mastodonte derrière les grilles. Des « cathédrales des temps modernes », comme les appelle Yannick Chabin, salarié à l'usine du Chastang. Jean-Marc Chirier, président de l'association La Dordogne de villages en barrages, s'inquiète : « Pour l'instant, on se sent en sécurité, on a confiance. Mais les riverains sont inquiets pour leur territoire. On ne sait pas quelles entreprises pourraient arriver. Et si on se retrouve face à des patrons qui ne voient que leurs profits, que nous arrivera-t-il ? » Pour l'heure, l'État ne semble pas vraiment pressé de lancer les appels d'offres pour les concessions arrivées à leur terme : Bort-les-Organes et celle de l'Aigle depuis le 1^{er} janvier 2021. Les prochaines échéances s'étalent entre 2025 et 2032. En attendant, le *statu quo* prévaut. « Faute de visibilité, on ne se lance pas dans de grands programmes d'investissements, au cas où on ne récupérerait pas les concessions. On fait plutôt des travaux de maintenance », regrette Sophie Le Scaon, cheffe du service communication de la Shem. Même son de cloche à EDF, propriétaire de 80 % des concessions hydroélectriques.

Barrages rime avec tourisme

Pourtant, ces entreprises ne sont pas que de simples exploitants. EDF et la Shem ont contribué à la construction de plusieurs belvédères afin de proposer des vues à couper le souffle sur les barrages. En 2016, Sophie Le Scaon a conçu l'application « Marèges, barrage de l'innovation » afin de proposer une visite interactive des abords du site. À Bort-les-Organes et au Chastang, les centres d'information du public accueillent respectivement 10 000 et 4 000 visiteurs et visiteuses par an. Un succès : « Les gens veulent savoir comment marchent les barrages, et les salariés ont plaisir à partager leur métier. Ce volet touristique et pédagogique, c'est plusieurs cen-

« 70 % de l'eau de surface est stockée derrière des barrages »

taines de milliers d'euros d'investissement chaque année », analyse Vincent Marmonier, directeur d'EDF Hydro Vallée de la Dordogne. Ce tourisme industriel « a connu un essor extraordinaire ces dix dernières années », affirme Jean-Marc Chirier, de La Dordogne de villages en barrages. Parmi les projets parrainés par EDF, « l'itinéraire », une randonnée pédestre de 195 km sur la rive droite de la Dordogne, gérée par l'association de Jean-Marc Chirier depuis 2013. Reliant Confolent-Port-Dieu à Argentat, le sentier traverse seize communes corréziennes et longe les constructions. Le chemin est emprunté par 2 000 à 3 000 personnes par an selon les estimations de Corrèze Tourisme.

« Le Samu de l'électricité »

Les touristes sont aussi attiré-es par les cours d'eau du département. « Le tourisme de lac a été présent dès la création des barrages, c'est allé de soi », expose Rodolphe Vouhé, chargé de développement territorial à l'agence « Une rivière un territoire » de la vallée de la Dordogne. Depuis plus de 80 ans, les barrages font partie du paysage corrézien et l'ont façonné. « Ces constructions ont cassé le fonctionnement de la rivière, analyse Zoé Dupeu du Pays d'art et d'histoire des hautes terres corréziennes et de Ventadour. Elle a changé. De tumultueuse, elle est devenue calme, avec de grands lacs. »

À celui de Neuvic, les pêcheur-ses sont au rendez-vous et profitent de la frayère à brochets créée il y a quelques années avec le concours d'EDF. Ils côtoient les amateur-trices de sport nature. Au pied du château de Val, un plan d'eau, alimenté par la retenue du barrage de Bort-les-Organes, jouxte une petite plage. Déserte les jours de pluie, elle se remplit dès les premiers moments de beau temps.

Les deux entreprises ont un rôle décisif dans l'activité de ces lacs. « 70 % de l'eau de surface en France est stockée derrière des barrages », affirme Vincent Marmonier. Pour EDF comme pour la Shem, il est nécessaire de trouver un juste milieu entre l'eau indispensable pour l'activité touristique des lacs et celle déversée en aval du barrage. « L'hiver, les retenues se creusent avec les besoins en électricité

qui augmentent et elles se remplissent avec l'eau de pluie », explique-t-il. Une gestion rendue difficile par des étés de plus en plus secs. « Il y a un débit que nous sommes obligés de rendre à la rivière en aval pour la protection de la faune aquatique », explique Sophie Le Scaon. Depuis 2012, les gorges de la Dordogne ont été classées Réserve mondiale de biosphère. Il faut donc pour les entreprises exploitantes, trouver un équilibre entre les besoins électriques, touristiques et environnementaux. « La production des panneaux solaires et des éoliennes est très aléatoire en fonction de la météo », constate Vincent Marmonier. En revanche, dans les barrages, les turbines peuvent être mises en route en moins de cinq minutes. « Nous sommes le Samu de l'électricité en France », résume Sophie Le Scaon. Rien ne semble pouvoir faire barrage aux géants de la Corrèze. ■

Toute une histoire !

Difficile de sillonner les routes de Corrèze sans tomber sur un barrage. Nombreux, ils s'enchaînent principalement sur la Dordogne. « Au début du XX^e siècle, il y a eu un important besoin en électricité et la France a misé sur l'hydroélectricité », résume Zoé Dupeu, animatrice de l'architecture et du patrimoine au Pays d'art et d'histoire des hautes terres corréziennes et de Ventadour. Vecteurs d'activité économique, ces barrages sont très bien perçus par les locaux. Sur les chantiers, des années 20 à la fin des années 50, entre 2 500 et 5 000 ouvrier-es français-es et étranger-es affluaient vers le département. « Le Massif central, dont fait partie la Corrèze, est le château d'eau de la France. Le département a l'avantage d'être très arrosé, ajoute Vincent Marmonier, directeur d'EDF Hydro Vallée de la Dordogne. Ses cours d'eau bénéficient du courant de la fonte des glaces. » La géographie corrézienne a d'autres avantages : son dénivelé offre une belle descente de l'eau et les turbines tournent facilement. « L'étroitesse des gorges permet de faire des retenues qui ne sont pas trop larges, renchérit Zoé Dupeu. La roche est aussi propice à la construction de barrages. La pierre, du gneiss, est compacte et supporte le poids de l'infrastructure. Du béton a été injecté directement dans les fissures de la roche pour bien accrocher le barrage à la paroi. » Des constructions encore debout pour des années.



PRÉSERVATION

Le Marais poitevin en eaux troubles

Au nord de la région, le changement climatique et l'activité humaine menacent la biodiversité de la Venise verte. Son futur s'écrit en pointillés.



Le Marais s'étend à perte de vue, sur 100 000 hectares environ. Soit plus de 140 000 terrains de football. © D. Tougeron

Dany Tougeron

C'est toujours le même calvaire pour Julien Le Guet. Au début du mois de juillet, le batelier doit changer d'itinéraire s'il veut présenter le Marais poitevin aux touristes. Sa longue *pigouille* en bois se heurte aux fonds vaseux. Le niveau de l'eau est trop bas pour s'aventurer sur certains canaux. L'homme de 43 ans connaît cette zone humide comme sa poche. Porte-parole du collectif Bassines non merci, Julien Le Guet est devenu un lanceur d'alerte incontournable dans les Deux-Sèvres. Toujours en action pour protéger l'écosystème de la « Venise verte » toujours disponible pour faire découvrir la zone aux visiteurs. « Je ne m'en lasse pas, ce n'est jamais le même film. » De scène en scène, depuis 20 ans, il observe la détérioration de son écrin de verdure préféré. Jusqu'aux années 1980, les zones humides étaient considérées comme insalubres, dangereuses. Il a fallu attendre 1994 pour qu'un rapport évoque leur déclin. Supervisée par le préfet Paul Bernard, l'étude dresse un tableau dramatique de la situa-

« Il y a dix ans, la lentille d'eau était présente partout. Il n'y en a plus du tout. »

tion. 67 % de ces écosystèmes ont disparu du paysage hexagonal au cours du XX^e siècle. À che-

val sur trois départements, la Charente-Maritime, les Deux-Sèvres et la Vendée (Pays de la Loire), le Marais poitevin est la deuxième zone humide de France derrière la Camargue. Un immense dédale végétal de 100 000 hectares qui garde en mémoire les traces d'une mer qui s'étendait jusqu'à Niort. Chaque année, ils sont 1,4 million de touristes à rejoindre les écluses et les portes à flots pour se mettre au vert dans ce maillon essentiel de la biodiversité.

Une faune évaporée

« On ne sauvera pas la planète sans protéger ces zones humides », assure Julien Le Guet, qui dirige sa barque en esquivant les branches d'un coup de bâton bien placé. Trop longtemps délaissés, ces espaces de régulation et de dépollution ne représentent aujourd'hui que 5 % du territoire national. Même s'il navigue avec aisance sur les eaux du Marais, Julien Le Guet n'est pas natif des Deux-Sèvres. Originaire de Méru, près de Beauvais, il a découvert la « Venise verte » lors des vacances scolaires : le défilé des libellules et des papillons, le coassement des grenouilles. Aujourd'hui, le paysage a changé. La faune s'est évaporée. « L'an dernier, lors de mes tours en barque, je n'ai vu qu'une seule grenouille verte », déplore le guide. « On a de grosses pertes sur la biodiversité. Notamment sur des populations d'insectes qui étaient rares. » Près d'Épannes par exemple, au sud de Niort, l'écaïlle des marais, papillon aux teintes orangées, a presque disparu. Le Marais se trouble. Moins rempli, obscurci par la vase, il n'attire plus la totalité des oiseaux en période de migration. « Il y a des poissons qui se reproduisent ici. Quand l'eau brille, les volatiles viennent s'y poser. Sinon, ils poursuivent leur chemin. » Près d'Arçais, dans la partie sud des Deux-Sèvres, les champs de maïs et de tournesols s'étendent à perte de vue. L'agriculture est un chaînon essentiel du développement économique de la région. La Charente-Maritime est en tête des départements acheteurs de glyphosate. « On note de très forts gains liés à l'agriculture intensive céréalière. Les exploitants tiennent énormément à ce gagne pain. Ce sera aux décideurs de demain de prendre les bonnes mesures », estime

Éric Chaumillon, chercheur et professeur en géologie marine au CNRS et à l'Université de La Rochelle. Les canaux cherchent une seconde jeunesse. Les tracteurs ont remplacé les barques, les corridors se bouchent régulièrement par manque d'entretien. « Les petites voies d'eau qui partent sur les côtés sont privées. Dans ces coins labyrinthiques, on retrouve une activité biologique prolifique, riche en insectes. Mais lorsque ce n'est pas entretenu, la vase colmate les canaux. » Julien Le Guet est soucieux. Les nappes phréatiques et le Marais sont pompés pour assurer « des rendements démentiels. Il y a encore dix ans, l'été, la lentille d'eau était présente partout sur la Venise verte. Il n'y en a plus du tout, en grande partie à cause des pesticides que l'on utilise sur le bassin versant », s'agace le batelier qui aimerait retrouver une politique agronomique indépendante du cours de la bourse.

Les algues en déclin

Sur les berges, la faune qu'il observe en écartant les roseaux est désormais différente. Des espèces invasives ont été introduites pour la pêche dans ces surfaces marécageuses. Depuis le début des années 2000, les écrevisses de Louisiane se sont acclimatées, remplaçant progressivement les algues sur la carte postale. « On n'est pas parvenu à maîtriser sa diffusion. L'espèce est désormais présente sur les 100 000 hectares, avec un impact direct sur la chaîne alimentaire. Elles mangent des algues qui ont quasiment disparu dans le Marais. » Dans l'estuaire, la qualité de l'eau en pâtit. « Ces plantes aquatiques ne sont plus là pour fixer les polluants. » Et celles qu'il observe n'ont pas la bonne couleur. Le batelier assure avoir aperçu, l'an dernier, des premières traces d'algues bleues près de La-Grève-sur-Mignon. « Cette cyanobactérie provient des engrais, comme leurs cousines de couleur verte en Bretagne. Si l'on n'agit pas tout de suite, on subira des conséquences sur la santé des êtres humains et des animaux. » Tandis que l'embarcation du nautonnier peine à avancer sur les canaux asséchés, voisins et voisins s'inquiètent davantage des crues à venir. Lorsqu'il regarde sa maison en pierre, calfeutrée



Au domicile de Julien Le Guet, une vieille carte du bas-Poitou donne une vue d'ensemble et historique de la zone humide. © D. Tougeron

au milieu de champs et de petits espaces forestiers, Samuel, habitant de La Ronde, capitale charentaise du Marais poitevin, ne se projette pas. « C'est sûr, ce n'est pas un patrimoine pérenne pour les petits-enfants. »

La mer remontera un jour sur ses terres. Les scientifiques évoquent une montée des eaux de 30 centimètres à plus d'un mètre d'ici la fin du siècle dans la zone humide. Pour anticiper ces bouleversements, Éric Chaumillon imagine des espaces où faune et flore seraient libres de leurs mouvements: « Il faudrait une vraie marge, pas un carré de rien du tout coincé entre les parkings de supermarché, la plaine céréalière et l'autoroute. »

Rame en main, la parole franche, le regard déterminé, Julien Le Guet n'a pas fini de lutter. Le militant dirige toujours sa barque avec la même envie et poursuit le combat avec conviction, pour que sa *pigouille* puisse de nouveau brasser des eaux claires et profondes. ■



Les voies secondaires se rebouchent par manque d'entretien. Elles ne sont plus que 3 500 contre 10 000 auparavant, selon Julien Le Guet. © D. Tougeron

L'irrigation en question

En octobre 2020, les protestations ont perturbé le calme de la commune d'Épannes, 850 habitant-es. La bataille de l'eau fait toujours rage dans les Deux-Sèvres et en Charente-Maritime. Près de 3 000 personnes, certaines flanquées d'un étendard « Eau voleurs », ont manifesté leur opposition au projet de 16 bassines, porté par la Société coopérative anonyme de l'eau des Deux-Sèvres. Des cuvettes prévues pour irriguer les champs et alimenter la culture des céréales. À l'été 2019, les opposant-es s'étaient organisés en ZAD (zone à défendre), à Mauzé-sur-le-Mignon, pour refuser ce qu'ils ou elles considéraient être un détournement des ressources d'eau du Marais, un non sens écologique. Aujourd'hui, plusieurs militant-es songent à réitérer l'expérience.

BASSIN D'ARCACHON

Richard Monteil

Friches aquatiques

Des parcs à huîtres abandonnés nuisent à l'écosystème et à la sécurité. Le grand ménage a commencé.

« Attention aux parcs à huîtres ! » Voilà un bon conseil à donner aux marins sans expérience du bassin d'Arcachon pour leur éviter d'avoir affaire aux secours en mer. Les risques liés à la production locale de coquillages sont l'héritage d'une histoire peu reluisante. Depuis les années 1970, des sites d'élevage d'huîtres ont été abandonnés sans vergogne. En 1983, un décret a été pris pour encadrer la cessation d'activité, mais peu de moyens ont été déployés. Résultat : de la ferraille rouillée, des déchets plastiques et des récifs d'huîtres sauvages affûtées comme des rasoirs troublent aujourd'hui l'harmonie des eaux du nord du Bassin sur environ 1 000 hectares. « À mi-marée, les gens peuvent abimer la coque de leur bateau ou leur moteur, voire s'échouer. S'ils sautent à l'eau et tombent sur un récif, ça devient vite sanguinolent... », assure Gildas Sittarame, président de la station arcachonnaise de la Société nationale des sauveteurs en mer (SNSM). Il estime entre 20 et 30 % la part des interventions annuelles liées à des blessures ou des échouages provoqués par ces résidus d'activités ostréicoles mal balisés.

Cette « situation catastrophique » résulte d'une « somme d'éléments malheureux », regrette Thierry Lafon, président du comité régional de la conchyliculture. Dans les années 1960, des maladies ont décimé les huîtres du Bassin. L'introduction au début des années 1970 de la *gigas*, une espèce plus résistante, a relancé l'activité. La concurrence ostréicole s'est exacerbée les années suivantes, trop pour certaines exploitations. Les abandons de parcs ont repris et les *gigas* rendues à l'état sauvage se sont ré-



Le jeu des marées révèle ou dissimule de piteux vestiges du passé, des dangers souvent mal balisés. © R. Monteil

vélées invasives. « Le Bassin accouche chaque année de 60 tonnes d'huîtres sauvages contre 20 tonnes produites par les professionnel·les. Toutes ces bouches à nourrir se disputent des ressources limitées. » Aurélie Lecanu, du syndicat intercommunal du bassin d'Arcachon souligne d'autres problèmes : « Ces friches accélèrent l'envasement des fonds marins, ce qui modifie les courants et empêche un renouvellement suffisant de l'eau. Elles nuisent au développement des zostères, des herbes sous-marines essentielles à la biodiversité du Bassin. » Thierry Lafon rassure : « Ce phénomène n'est pas irréversible. » Les pouvoirs locaux ont lancé des essais pour nettoyer ces friches en 2019. Objectif : réhabiliter 75 % de ces décharges à fleur d'eau d'ici quinze ans. ■

250 000
euros vont être investis chaque année pour réhabiliter ces espaces.

750
hectares de friches sont concernés.

15
ans de travaux seront nécessaires.

ÉROSION

L'Atlantique grignote Oléron

Théo Abarrategui

L'île charentaise voit une majeure partie de son trait de côte reculer. Le petit train de Saint-Trojan-les-Bains est l'emblème d'une confrontation inévitable avec l'océan.



François Bargain soccupe du petit train depuis 2005. © T. Abarrategui

La pointe de Gatseau, au sud de l'île d'Oléron, se situe entre le rêve et la crainte. C'est une plage paradisiaque à laquelle on ne peut accéder en voiture et qui offre une vue superbe sur le pertuis de Maumusson, détroit séparant l'île du continent. Pourtant, même sous le ciel bleu, l'endroit est enveloppé d'une singulière atmosphère de destruction. Des souches d'arbres morts à même la plage, une dune en voie d'anéantissement et, plus surprenant, des rails de train peu à peu recouverts par le sable. Ce rivage est l'un des plus touchés par l'érosion en Europe, grignoté par l'océan année après année. C'est aussi le terminus du « P'tit train de Saint-Trojan », attraction touristique qui propose des balades sur la côte depuis 1963. Au départ de Saint-Trojan-les-Bains, ses wagons accueillent aux beaux jours jusqu'à 160 personnes, le temps de descendre la plage de Gatseau. Toute l'existence du petit train a été rythmée par une période d'érosion, commencée il y a une soixantaine d'années. Le ter-

minus recule à mesure que l'océan mange la terre. On ne peut se faire qu'une vague idée de l'endroit, englouti depuis longtemps, où le quai originel avait été installé. « L'arrivée a été réaménagée une trentaine de fois en cinquante ans », résume le gérant du petit train, François Bargain, qui a repris l'activité en 2005, accompagné de cinq salarié-es. Dans les années 1960, la structure totalisait 7 kilomètres de rail. Il en reste 5,6 kilomètres aujourd'hui.

Causes naturelles

« Le trait de côte recule d'une vingtaine de mètres par an, ça va très vite. Dans les périodes de tempêtes et de fortes houles, on peut perdre jusqu'à 50 mètres, comme à l'hiver 2013-2014. » François Bargain connaît la pointe de Gatseau comme sa poche. Il montre des *blockhaus* qui dépassent du sable humide : « On ne les voyait pas quand je suis arrivé, tout était sous les dunes. Aujourd'hui, certains sont dans l'eau. » Marchant au milieu des souches de pins maritimes brûlés par les embruns : « ils étaient encore vivants il y a un ou deux ans, la forêt s'étendait jusqu'ici. » La virulence de l'érosion au sud de l'île relève principalement de causes hydrographiques naturelles. « C'est une zone d'embouchures, propice à des traits de côte très mobiles. Plus la côte recule, plus son orientation change, et plus le transport de sédiments dans l'eau est important », explique Xavier Bertin, chercheur au laboratoire Littoral environnement et sociétés (Lienss) de La Rochelle. Aussi, facteurs humains et effets du changement climatique ne jouent pas un rôle prépondérant dans le processus, selon le scientifique. « L'élévation du niveau de la mer ou l'augmentation de l'énergie des vagues ne suffisent pas à expliquer que l'on perde 20 mètres chaque année. » L'avancée de l'eau est donc inexorable, quelles que soient les mesures prises pour s'en prémunir. Pour l'équipe du petit train de Saint-Trojan, c'était jusqu'à présent un problème mineur. Il suffisait d'enlever du rail en bout de ligne et de le stocker dans les entrepôts. Mais dans les prochaines années, l'eau pourrait venir perturber le tracé de la voie. À bord de son locotracteur orange des années 1930 qui tire habituellement le



L'érosion abîme progressivement les dunes de la plage de Gatseau. © T. Abarrategui

petit train, François Bargain quitte la pointe de Gatseau et s'arrête à mi-parcours du trajet. Là, le train longe la plage en bordure de forêt, tout près d'une digue rocheuse de moins en moins efficace face aux entrées océaniques. « Il va vite falloir décider de ce qu'on fait. Soit on enroche davantage, soit on décale la voie un peu plus dans les terres », commente le gérant.

Ces aménagements seraient aux frais de la petite société. Les pouvoirs publics ont en effet choisi de ne pas agir contre l'érosion sur la pointe Sud, car elle ne menace ni habitations ni infrastructures. Seul l'Office national des forêts (ONF) assure la gestion des pins attaqués sur la plage de Gatseau. Directeur général des services de la communauté de communes (CDC) de l'île d'Oléron, Joseph Hughes précise : « Les moyens de lutte ne pouvant être que provisoires, on n'agit qu'en cas de risques imminents pour des intérêts publics ou de risques de submersion marine. Les enjeux privés sans danger immédiat sont à la charge des particuliers. »

« Des maisons vont forcément pâtir de l'érosion. »

Autrement dit, la lutte contre le recul du trait de côte, lorsqu'elle existe, s'opère à échelle très locale, en fonction des spécificités des communes, des quartiers et des plages. Elle est aussi soumise aux profils variés des littoraux de l'île d'Oléron. À l'inverse de la pointe Sud, d'autres rives sont peu touchées par l'érosion, comme les côtes Nord, plus calcaires, qui ne perdent que « quelques centimètres par an », rapporte Joseph Hughes. « À l'Est, la pointe des Saumonards, en face du Fort Boyard, est même l'un des rares endroits de France où l'eau perd du terrain. On assiste à une accretion : des dépôts sableux venus du nord s'accumulent sur le littoral. C'est l'inverse de l'érosion », ajoute-t-il.

Ce qui n'empêche pas la communauté de communes de consacrer « environ un million d'euros par an » à des travaux contre le recul côtier. Lorsqu'une action est mise en place, des apports de sable, défense douce, sont préférés autant que possible aux enrochements et aux constructions artificielles. Tel est le cas à La Brée-les-Bains, au nord-est de l'île, où une dune artificielle est en cours d'aménagement. « L'érosion là-bas ne menaçait pas d'habitations à court terme, mais on ne pouvait pas se permettre de la laisser progresser », explique le directeur des services. Un investissement sur de longues années, puisque la dune nécessite d'être régulièrement entretenue avec des apports de sable.

Si le territoire devrait continuer à s'éroder dans les prochaines années selon les chercheurs, l'île d'Oléron n'est pas très inquiétée à court terme, notamment en matière d'habitations. « La situation n'est pas aussi préoccupante qu'à Soulac ou Lacanau (lire encadré). Des maisons vont forcément pâtir de l'érosion, mais plutôt à l'horizon 2050 », estime Joseph Hughes, parlant de « zones où il faudra adapter notre façon de vivre. »

Le petit train est-il du mauvais côté de l'île ? Il s'adapte depuis toujours, comme si c'était son destin. Pour l'heure, François Bargain évite tout alarmisme. « Chacun se débrouille. Il faut accepter et faire le maximum ! », lance-t-il, tandis qu'au terminus, des membres de son équipe déblayaient les rails du sable accumulé pendant l'hiver. ■

Des côtes fragiles

Partout sur le littoral néo-aquitain, l'érosion est devenue un danger immédiat. À Soulac-sur-Mer, en Gironde, l'immeuble du Signal, menacé d'effondrement par le recul du trait de côte, devrait être démolé dans les prochains mois. Évacués en 2014, les anciens propriétaires ont obtenu un accord d'indemnisation de l'État en décembre 2020. Situation similaire à Biscarrosse dans les Landes, où la dernière locataire des « Villas jumelles » a été évacuée l'hiver dernier. Les deux bâtisses, comme l'Hôtel de la plage, sont concernées par un arrêté de mise en péril. La situation inquiète particulièrement à Lacanau, où la Ville envisage de reculer 1 200 habitations et 120 commerces situés sur le front de mer à l'horizon 2050. Du côté du Pays basque, les tempêtes de l'automne 2020 ont provoqué des effondrements de falaise à Urrugne et Bidart, renforçant les craintes à propos d'une corniche très appréciée des touristes. Des sondages géotechniques ont été effectués en février 2021 pour évaluer l'inclinaison de la roche. En 2016, l'Observatoire de la côte aquitaine prévoyait pour 2050 un recul côtier moyen de 50 mètres sur les côtes sableuses et de 27 mètres sur les côtes rocheuses des littoraux basques, landais et girondins.



Sous l'effet de la houle, les pins maritimes brûlent.
© T. Abarrategui

MOBILITÉ

Bordeaux et Lyon raccrochent les wagons

La coopérative Railcoop fait le pari de relancer l'ancienne ligne de chemin de fer. Le projet devrait favoriser des espaces peu desservis.

Théo Abarrategui

Partir de la gare Saint-Jean, à Bordeaux, et rallier Lyon dans un train unique, en sept heures environ. Depuis 2012 et l'arrêt définitif de la ligne SNCF Bordeaux-Lyon, c'est un doux rêve pour des milliers de voyageur·ses. Mais il pourrait en être autrement à partir de juin 2022. Railcoop, une société coopérative du Lot, souhaite entrer sur le marché avec pour projet fondateur la remise en activité de cette ligne désaffectée. Lancée en 2019, la coopérative compte aujourd'hui plus de 7 000 sociétaires. Des particulier·es, mais aussi des entreprises ou des collectivités locales.

Le succès de l'initiative a d'ores et déjà permis à Railcoop de réunir les 1,5 million d'euros de capital social exigés par l'État pour obtenir le droit de faire circuler des trains sur le réseau (lire encadré). Outre Bordeaux, la ligne desservirait cinq gares néo-aquitaines : Libourne, Périgueux, Limoges, Saint-Sulpice-Laurière et Guéret. « On s'inspire des anciens tracés SNCF (deux itinéraires différents jusqu'en 2008, *ndlr*), avec la volonté d'associer métropoles, villes moyennes et territoires ruraux », indique Quentin Neurohr, membre du conseil d'administration de Railcoop. À partir de 38 euros le billet.

De quoi dynamiser des secteurs enclavés, notamment en Haute-Vienne. Commune de 850 habitants située à une trentaine de kilomètres de Limoges, Saint-Sulpice-Laurière a bâti une partie de son histoire sur le rail. « Le bourg s'est créé autour de la gare », raconte le maire, Jean-Michel Peyrot. La raison est simple et tient au réseau ferroviaire : les trains qui circulent entre Limoges et Guéret doivent effectuer à Saint-Sulpice-Laurière un rebrousse-



La gare de Saint-Sulpice-Laurière est actuellement traversée par les lignes Limoges-Vierzon et Limoges-Montluçon. Cette dernière est sur le trajet du futur Bordeaux-Lyon. © F. Augry



Voilà à quoi ressemblaient les derniers trains qui reliaient Bordeaux et Lyon. Ici en gare de Limoges. © Tuyras

ment, c'est-à-dire un demi-tour en gare pour pouvoir continuer leur route.

Quentin Neurohr le concède, l'intérêt de s'arrêter à Saint-Sulpice-Laurière est « plus technique qu'économique » pour la coopérative. Mais la commune, de son côté, est plutôt enthousiaste : « ça nous redonne une visibilité et les habitants sont curieux de savoir qu'une société ose le chemin de fer », remarque Jean-Michel Peyrot. « Il y a un attrait à voir passer les trains. »

À les prendre également ? Le maire émet une réserve. D'un côté, il s'agit d'un transport supplémentaire dans un territoire qui en compte très peu, hormis les trains régionaux. De l'autre, le TER assure déjà un maillage quotidien entre Saint-Sulpice-Laurière et Limoges, Guéret, mais aussi Montluçon ou Châteauroux. « Nous avons une voie unique et beaucoup de gens ici ont un abonnement TER, pour se rendre au travail par exemple. Il faut que l'offre de Railcoop soit complémentaire à celle de la SNCF, mais pas concurrente, au risque de voir baisser le nombre de TER à la journée », fait valoir Jean-Michel Peyrot.

« Pas le même langage » avec la SNCF

Une crainte partagée par Loïc Coudert, secrétaire général de la CGT Cheminots de Limoges. « À partir du moment où les trains empruntent le même rail, ils entrent en concurrence », tranche-t-il. L'organisation syndicale reste mitigée sur le projet dans son ensemble : « on défend un retour de l'axe Bordeaux-Lyon depuis des années, mais c'est au secteur public qu'il appartient de le faire. Il est regrettable que des collectivités participent au développement de sociétés privées (le Département de la Creuse est

aujourd'hui sociétaire de Railcoop, *ndlr*). Le réseau ferré est au cœur de l'aménagement du territoire, dont l'État se désengage », estime Loïc Coudert.

« Railcoop est une société coopérative d'intérêt collectif, qui ne peut recevoir de subventions publiques », répond Quentin Neurohr. « Ce sont seulement des investissements, que tous les sociétaires sont libres de récupérer. » Selon l'administrateur, « des discussions sont en cours avec le Département de la Haute-Vienne et la Ville de Limoges » pour se constituer sociétaires. Saint-Sulpice-Laurière y songe aussi, précise son maire.

La coopérative doit encore éclaircir la problématique de la concurrence. Pour l'heure, Railcoop souhaite mettre en place trois allers-retours à la journée. « Nous sommes en négociations avec SNCF Réseau, gestionnaire de l'infrastructure, pour avoir le droit d'utiliser le réseau à certaines heures. L'avenir de Railcoop et la faisabilité du projet dépendent beaucoup de la capacité du rail à accueillir de nouveaux entrants. C'est une situation inédite, qui demande non seulement une vaste réorganisation, mais aussi de se comprendre entre personnes qui n'ont pas le même langage », témoigne Quentin Neurohr. L'avancée du projet est affaire d'aménagements. ■

À quoi ressemblera un train Railcoop ?

Rouler sur des rails français impose d'utiliser du matériel homologué par l'État. C'est pourquoi la coopérative s'oriente vers des trains Regiolis, fabriqués par Alstom, que la SNCF utilise pour ses lignes TER. Des trains d'occasion seront privilégiés dans un premier temps, faute de pouvoir obtenir du matériel neuf dans les délais, et aussi en raison du coût très élevé de celui-ci : environ « 16 millions d'euros par rame », d'après Quentin Neurohr. Concernant le personnel à bord, et notamment les conducteurs et conductrices, l'administrateur évoque « des techniciens ayant travaillé pour la SNCF, d'autres que nous allons former. Mais tous seront salariés de Railcoop. » Un défi conséquent, d'autant que la société compte fonctionner « uniquement avec les recettes de billetterie » et de restauration à bord.

ENTRETIEN

Objectif mobilité

Réduire la place de la voiture tout en proposant des alternatives adaptées aux réalités : deux spécialistes des transports esquissent des solutions d'avenir.



Propos recueillis par
Thomas Gropallo
Sevan Hoseblian-Vartanian
et Mathieu Michel

Deux experts des mobilités en Nouvelle-Aquitaine analysent les carences du territoire et décrivent les enjeux de demain.

La Nouvelle-Aquitaine a-t-elle trop misé sur ses métropoles ?

Dominique Royoux : Oui, Bordeaux a écrasé le développement des petites et moyennes villes entre 50 et 80 kilomètres autour de la métropole. C'est le cas aussi dans l'ancienne région du Limousin, où Limoges, qui concentre une grande partie des emplois, a capté presque tout le développement du département avec Brive-la-Gaillarde. Depuis 15 ans, on a une vision univoque de l'aménagement. Si on doit résumer la théorie de l'État, mais aussi des régions : hors des métropoles, point de salut.

Guillaume Goursaud : Certains vivent très bien dans la région sans venir en ville. Le tissu industriel néo-aquitain est important et très diversifié. Les viticulteurs ou les producteurs de viande à Bazas (Gironde), par exemple, choisissent la ruralité,

« Hors des métropoles, point de salut. »



Dominique Royoux dirige le laboratoire ruralité de l'université de Poitiers. © T. Gropallo

mais de l'autre côté, il y a les ouvriers contraints d'habiter loin des centres-villes qui sont pénalisés. Il faut gagner 7 000 euros mensuels par foyer pour se permettre d'habiter un appartement en plein Bordeaux avec une place de parking. Limoges a bénéficié de la réforme des régions de 2015, tout comme la Haute-Vienne, la Corrèze et la Creuse qui ont été sérieusement désenclavées. La Nouvelle-Aquitaine a harmonisé son service de transports dans les anciennes régions Limousin et Poitou-Charentes, indépendamment de l'Aquitaine, en y développant plusieurs réseaux. Là où il n'y avait pas de trains, des bus ont été mis en place.

Comment les moyennes et petites villes de la région structurent-elles le territoire ?

DR : Ces petites communes se développent, leur solde migratoire est positif et les jeunes cherchent moins à partir. Ils ont été encouragés à rester par un étoffement de l'enseignement supérieur et de la recherche dans ces villes moyennes, à Niort par exemple. Par contre, la population a besoin de se déplacer parce qu'elle ne trouve pas d'emplois sur place. La pandémie a accentué l'envie de réinvestir son espace local pour étudier, trouver du boulot, construire sa famille. Mais façonner un écosystème régional requiert une mobilité qui ne soit pas uniquement adossée à la voiture individuelle. En Limousin, il y a une forte dépendance à l'automobile même s'il y a une offre de trains TER qui permet de réguler la demande. Il faut souligner l'effort des régions sur la densification de l'offre TER. Elles ont repris une gestion catastrophique de la SNCF sur les lignes de proximité qui demeurent insuffisantes pour réguler le phénomène de mini-métropolisation autour de Limoges et Brive.

GG : Le réseau routier a été développé pour connecter certains territoires. Par exemple, une autoroute relie Libourne à Périgueux. Mais ces changements ont été faits au détriment du train : en développant les lignes de TGV, la SNCF s'est désengagée du réseau ferroviaire secondaire. Aujourd'hui, on a besoin de

Verdir l'offre régionale

Pour favoriser les mobilités douces, le rapport Néo Terra (voir p. 112) fixe des objectifs très ambitieux pour 2030.

INTER URBAIN

Augmentation de 19 % d'ici 2030.
Verdissement de la flotte avec 100 % de bus roulant aux carburants propres.

TER

Aucune fermeture de petite ligne à l'initiative de la Région.
Fin du diesel pour les TER d'ici 2030.



FRET

Réduire la dépendance au transport routier en favorisant le fret ferroviaire, fluvial et maritime.



Guillaume Goursaud présente le rapport des 149 propositions de la Convention citoyenne pour le climat. © M. Michel

remailler le territoire avec des trains régionaux. Les transports publics en Creuse sont catastrophiques car tout a été abandonné. Il faut tout remettre à neuf concernant les petites lignes. Le budget, c'est aux politiques de le trouver !

Dans le commerce, on pourrait réinvestir le transport multimodal, c'est-à-dire la combinaison de plusieurs moyens de transport au cours d'un même trajet, en misant sur le fret ferroviaire. La marchandise serait acheminée en train sur de grandes distances puis en camion localement. Alors qu'aujourd'hui, les routiers roulent à travers toute la France, voire à l'international. En Suisse, au contraire, le transit commercial est interdit sur la voie publique : la norme, c'est le train.

Estimez-vous les Néo-Aquitain-es en mesure de se passer de la voiture ?

DR : On peut limiter les voitures dans les centres-villes, à condition que tout le monde puisse y accéder autrement. Or une sélection s'opère de fait parce que les périurbains ne vont plus en ville mais dans les hypermarchés de la périphérie. L'offre de

transports collectifs est liée à l'agenda des usagers : 40 % des Français ne connaissent pas leur emploi du temps de la semaine suivante. Le bus qui arrive à horaire fixe ne peut répondre qu'à une partie de la demande.

GG : La voiture individuelle représente 56 % des émissions de gaz à effet de serre, voilà un levier énorme pour limiter la pollution ! Comme on ne se passera pas de l'automobile, donnons-nous les moyens de rouler propre. Le rôle de l'écoconduite reste clairement sous-estimé. Si on l'apprenait en auto-école et qu'on équipait tous les véhicules de ces dispositifs, on consommerait beaucoup moins. Il faut aussi penser qu'avec davantage de parking-relais on favoriserait le transport multimodal, du bus au covoiturage en passant par le train. Il faut réaménager les voies, favoriser les transports propres en s'engageant à réduire le trafic.

Comment relever le défi des mobilités collectives de demain en intégrant l'enjeu climatique ?

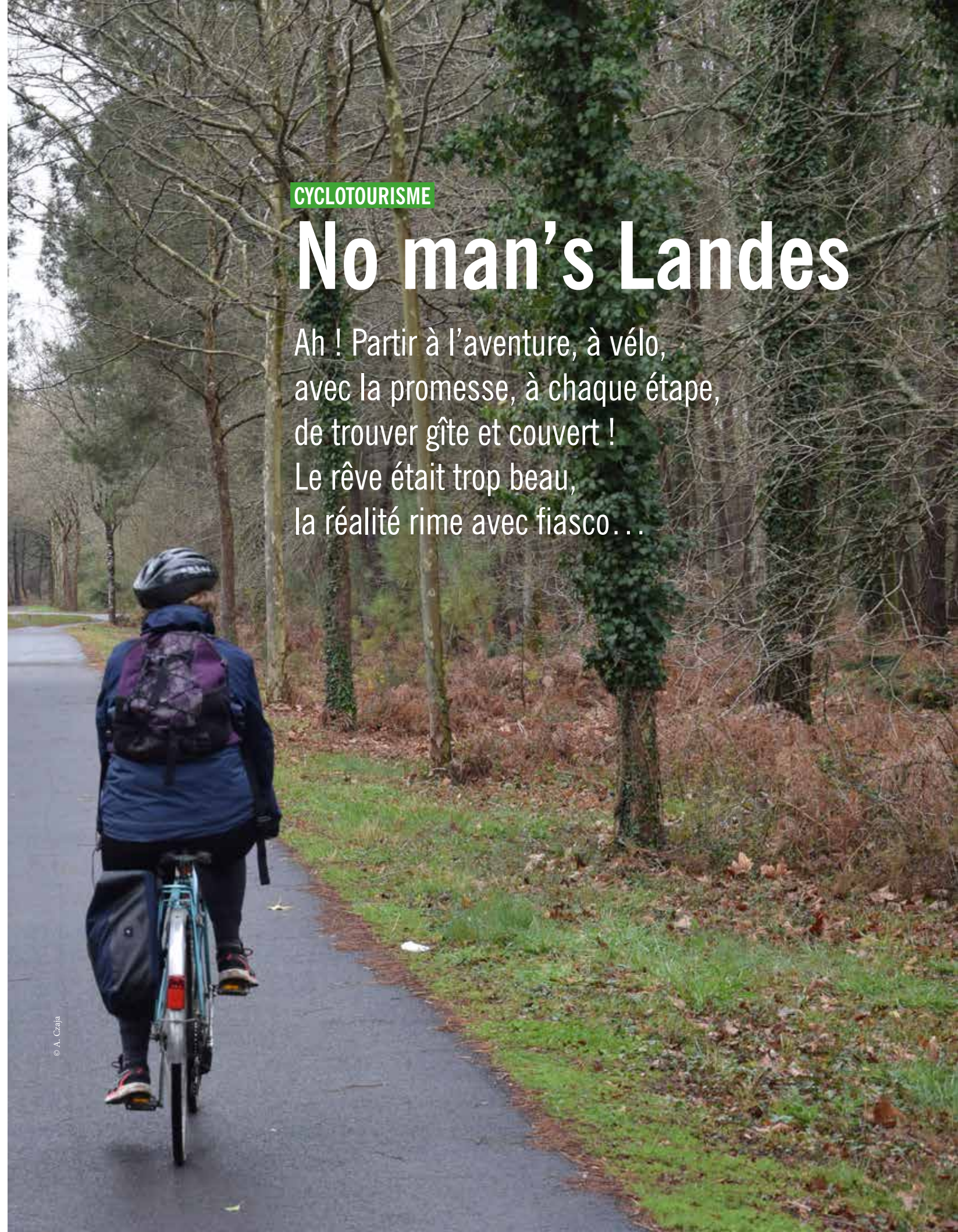
DR : Je rêve d'une carte qui mettrait en relation l'offre et la demande des particuliers. J'aurais une vignette sur mon pare-brise qui me présenterait comme un possible transporteur. Sur une plateforme, je pourrais mettre à disposition les places vides dans ma voiture pour effectuer des trajets courts : de la périphérie au centre-ville et inversement. C'est l'idée d'auto-stop sécurisé. Je serais aussi usager et cette carte me permettrait de louer facilement un vélo électrique ou de prendre le bus le lendemain.

GG : On devrait inciter au covoiturage entre les entreprises et à l'intérieur de celles-ci. Il faudrait les mettre autour d'une table avec les communes pour identifier les trajets et déterminer ceux qui peuvent se faire en commun, quitte à uniformiser l'embauche et la débauche des salariés. Certains travailleurs bossent à côté, sans jamais se côtoyer. Le responsable des ressources humaines d'une entreprise pourrait tout à fait intégrer cette tâche dans ses fonctions puisqu'il dispose de l'adresse et des horaires de chacun. On peut même penser à généraliser le ramassage en car : mieux vaut un bus devant Thalès à Mérignac que 50 voitures. ■

CYCLOTOURISME

No man's Landes

Ah ! Partir à l'aventure, à vélo, avec la promesse, à chaque étape, de trouver gîte et couvert ! Le rêve était trop beau, la réalité rime avec fiasco...



« La SNCF a délaissé les petites lignes pour le TGV. »

Pour notre enquête cyclable, nous avons emprunté le tronçon Mont-de-Marsan - Dax de la Scandibérique, une piste de 1 700 km reliant Trondheim (Norvège) à Saint-Jacques-de-Compostelle. Inaugurée en 2018 dans les Landes, elle devait redynamiser l'intérieur du département.



Alexis Czaja
et Amandine Hustache
Illustrations : Pauline Senet

Pied sur la pédale. Casque vissé sur la tête. On l'a imaginé pendant des jours, on y est enfin. C'est parti pour une virée en vélo... de 70 kilomètres. Un panneau nous accueille à la gare de Mont-de-Marsan. « Vers la Scandibérique, 0,9 km ». Première bonne surprise.



Toutes les inquiétudes du trajet en train s'évaporent. On ne va pas se perdre. Mieux encore : la piste nous révèle déjà ses charmes. Très rapidement, on côtoie la Midouze, une petite rivière. Euphorie : ce petit trip était décidément une bonne idée. Même les quelques gouttes de pluie qui commencent à tomber ne parviennent pas à entacher notre bonne humeur. On traverse le premier village, Saint-Pierre-du-Mont. La route s'élève, notre envie de défi est lancée. Même pas essoufflé-es. Qu'on se le dise : on

est très confiant-es. Trop confiant-es. Vous voyez, dans un film de *road trip*, il arrive toujours un moment où ça dérape. Pour nous, le scénario s'est enrayé cinq kilomètres après le départ.



Le cadre est trompeur. Les pistes en terre de la base de loisirs du Marsan nous plongent dans un interminable labyrinthe. Et les ennuis commencent. Pendant plus d'une heure, on s'enfonce à travers les arbres. On côtoie des VTT : clairement, nous ne sommes pas à notre place.

Finalement, on n'a pas les nerfs si solides que ça. La remise en cause ne se fait pas attendre : qu'est-ce qui nous a pris de nous lancer dans cette aventure ? Une voie cyclable qui traverse toute l'Europe, c'était beau sur le papier. 1 700 kilomètres entre la Norvège et Saint-Jacques-de-Compostelle, sept départements traversés en Nouvelle-Aquitaine et un coup de projecteur pour les Landes. Les campagnes de communication assurent un élan de dynamisme à l'intérieur des terres landaises. Et on a voulu vérifier, de Mont-de-Marsan à Dax. On se voyait déjà rencontrer d'autres voyageurs et voyageuses, parler aux habitant-es et aux commerçant-es. Mesurer l'apport de ces flux touristiques dans un territoire qui vit dans l'ombre d'un littoral attractif. Que de rendez-vous manqués.

À nouveau sur la bonne piste, les kilomètres défilent. Village après village, personne à l'horizon. Les places sont vides, les commerces fermés et on pressent que le Covid n'est pas le seul fautif. Heureusement, on

avait prévu le coup. Un point d'étape à Meilhan dans un atelier de fleurs séchées labellisé « Accueil-vélo ». L'endroit nous dérouté : une grange, ambiance grande plaine américaine, rouge pourpre, hissée sur une colline. Difficile de croire qu'on est arrivé au bon endroit. Un panneau chasse nos doutes. Il suffirait d'ajouter un chapeau de cow-boy sur la tête de la propriétaire Florence Labat, pour se croire dans un ranch à des milliers de kilomètres. Elle nous reçoit, très étonnée.



Le vide ambiant aurait dû nous mettre la puce à l'oreille. On s'est laissé berné par les belles pancartes « Scandibérique », désespérément seules dans ce paysage. Quand la collectivité lui a proposé de recevoir les cyclistes, Florence a dit oui. Pour aider. Comme d'autres sur le chemin. Mais personne n'a vu l'ombre d'un-e touriste depuis son inauguration. Après cette petite escale déconcertante, en selle !

Les campagnes landaises nous dévoilent enfin leur magie. Petites routes ombragées, bordées de pins et de vieilles fermes. Une atmosphère hors du temps, propice à la réflexion. Et à un retournement :

— *En fait, rien ne se passe. C'est ce qu'on doit raconter.*
— *Une balade dans un fiasco ?*

Passés les 70 kilomètres de vélo, les coups de téléphone succèdent aux coups de pédale. Les premières tentatives restent sans réponse. Pas de quoi nous décourager. Enfin, nos doutes se vérifient, miracle ! Un échange avec l'office du tourisme de Tartas confirme :

— *Il y a eu des promesses, mais rien de concret derrière. Dans ces conditions, difficile de vendre la Scandibérique et de mettre en avant les hébergeurs « Accueil-vélo ».*

On y voit enfin un peu plus clair. Sous ce beau projet, un gros problème de communication, symbolisé par un site internet inactif : impossible de planifier un voyage et de s'informer sur le parcours. Un sérieux handicap, que l'on a constaté avant de partir. Hasard du calendrier : une page web efficace apparaît en ligne les jours suivant cet appel et trois ans après le lancement du projet. Il suffisait de demander. On avait juste une semaine d'avance.

Ce contretemps ne dérange pas Sylvie Saint-Sevin, chargée du projet pour le département des Landes. Le décalage entre les attentes et la réalité du terrain ne la gêne visiblement pas.



Merci Sylvie. On ressent comme une incohérence dans les priorités : elle se félicite d'avoir passé la veille à chercher un slogan : « La Scandibérique, le chemin qui vous emmène loin ». Il fallait y penser ! Pendant ce temps, le département est passé à côté d'une enveloppe européenne de 100 000 euros, la faute à un dépôt de dossier trop tardif. Dommage.

Pas de quoi doucher leur enthousiasme : aucun doute, les premier-es touristes arriveront joyeusement cet été. Une Norvégienne téméraire, quelques âmes égarées de la Vélodyssée, un pèlerin déterminé... Sait-on jamais. ■

ÉCONOMIE

Hossegor voit le bout du rouleau

Pauline Achard
et Alexis Souhard

Rendez-vous des touristes avides de surf, la cité balnéaire accueille les jeunes entreprises du secteur de la glisse.

« Hossegor est au surf ce que Paris est à la mode. » Kevin Lestrade, fondateur de l'entreprise innovante By the Wave l'a bien compris. « C'est une marque, une image à l'international qui n'est pas prête de s'envoler », estime l'ingénieur qui a implanté sa *start-up* sur la côte landaise. Été comme hiver, les kilomètres de plages aux vagues carnassières sont domptées par de nombreux-ses surfeur-ses. Elles attirent depuis des décennies les plus grand-es champion-es et leurs sponsors. Pourtant, depuis cette année, la ville n'accueille plus d'épreuves de championnat du monde. La World Surf League (WSL) l'a décidé. À l'exception de l'édition 2001, annulée en raison des attentats terroristes, c'est une première depuis 1987. La WSL resserre son calendrier. Un coup dur pour le surf français et les professionnel-les du tourisme. Depuis plus de 20 ans, l'étape réunissait en automne les meilleur-es surfeur-ses du monde, prolongeant ainsi la saison de plusieurs semaines. Environ 100 000 per-

sonnes s'y pressaient. « Si la crise sanitaire a accéléré la mise en place de cette réforme initialement envisagée pour 2022, nous regrettons une concertation tardive sur cette décision qui exclut la France métropolitaine du championnat du monde », a déploré le Département des Landes dans un communiqué. À la place, le géant Quiksilver organisera en 2021 un Challenger series, épreuve de deuxième division. « L'annulation du Championship Tour (CT) de la WSL aura des retombées directes et indirectes très importantes », regrette Jérôme Lacroix, président de l'office de tourisme communal. « Quand l'Américain Kelly Slater (onze fois champion du monde, *ndlr*) déboule sur nos plages avec toute la planète surf en octobre, la ville tourne à plein régime pendant deux semaines et des centaines de médias ont les yeux braqués sur notre commune de 3 500 habitants », précise-t-il. L'écosystème du surf français concentré dans cette zone se voit privé d'une publicité mondiale. Pour Franck Laporte-Fauret, directeur exécutif de l'Eurosima, association fédérant les sports de glisse, Hossegor « n'a pas pour autant perdu son leadership dans le milieu du surf ».

Des spots envahis

Avec l'explosion du tourisme français due au Covid-19, l'année écoulée a fait bondir le nombre de

« Hossegor n'a pas perdu son leadership dans le milieu du surf. »



Cannelle Bulard, championne du monde ISA de surf en 2011 lors d'une session à Seignosse, à quelques semaines d'un stage avec l'équipe de France. © E. Jullien

néo-pratiquant-es de surf à des niveaux records. Le sport, de plus en plus populaire, a l'avantage de se pratiquer en extérieur et de ne pas être contraint par les mesures sanitaires. L'été a donc été dantesque : « On a ouvert la boîte de Pandore », plaisante Damien Marly. Le patron de Chipiron, une boutique de planches et d'accessoires, a vu son école de surf saturée par les demandes. Signe que la station explose : « Les spots sont bondés de débutants et de professionnels. La plage Sud est devenue insurmountable en été et la tendance, amplifiée par le contexte sanitaire, s'accélère depuis plus de cinq ans. » Bien qu'Hossegor accueille toujours les plus grands

noms de la glisse, son secteur dépend de moins en moins du surf de haut niveau. « La ville a le vent en poupe car, malgré l'annulation du championnat du monde, on ne ressent aucune perte en termes de clientèle », constate le fondateur de Chipiron. « Ici il y a des gens à fort pouvoir d'achat qui veulent rester discrets, c'est l'anti Saint-Tropez ». À Hossegor, rien ne se perd, tout se transforme.

Géants en difficulté

En 2008, le secteur de la glisse connaît une casse sans précédent, touché par la crise financière mondiale. Les plus grandes marques de surf, jusqu'ici en



Dernière étape de fabrication de la planche au sein de l'atelier By the Wave. © P. Achard



Damien Marly au comptoir de sa boutique Chipiron dans la zone Pédébert. © P. Achard

bonne santé économique, doivent réduire la voilure. Dans le monde, comme dans la capitale du surf : « Au début des années 2000, tous les robinets étaient ouverts, c'était l'âge d'or des grosses boîtes qui avaient des budgets illimités pour l'organisation des compétitions », raconte Charly Quivront, surfeur

professionnel. Après avoir connu le creux de la vague, certaines grandes enseignes, telles que Volcom, portées autant sur le surf que sur d'autres sports, semblent au moins se stabiliser à nouveau. Si Quiksilver, Rip Curl ou O'Neill, implantés sur la Côte néo-aquitaine, concentrent encore les trois quarts de l'activité européenne, « ces mastodontes rétrécissent tandis que d'autres petites enseignes grandissent », estime Damien Marly.

Racheté par le groupe Boardriders (Quiksilver, Roxy), Billabong a quitté Hossegor pour installer son siège à Saint-Jean-de-Luz, supprimant au passage 62 emplois. Installée à Pédébert (zone artisanale à Hossegor) depuis 1982, Rip Curl a vu son chiffre d'affaires divisé par deux en dix ans. En mars 2021, la mairie a, en parallèle, tiré un trait sur sa grande braderie de déstockage qui prenait place à Pédébert depuis 1987. Un événement lié à l'univers surf qui attirait près de 80 000 personnes au plus fort des dernières années. Rip Curl n'avait plus la possibilité de prendre en charge l'événement. La mairie, première contributrice, a décidé de l'annuler. Plus question d'investir autant d'argent, notamment en termes de sécurité, dans une telle organisation. Le ralentissement des mastodontes du surf cotés en bourse laisse place à un jeune entrepreneuriat qui tente de se fondre dans un paysage en mouvements.

Place aux nouvelles pousses

By the Wave, *start-up* implantée entre Soorts-Hossegor et Moliets-et-Maa, a misé sur l'angle mort de l'écosystème du surf : l'innovation technique. « Sur la côte, ce sont toujours les mêmes méthodes d'enseignement, avec le même matériel », explique Kévin Lestrade, ingénieur à l'origine de cette marque. « Grâce au numérique et à de nouvelles méthodes de *coaching*, on tente de rendre l'apprentissage plus efficace et d'accélérer la progression, en mesurant la pression des appuis ou la vitesse. » Ces planches connectées sont pour l'instant destinées au Pôle espoir des athlètes de Nouvelle-Aquitaine. Pour l'entrepreneur, le business du surf rayonne plus largement sur la côte, mais sur l'aspect marketing « il est essentiel d'être à Hossegor pour l'image de

marque, notamment à l'étranger ». Pour ce faire, il faut « parvenir à trouver une place, même pour une petite antenne », souligne-t-il.

Un boulevard pour les petites entreprises qui, de par leurs structures réduites, jouissent d'une plus grande souplesse face aux nouveaux modes de consommation et aux évolutions du marché. De son côté, Chipiron, « la plus grande des petites marques de la zone industrielle de Pédébert », dicit Damien Marly, s'oriente vers des matériaux verts : « nous multiplions les collaborations avec des fournisseurs de planches en mousse 100 % recyclables, d'ailerons faits en produits recyclés, de coton bio... »

Le *business* évolue, les mœurs changent, mais l'identité d'Hossegor reste et restera profondément associée au monde de la glisse, amateurs et professionnels confondus. Pour le maire, Christophe Vignaud, « la crise économique concerne le secteur de la distribution, mais le sport attirera toujours plus de monde. » Indéniablement, la ville continuera d'en tirer un bénéfice.

À l'avenir, l'enjeu, sera ainsi de maintenir l'attractivité touristique tout en préservant le littoral et la tranquillité des habitant-es. Rien d'évident dans une station où le mètre carré s'arrache à des sommes exorbitantes. Signe qu'Hossegor paye plus que jamais le prix de sa célébrité. ■

Vague acheteuse sur Hossegor

Posséder une résidence secondaire à Hossegor, ça a la cote ! La station de surf croule sous les demandes de biens immobiliers et les prix s'envolent. Le mètre carré atteint parfois les 10 000 euros. « Mon voisin a vendu son appartement de 30 mètres carrés à plus de 268 000 euros, atteste Guillaume, un habitant du centre-ville. Et les locations deviennent à leur tour hors de prix. » À l'origine de cette pression foncière, le Covid-19 qui a généralisé le télétravail et l'attrait croissant pour le littoral atlantique. Cette fièvre acheteuse ne fait toutefois pas les affaires de la population locale. « Notre taux d'occupation est déjà très faible à l'année », déplore Jérôme Lacroix, de l'office de tourisme. Le maire Christophe Vignaud s'inquiète que la tendance dissuade à terme de nouveaux investisseurs : « On voudrait à la fois rester une ville attractive, mais aussi accueillir encore des jeunes. »



La plage Nord, réensablée en prévision de la prochaine saison touristique attendue par les acteurs du secteur. © P. Achard



PHOTOVOLTAÏQUE

La forêt tombe dans le panneau

Les Landes de Gascogne, vastes, près d'un million d'hectares, sont le parfait terreau pour les distributeurs d'énergie en quête d'espace.



Entretien avec Hubert Delzanges, professeur en droit de l'environnement à Sciences Po Bordeaux.

Au milieu des pins, d'étranges installations. Visuellement, cela donne l'impression de vitres opaques, méthodiquement alignées par centaines. Communément, on parle de « champs » de panneaux photovoltaïques. Loin de cette analogie agricole, on penserait plutôt à de vastes zones industrielles.

La Nouvelle-Aquitaine peut se targuer de posséder la plus grande forêt artificielle d'Europe. 10 000 kilomètres carrés de bois plantés sous Napoléon III dès la fin du XVIII^e siècle pour développer une terre vierge (voir encadré). Près de deux siècles plus tard, les planificateurs ont d'autres plans en tête pour cette vaste étendue qu'est la forêt des Landes de Gascogne : développer massivement l'énergie solaire. De Saucats (Gironde) jusqu'à Rion-des-Landes, en passant par Mézos (Landes), les arbres sont abattus et les panneaux posés. Une erreur capitale, selon les associations locales, en particulier celles de défense de l'environnement. « On croyait avoir tout vu en matière de destruction des espaces forestiers, de la biodiversité et des paysages, au nom de la transition énergétique et du développement durable. Et bien non ! », ironise la Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest (Sepanso). « Détruire les forêts de pins maritimes, principale pompe à carbone de la région, pour installer des centrales photovoltaïques est un non-sens écologique et économique », surenchérit Fibois Landes de Gascogne, qui représente la filière du bois.

L'aménagement d'un champ de 300 hectares à Gabardan (Landes) avait déjà créé des tensions. À Saucats, il devrait faire 1 000 hectares. En principe, les gestionnaires de ces sites ont une obligation de « compensation ». Un arbre coupé doit à terme être replanté ailleurs. Une responsabilité qui ne semble pas effrayer les grands groupes énergétiques, dont Engie, qui dirige le projet de Saucats.

Quel est le cadre juridique pour le défrichement en Nouvelle-Aquitaine ?

Avant de planter dans le sol des panneaux photovoltaïques, le distributeur chargé du projet doit soumettre ses plans à une étude d'impact. L'objectif est d'analyser l'état initial de l'environnement, de la faune, de la flore ou de repérer de potentielles zones humides. La construction peut alors avoir lieu si l'étude est concluante. Pour limiter l'incidence sur la biodiversité, les plans doivent répondre au principe « ERC » : éviter, réduire, compenser. Si éviter le défrichement est impossible, le gérant du projet doit assumer la responsabilité de compenser le nombre d'arbres arrachés en les replantant ailleurs, avec un opérateur de compensation écologique ou la Caisse des dépôts biodiversité.

En pratique, quelle est l'efficacité du principe de compensation ?

Les projets photovoltaïques pourraient être salutaires, si les règles juridiques étaient mieux faites. Si on exige de l'opérateur qu'il enlève des friches et replante dessus, c'est efficace mais les règles n'imposent pas ce genre de chose. La compensation est le pire ennemi de l'écologie. Si on fait disparaître 1 000 hectares de forêt, la loi veut qu'on en replante 2 000. Mais où seront-ils plantés ? Sur des zones déjà végétalisées, en densifiant simplement des sols déjà biodiversifiés. Résultat : nous aurons autant, voire plus d'arbres pourtant nous aurons perdu les 1 000 hectares de nature ordinaire qui seront simplement artificialisés. Le calcul n'est pas bon, l'impact sur la biodiversité sera négatif. Pour que cette démarche soit efficace, il faudrait légalement garantir que les arbres replantés le soient sur des sols dénaturés, plutôt que dans des forêts déjà existantes.

Quel rôle pour les acteurs locaux dans la mise en place de ces projets ?

Il y a une consultation de tous les acteurs locaux : communaux, intercommunaux... De l'État aussi. Il s'agit d'une procédure de débat public classique. Les actrices et acteurs rendent un avis et après consultation, une décision est prise. Est-ce que cette

conclusion peut entraîner l'annulation d'un projet ? C'est très rarement le cas. Le débat reste plutôt artificiel car si le maire, l'État et l'opérateur donnent leur accord, le débat public ne peut l'empêcher. Les associations de défense de l'environnement par exemple, n'ont pas de poids dans cette décision, même si elles s'opposent avec véhémence à l'avis. Lorsque les champs d'énergie solaire sont économiquement rentables pour les collectivités territoriales et l'opérateur, les responsables ont peu de chances de refuser un plan. ■

1 million

C'est la superficie totale, en hectares, de la forêt des Landes de Gascogne, plus grande forêt artificielle d'Europe

93 %

de propriétaires privés

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, la forêt des Landes appartient dans sa quasi-totalité à des propriétaires privés.

1 000 ha à Saucats

300 ha à Gabardan

203 ha à Rion-des-Landes

Superficies des « champs » en projet



Aux racines de la forêt

Les fameuses rangées de pins maritimes caractéristiques de la forêt des Landes ne sont pas tombées du ciel. Cette forêt artificielle a été plantée sous l'impulsion de Napoléon III pour aménager et assainir ce territoire autrefois marécageux, hostile à l'agriculture et gangré par le paludisme. À partir de 1857, l'empereur a mobilisé d'importants moyens pour accélérer la plantation de ces résineux suffisamment gourmands en eau pour assécher les sols. Ce mur végétal profite aujourd'hui aux vignobles médocains, abrités des vents glaciaux de l'océan.



ENGAGEMENT



PAGE
84

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Vents d'opposition

Face à un projet de parc éolien en mer d'Oléron, deux hommes mènent une bataille féroce.

PAGE
86

POLITIQUE

Nuances de verts

Léonore Moncond'huy, Pierre Hurmic.
Deux maires écologistes aux parcours bien différents.

PAGE
79

ENVIRONNEMENT

Vivre à la croisée des risques

Rencontres en images avec les voisins des usines Seveso.

PAGE
72

AGRICULTURE

Fermes intentions

Au Pays basque, des exploitant-es sont résolu-es à préserver leurs spécificités.

PAGE
76

GILETS JAUNES

Maintenir la flamme

Deux ans et demi après le début du mouvement, les militant-es continuent à s'engager sous différentes formes.

PAGE
91

MOBILISATION

Les rebelles de la forêt

Un projet bruyant dans une forêt paisible. Évidemment, ça se passe mal.



AGRICULTURE

Fermes intentions

© E. Jullien

Protéger la nature, respecter les animaux, produire à taille humaine, transmettre, refuser l'agriculture intensive : ce sont les résolutions de paysan·nes du Pays basque.

Alexis Czaja
et Émilie Jullien

Un archipel dans les montagnes. Sur les routes qui mènent à la frontière espagnole, les fermes parsèment le paysage basque. Reculées au fond d'une vallée ou perchées sur les hauteurs, elles jalonnent un territoire naturel, encore préservé de l'urbanisme. Les panneaux « produits fermiers » se dressent de toute part. Certains arborent l'*Ikurrina*, le drapeau local, en signe d'appartenance à une vision commune : le respect de la charte fermière *Idoki* (« s'ouvrir » en euskara, la langue basque). « Elle est beaucoup plus contraignante que le bio ! », lance Patrick Loustau, propriétaire de la ferme Ahetzetxegohenea, à Ordiarp et membre de l'Association des producteurs fermiers du Pays basque (APFPB). Il doit transformer la totalité de ses produits sur son exploitation à taille humaine, où il n'utilise aucun pesticide, ni antibiotique.

Il en parle avec la fierté de celui qui n'a jamais dévié de sa quête. Ce modèle, l'éleveur l'a intégré par conviction. Lui, l'amoureux de ses bêtes, trente vaches blondes d'Aquitaine, à qui il glisse quelques mots basques remplis de tendresse. À l'aube du printemps, sa petite exploitation de 25 hectares est encore bruyante. Patrick raconte qu'il savoure les derniers instants en compagnie de son troupeau, avant qu'il ne parte bientôt en transhumance, plus haut dans la montagne, pour les beaux jours. Il affiche un sourire discret et tranquille. Il faut dire qu'il a bien failli tout perdre avec la pandémie. Comme beaucoup de petit·es producteurs et productrices du coin.

« On s'est retrouvés avec toute notre viande sur les bras et aucun débouché, parce que les marchés ont été annulés », se souvient Intza Reça, de la ferme Larraldea, dans la commune voisine. Avec ses deux sœurs, elles ont été prises au piège. Le confinement a isolé les exploitations, comme autant d'îlots sous cloche. Un funeste huis-clos pour le monde agricole engagé dans la démarche *Idoki*, résolument attaché aux circuits-courts et à la vente directe. C'était sans compter sur la réactivité du réseau associatif local, capable de mettre en ligne en seulement 72 heures un site pour réunir les exploitant·es et organiser la distribution de leurs produits. *Lekukoa* (« le relais »), un *drive* fermier, a « participé à la sauvegarde de toutes les petites structures », confie avec émotion, Intza, l'éleveuse de brebis et de vaches.

Une longue tradition de luttes

L'initiative est aussi la plus récente manifestation de l'esprit solidaire qui anime les montagnes basques. Reconduit depuis l'automne, le dispositif s'inscrit dans une longue tradition de luttes pour le maintien des spécificités locales. Un combat rendu possible en partie grâce à la création de l'association *Euskal herriko laborantza ganbara* (EHLG – « chambre d'agriculture basque ») par un syndicat paysan. Dans le viseur de cette structure alternative : la chambre d'agriculture départementale, basée à Pau, accusée de menacer l'équilibre local.

« Elle suit les orientations nationales axées sur la



À Saint-Just-Ibarre, les sœurs Reca se consacrent à l'élevage de brebis. © E. Jullien



Eztitxu Sabarots, fermière de fruits et conseillère municipale aux Aldudes. © A. Czaja

culture du maïs et l'élevage d'ovins dans de grandes fermes, explique Patrick Loustau. Cela ne correspond pas au maillage de petites exploitations caractéristiques de notre territoire. » L'éleveur se souvient avoir été heurté par ce décalage lors de l'obtention de son BEP agricole dans les années 1980. L'intensif et le chimique étaient alors inculqués aux futures exploitant-es en formation. Des pratiques à contre-courant de ses attentes, mais devenues dominantes dans les discours officiels. « Nous sommes des oubliés », s'exaspère Eztitxu Sabarots, gérante de l'exploitation fruitière Mamiño, dans la vallée des Aldudes. Son petit verger s'étend autour de sa maison sur un hectare et demi. Suffisant pour produire une grande variété de fruits qu'elle transforme en confitures, sirops, jus ou compotes ; avant de les vendre dans son atelier.

Reconnaissance d'une agriculture paysanne

Elle a rejoint *Idoki* au moment de son installation. Sur un mur de sa cuisine s'affiche le logo du label, créé en 1992. Un rond vert bordé de rouge. Il tranche avec le bleu azur du bandeau noué dans les cheveux de la propriétaire, soulignant un regard déterminé. Aux côtés d'une centaine d'exploitant-es, elle est engagée dans le mouvement de lutte pour la reconnaissance d'une agriculture paysanne et raisonnée. « À mon arrivée, j'étais un ovni. Ma production était marginale au Pays basque. Il n'y avait aucun moyen départemental adapté à mon type de production. » De ces années d'apprentissage et de débrouille, elle a gardé un attachement aux initiatives solidaires. « J'ai commencé sans formation mais j'ai rapidement trouvé mes limites. Au-delà du savoir-faire à acquérir, il y a toute une réglementation à maîtriser. » Aujourd'hui, elle participe aux dispositifs d'accompagnement proposés par *Idoki* en accueillant des formations dans son atelier. C'est la simplicité d'un mode de vie qu'elle entend faire perdurer.

« La ferme des 1 000 vaches est le symbole de l'agriculture extensive, mais on voit bien que faire du chiffre, ça ne marche pas », martèle-t-elle. Risques sanitaires encourus par les élevages à forte concentration, hausse du taux de suicide dans le monde

agricole... L'état du secteur la révolte. Un discours revendicatif partagé par Intza Reca. « On veut montrer qu'on peut vivre de notre travail, en gagnant des sous pour nous, pas pour la banque. Avec *Idoki* toute la production transformée nous revient. »

Un enjeu de transmission

« Il faut donner aux jeunes la possibilité de bien vivre dans le respect du patrimoine légué », affirme Eztitxu Sabarots. Au Pays basque, la majorité des terres sont transmises par héritage direct. « En cas d'absence de descendance, la tradition veut que le voisin agrandisse sa ferme », explique Patrick Loustau. Pour lui, la question ne se pose pas. L'éleveur qui a commencé aux côtés de son père accueillera son fils dans l'exploitation d'ici deux ans, avec une touche de renouveau. « Il veut créer une production de brebis à tête noire, en bio. » Une race locale.

Les jeunes générations sont libres d'introduire une nouvelle activité dans l'entreprise familiale. Leur signature. À Musculdy, une petite commune de la province de la Soule, la famille Mainhaguet est installée depuis le XVII^e siècle. Dans leur ferme, Michel et Mirentxu élèvent des porcs basques fermiers Kintoa, des brebis Manex à tête rousse et des vaches blondes d'Aquitaine. En janvier 2022, ils accueilleront leurs deux aînées, des jumelles de 21 ans. L'une déploiera un élevage de veaux ; l'autre, apprentie au sein de la ferme Larraldea et grande amatrice de fromage, développera la transformation laitière.

La fierté se lit dans le regard de Lorea à l'aube d'embrasser sa vocation. Ce moment, elle l'a toujours attendu. « Je rêve de reprendre l'exploitation familiale depuis mes quatre ans, sourit-elle, timidement. Mon père m'a naturellement transmis l'amour qu'il donne aux animaux. » À son tour, elle entend faire perdurer la tradition. Son discours tient en un slogan : développer l'activité, sans s'agrandir. Peut-être, tout au plus, recruter une apprentie. Une manière de transmettre ce savoir-faire basque, qui chez elle, n'a rien d'alternatif. ■

Trois questions à Bernard Layre, président de la chambre d'agriculture des Pyrénées Atlantiques.

Situation inédite, une structure alternative s'est créée sur votre territoire. Comment gérez-vous cette cohabitation ?

L'association EHLG n'a rien d'une chambre d'agriculture. C'est une association de défense des usagers, affiliée au syndicat Confédération paysanne, très ciblée sur une population. Ses services sont payants alors que notre structure officielle effectue des services gratuits de mission publique et des prestations payantes en fonction des besoins des agriculteurs. Je ne dénigre pas leur action, mais notre ancienneté et nos outils nous permettent de développer une palette d'actions plus complète. On est en capacité de répondre à peu près à tous les cas de figure. Maintenant, ils sont parvenus à s'installer dans le paysage et mènent leur chemin. On continue aussi notre travail auprès des collectivités.

Les paysan-nes basques vous reprochent une politique extensive, inadaptée aux particularités locales. Entendez-vous cette critique ?

On s'occupe de tout le monde, car il est essentiel d'avoir des modèles complémentaires. Nos techniciens accompagnent les agriculteurs pour augmenter leur productivité et améliorer leurs conditions économiques. Une partie des associations paysannes défendent uniquement une agriculture vivrière et de petite taille. Très bien, mais si derrière, le modèle économique n'est pas solide, on court à l'échec. L'important est d'apporter de la valeur ajoutée à l'hectare. Certes, c'est bien de fournir une alimentation locale mais il faut aussi accéder à des marchés régionaux et nationaux si on veut assurer des débouchés.

Ils proposent un modèle agricole particulièrement avant-gardiste en matière d'écologie, est-il une source d'inspiration ?

Nous sommes favorables à une transition agricole, environnementale et énergétique, mais il faut qu'elle soit performante et résiliente. On valorise le circuit-court depuis de nombreuses années quand il permet de générer de la valeur ajoutée. On défend également une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires et des engrais. Moins on en sera dépendants, mieux on se portera. J'en suis convaincu depuis 20 ans. Mais ce changement ne se fait pas du jour au lendemain.

GILETS JAUNES

Maintenir la flamme

Pauline Achard
et Mathieu Michel

L'abandon des ronds-points n'a pas marqué la fin de la mobilisation. Portraits de quatre néo-militant-es qui pérennisent les luttes.

Deux ans et demi après le début du mouvement, quelques irréductibles gilets jaunes persistent. Les braises de la colère sont encore chaudes. Les réponses gouvernementales ne les ont pas satisfait-es. Chacun-e poursuit son engagement malgré la crise sanitaire : syndicalisme, élections, associations, concerts... Julien, Camille, Antoine et Juliane ne lâchent rien.

« Les gilets jaunes ont infiltré toutes les entités. »



Julien

35 ans
infirmier-anesthésiste à Agen

Julien Antigo ne s'était jamais mobilisé avant. Pourtant, dès qu'il a entendu l'appel contre la hausse du prix des carburants, le trentenaire a immédiatement exposé son gilet jaune sur le tableau de bord. Tous les jours, après le travail, l'infirmier-anesthésiste quittait sa blouse pour s'investir sur un rond-point

d'Agen. Les manifestations dans le Lot-et-Garonne, à Bordeaux, à Toulouse, comme les opérations de péage gratuit, n'ont que peu d'impact. Julien comprend très vite que le gouvernement restera sourd aux demandes. Après six mois d'intenses mobilisations et de « violences inouïes », les troupes se sont épuisées... et les rangs sont devenus clairsemés. Mais il résiste. Le soignant est aujourd'hui au chevet de toutes les luttes. Pour lui, le manque de coordination entre gilets jaunes et syndicats reste un acte manqué. Il aurait fallu mettre la structure du syndicat au service des nombreux manifestants et appeler à la grève. Pour y remédier, il s'est syndiqué à la CGT, même s'il déplore un manque de démocratie interne. Julien pense que la base syndicale peut faire bouger la direction : « le haut n'existe que grâce au bas ».

Il est impératif que les prochaines luttes se rejoignent. « Les gilets jaunes ont infiltré toutes les entités et doivent y ancrer leurs idées. S'il y a un autre mouvement demain, on ressortira dans la rue. » Julien « s'en fout » de l'étiquette, ce sont les idées qui comptent. Elles s'articulent en trois volets : justice sociale (en particulier le gouffre entre les ultra-riches et les autres), écologie et démocratie. Et tant mieux si les gilets jaunes qui ont rejoint des partis politiques parviennent à utiliser ces tribunes pour porter haut ces idées. « Ce n'est pas un autre combat, simplement sa poursuite, qu'il faudra mener sur tous les fronts ! »

« En bloquant, on se mettait les gens à dos. »



Camille

30 ans
préparatrice
en pharmacie à Agen

Camille Lafon partage sa journée entre son travail en pharmacie et une formation agricole. L'ancienne soignante peine à lever le pied. Alors qu'elle travaillait en Ehpad, elle se rendait déjà en novembre 2018 sur les ronds-points ou au péage après de longues journées de labeur. Deux ans et demi plus tard, elle en tire des enseignements et pointe la méthode : « en bloquant, on se mettait les gens à dos et notamment des travailleurs, à commencer par les routiers ». Ce qui apparaissait comme une solution radicale au début est devenu un problème sur la durée. Le besoin d'un lieu de rassemblement se fait sentir dès la perte des giratoires. De l'époque gilet jaune, il lui reste surtout des adresses mail. Elles permettent de discuter de l'actualité collectivement et de s'informer sur les mouvements en cours. Récemment, un petit groupe a rejoint la mobilisation du secteur culturel.

Camille ne revendique pas d'étiquette, elle se dit « de toutes les luttes » : les enseignant-es, les retraites, le droit des migrant-es, les licenciements... Elle voudrait apporter du lien entre tous ces combats : « Un camarade dit que les gilets jaunes doivent être le ciment des luttes. » En cause, le capitalisme, incapable d'offrir à manger et un toit à chacun-e, coupable d'une répartition aberrante des richesses. Les porteur-ses du gilet n'ont plus intérêt à se borner à une revendication comme la hausse des carburants, selon Camille. « Chacun est conscient que la lutte n'est pas sectorielle mais sociale ». Lassée de la répression des manifestations bordelaises, elle organise main-

tenant avec d'autres groupes des rassemblements festifs, politiques et plus fédérateurs, comme des concerts. Camille bataille pour davantage de démocratie et de transparence dans les institutions. L'initiative de la Convention citoyenne pour le climat lui semble intéressante. « Mais il faut qu'on décide ensemble des garde-fous ». À l'approche de la présidentielle, elle hésite sur la stratégie à adopter. « J'ai l'impression que tout est poudre aux yeux, qu'on entend des promesses qui n'aboutissent jamais. » Pourtant, elle a participé à deux réunions ouvertes de partis de gauche. « C'est intéressant d'ouvrir la politique aux néo-militants ». Elle aimerait que le vote blanc soit comptabilisé. Quant aux gilets jaunes qui se présentent aux élections, elle s'en méfie : « Je redoute les égos surdimensionnés. »



Antoine

28 ans
conseiller municipal à Bordeaux

Manche retroussée et sourire en coin, le blond aux grands yeux bleus exhibe avec assurance son bras droit dont l'extrémité n'est qu'un souvenir. Depuis que sa main a été arrachée par une grenade en décembre 2018, le conseiller municipal combat la répression policière. Du haut de ses 28 ans, il siège désormais à la mairie de Bordeaux, aux côtés de Philippe Poutou (NPA) et d'Évelyne Cervantes-Descubes (LFI). Le jeune homme porte fièrement son gilet jaune pour exprimer un « ras-le-bol général ». Pourtant, rien ne destinait Antoine Boudinet à un tel engagement. Lors de sa première manifestation, il est animateur en école maternelle. Insouciant, il se rend « juste pour voir » à l'acte IV. Dans un nuage de gaz, Antoine saisit un objet fumant à ses pieds afin de le repousser. À cet instant, sa vie prend un autre sens. Il rejoint la marée jaune et devient un symbole de la lutte contre les violences policières. Lui et d'autres victimes fondent le collectif des « Mutilés pour l'exemple ». Repéré

« Il faut renverser la table. »

par Philippe Poutou, il rejoint la liste « Bordeaux en luttés » aux municipales et est élu sur le fil. Vêtu d'un gilet jaune, le benjamin de l'assemblée entre à l'Hôtel de ville par la grande porte. « Nous tentons de jouer les garde-fous, pour ne pas laisser la majorité écolo-socialiste être trop complaisante avec la droite sortante », souligne-t-il. La défense des petits commerces, de l'écologie, des plus précaires ou des victimes de violences policières animent son quotidien. Terre à terre, « l'outsider » de la mairie, qui vit modestement de son allocation handicapée, se retrouve propulsé dans un monde qui ne lui ressemble pas. « Je ne me sens pas à ma place, je dois me rappeler que je suis légitime ». Majorité comme opposition ne manquent pas une occasion de lui signaler que sa tenue fluo est « ostentatoire » au sein du Conseil. Antoine dérange, et bouscule les codes traditionnels de la politique. « Le mouvement est multiple. Chacun s'approprie ce symbole pour exprimer une détresse sociale. » Il n'a jamais souhaité rejoindre de parti. « Trop galère, trop de guéguerres politiciennes », aucun intérêt pour lui. Aujourd'hui, il poursuit son combat à travers un procès intenté à Christophe Castaner et Didier Lallement, anciens ministre de l'Intérieur et préfet de Gironde. Il espère faire interdire l'usage des grenades par les forces de l'ordre. Tous les samedis, le militant se rend aux manifestations bordelaises, sans pour autant y percevoir de perspectives d'avenir. « Je continuerai de voter pour le candidat le plus à gauche. Tout est si blindé, qu'on ne changera rien de l'intérieur. Pour faire tomber le système capitaliste, il faut renverser la table ». Une chose est sûre, d'ici là, il « n'arrêtera jamais de [se] battre ».

« Nier le vote blanc, c'est faire l'autruche. »



Juliane

30 ans
directrice artistique
street-medic à Bordeaux

Juliane Denogent est directrice artistique dans une agence de publicité. En travaillant pour la grande distribution, elle se sent « en totale opposition » avec ses valeurs. Son unique mouvement de contestation remonte au lycée. En 2005, elle bat le pavé contre le « Contrat première embauche ». Le nouveau souffle de la mobilisation lui parle en novembre 2018. « C'est un déclic, un mouvement populaire général que j'attendais ! » Sans feuille de route, elle se rend au péage de Virsac (Gironde). Dans la foulée, elle trouve sa place parmi les *street-medics* de Bordeaux. Vêtue de son tee-shirt blanc à croix bleue, elle suit les cortèges chaque samedi. Au fil des semaines, Juliane s'interroge. À quoi bon marcher sans perspectives face à l'indifférence du gouvernement ? Elle monte alors l'association CSOR : avec une cinquantaine de medics, elle participe à des maraudes sanitaires. Elle fonde aussi, avec des gilets jaunes, le collectif Anda qui vise à assurer la protection de l'abeille noire dans la région. La militante tente de vivre de manière plus raisonnée et respectueuse de l'environnement. « On essaie de recréer le monde tel qu'on le voudrait : partir des problèmes qui nous touchent pour trouver des solutions. » Si son scrutin s'est toujours placé à gauche, c'est sans grande conviction qu'elle continuera de remplir l'urne. Elle plaide en faveur de la prise en compte du vote blanc : « nier le nombre de gens qui se positionnent contre ces élections, c'est faire l'autruche ». Quant aux gilets jaunes qui se lancent en politique, elle tolère leur démarche mais peine à y trouver un intérêt. « La politique actuelle n'a pas grand sens. Je trouve dommage de suivre les règles d'un jeu déjà biaisé, qui contraint de se conformer ou de se faire manger tout cru. » ■

ENVIRONNEMENT

Vivre à la croisée des risques

Victoria Berthet

Au nord de Bordeaux, le bec d'Ambès concentre sept sites Seveso. Dangers industriels et naturels pèsent sur des dizaines de milliers de personnes. Rencontres.



TOXIQUE Point de départ : l'usine Yara sur le bec d'Ambès. Implantée depuis 1991, l'usine utilise du nitrate d'ammonium pour fabriquer de l'engrais : la substance à l'origine de l'explosion de l'usine AZF à Toulouse en 2001 et du port de Beyrouth en août 2020. Yara est classée Seveso seuil haut. Si la quantité est supérieure à celle stockée dans la capitale libanaise, sa conservation sous forme liquide est moins dangereuse.



ZONE INTERDITE Visite guidée en voiture avec Christian Vignaud-Saunier, vice-président d'une association environnementale des habitant-es de la presqu'île. « Faites vite pour la photo ! », prévient Christian. Il s'arrête brusquement. Près de l'usine Vermilion, un agent de sécurité fait le tour à vélo des énormes cuves de pétrole. « Les sites sont très grands, impossible de les surveiller à pied. »



ANTICIPATION Dans le dernier Plan particulier d'intervention (PPI) de l'usine Yara, cinq scénarii ont été établis, dans un périmètre de 15 km. 80 communes sont concernées en cas d'accident. Bassens (photo ci-dessus) en fait partie. La ville compte elle-même trois sites Seveso.



VIVRE AVEC Lucette a 74 ans et des racines bien ancrées à Ambès. Pendant 20 ans, elle a travaillé à la poste. Son grand-père était maire de la ville. « On est sur une bombe, mais on n'y pense pas au quotidien. »



MÉMOIRE Yves Prevost est né en 1926, à Béchade, au nord d'Ambès. Comme sa famille, il a toujours vécu ici. À 94 ans, il se souvient encore de la tempête de 1999. Situées au confluent de la Garonne et de la Dordogne, des usines avaient été inondées. Depuis, la digue qui longe la zone industrielle a été renforcée.

En 1976, une explosion chimique a lieu à Seveso, en Italie. Six ans plus tard une directive européenne voit le jour sous le même nom. Elle instaure des normes de sécurité face aux risques industriels.



DÉFAILLANCES L'usine Cobogal et ses bonbonnes de gaz. Classée Seveso seuil haut, la société a reçu une mise en demeure de la préfecture de Gironde, en avril 2020, pour des défaillances dans son Plan d'opération interne (POI). Ce plan de secours est obligatoire pour les sites classés Seveso.



SÛRETÉ Malgré ce qu'affiche l'usine Vermilion, les collectifs de riverains craignent un « effet domino ». Un accident dans une usine pourrait entraîner d'autres.

PRÉVENTION Christian Vignaud-Saunier a travaillé dans la centrale nucléaire d'Ambès, démolie en 2014. Son association fait partie du secrétariat commun entre les collectifs d'habitants et les usines. Sans langue de bois, Christian milite pour une meilleure prévention des risques : « La jeune génération doit être informée, c'est essentiel. »



ENGAGEMENT Christian Bordes est à la tête d'un collectif de riverains à Ambarès. Ancien employé de l'usine Michelin à Bassens, classée Seveso seuil haut, il a bataillé pour faire changer les fenêtres des maisons situées dans le quartier du site pétrochimique.



PROXIMITÉ Direction Macau, de l'autre côté de la Garonne. Jean-Pierre Velon est instituteur à la retraite. Il n'a pas souvenir d'avoir fait un exercice d'évacuation spécifique pendant sa carrière. Derrière lui, l'usine Yara, toute proche. Les explosions à Rouen et Beyrouth lui ont rappelé l'ennemi invisible.



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Vents d'opposition

Amandine Hustache

Deux hommes, Dominique Chevillon et Johnny Wahl, mènent la fronde contre le projet d'un parc éolien au large de l'île d'Oléron. Un combat pour la biodiversité et la pêche locale.

Petite chemise, cheveux blancs, sourire poli. Dominique Chevillon a la parfaite tenue de l'ancien assureur. En face, salopette jaune et pull multicolore : Johnny Wahl dévoile l'équipement nécessaire au travail de marin pêcheur. Le langage cru et le grand cœur qui vont avec. Dès le premier coup d'œil, le contraste est frappant. Ces deux-là ne font pas partie du même monde. Pourtant, ils se respectent, s'estiment, unis par un combat commun : lutter contre un immense projet de parc éolien au large de l'île d'Oléron.

Face à la perspective de l'arrivée de ces géants blancs, les deux hommes ont décidé de donner de la voix. Chacun dans son domaine. Pour Dominique, les oiseaux et la politique. Un *combo* qui l'a conduit à cumuler les casquettes de vice-président de la Ligue de protection des oiseaux (LPO) et de président sortant du Conseil économique, social et environnemental régional Nouvelle-Aquitaine (Ceser). Johnny, lui, maîtrise à la perfection le syndicalisme et les données maritimes. Il est vice-président du Comité régional des pêches de Nouvelle-Aquitaine et vice-président du parc marin. Entre deux blagues, leurs regards se font graves. Ils

s'inquiètent pour leur île, sa biodiversité, sa beauté et sa richesse. Car voilà des années que ce projet a été annoncé, abandonné, relancé, avec l'aval des élus insulaires, tous très enthousiastes à l'idée de passer à une électricité alternative. En avant toute pour un parc éolien de plusieurs centaines de kilomètres



Dominique Chevillon et Johnny Wahl veulent alerter l'opinion publique et l'Union européenne. © A. Hustache

carrés, capable de produire 1 gigawatt d'électricité, soit l'approvisionnement d'1,2 million d'habitants. En janvier dernier, s'adressant à la presse, Christophe Sueur, maire de Saint-Pierre-d'Oléron, ne cachait pas sa joie : « Enfin une bonne nouvelle. C'est des perspectives pour plusieurs décennies ». Entre 400 et 600 personnes pourraient être employées pour la construction, une centaine d'autres pour son entretien. Pas si mal sur le papier. Mais il y a un hic : l'endroit où devrait s'ériger ce parc est protégé par la directive européenne Natura 2000. « Cette zone est connue pour sa biodiversité. C'est par là que passent bon nombre d'oiseaux migrateurs, des chauves-souris, des papillons. Et puis il y a tous les habitants de la mer : dauphins, tortues, poissons », se désole Dominique Chevillon.

Des milliers d'espèces en danger

Si ces éoliennes venaient à être installées, c'est tout un écosystème qui pourrait être menacé par les pales et tourbillons de vents. Adieu marsouins, puffins des Baléares, tortues luth, fous de Bassan et esturgeons. Au total des centaines de milliers d'espèces d'oiseaux et de poissons seraient délogées de leur espace naturel. Le coulage de béton sur le sol marin ne devrait rien arranger. « Ce qui est effrayant également, ce sont les substances qui vont être utilisées pour l'entretien des éoliennes. On parle d'y déverser plusieurs tonnes de produits chimiques chaque année. Ça n'a rien d'écologique », poursuit le vice-président de la LPO. C'est justement grâce à la richesse de son écosystème que la mer au large d'Oléron est classée zone Natura 2000 et encadrée par les directives Oiseaux et Habitats. « En fait, c'est incompréhensible, contradictoire. Pendant des années, l'État a montré sa volonté de protéger son environnement. Et tout cela est balayé au titre d'un projet économique démentiel », s'insurge Dominique Chevillon. Même discours du côté de son collègue de combat, Johnny Wahl : « Nous, marins-pêcheurs, devons respecter de nombreuses règles et contraintes dans cette zone afin de conserver cet écosystème. Et là, l'État arrive et il n'y a plus de problème pour l'environnement. » Le vent tourne trop facilement et Johnny voit rouge.



Les points oranges indiquent la zone envisagée pour le parc éolien. © F. Augry

« C'est une escroquerie sur toute la ligne, une malhonnêteté comme c'est pas permis. » Il n'est pas le seul à le penser. Ici, pire encore que la menace, les non-dits. À commencer par ceux concernant la taille du projet en lui-même. Les 120 km² annoncés au départ se sont transformés en 300 km² l'année dernière. Déjà remontés, les deux insulaires ont eu une sacrée surprise en découvrant deux petites cartes au milieu des documents fournis lors du Conseil maritime de façade sud-Atlantique le 14 décembre 2020. Stupéfaction : l'espace réservé au parc éolien fait en réalité plusieurs milliers de kilomètres carrés. « On a réalisé qu'on allait être face à une grappe de parcs éoliens à l'Ouest des côtes oléronaise, rétaise et vendéenne jusqu'aux Sables d'Olonne et raccordés entre eux par des lignes électriques. » Une information confirmée à demi-mot par Fabienne Buccio, la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine lors de cette réunion : « Le sujet va être totalement revu car la nouvelle zone retenue dans le cadre du débat public sera la plus large possible. »

Le débat public justement. Les autorités régionales et nationales semblent s'y accrocher comme une moule à son rocher. Mais là encore, les deux vice-présidents ont des doutes : « Ce débat, en juin, est anti-démocratique car aucune étude d'impact ne sera faite au préalable. Comment les gens vont-ils pouvoir débattre sans connaître la surface exacte de la zone, le nombre d'éoliennes ou les matériaux utilisés ? » Johnny et Dominique vont redoubler d'efforts. Interpeller l'opinion publique et apostropher l'Union européenne. Ils comptent se battre contre vents et marées. ■



© J. Compaère et AFP

POLITIQUE

Nuances de verts

Il a été membre de l'opposition pendant 26 ans. Elle découvre le pouvoir municipal. Les écologistes Pierre Hurmic et Léonore Moncond'huy ont été élu-es respectivement à Bordeaux et Poitiers aux dernières élections. Chacun-e son style.

À l'heure où la nuit tombe sur la ville de Poitiers, Léonore Moncond'huy poursuit sa journée de travail. Depuis son bureau de l'hôtel de ville, la jeune édile de 31 ans a donné rendez-vous à ses administré-es pour un échange diffusé en direct sur les réseaux sociaux. Les traits tirés, elle enchaîne les réponses pendant une heure devant plusieurs centaines d'internautes. Hausse de la taxe foncière, extinction de l'éclairage public dans certains quartiers ou encore malbouffe dans les cantines, l'élue s'empare de toutes les thématiques brûlantes du moment, les yeux rivés sur ses fiches, la voix parfois hésitante. Léonore Moncond'huy fait partie de ces candidat-es écologistes qui ont pris le pouvoir dans une dizaine de métropoles françaises lors des dernières élections municipales. À Poitiers, sa victoire au second tour du scrutin n'a pas manqué de créer la surprise. Inconnue du grand public avant sa campagne, celle qui a été portée par le mouvement citoyen Poitiers collectif est parvenue à battre le maire sortant PS, Alain Claeys, 42,83 % des voix contre 35,60 %, mettant ainsi fin à 43 ans de règne socialiste. Un exploit qui n'est pas sans rappeler celui de Pierre Hurmic, élu au même moment à Bordeaux. Le candidat Europe Écologie Les Verts (EELV) s'est imposé de justesse face au successeur d'Alain Juppé et maire sortant Les Républicains (LR), Nicolas Florian, 46,48 % des voix contre 44,12 %. La capitale girondine n'avait connu d'autre gouvernance que celle de la droite depuis 73 ans.

Deux générations politiques

En s'imposant à Poitiers et à Bordeaux, les élu-es écologistes ont réussi à prendre les rênes de deux des trois plus grandes villes de Nouvelle-Aquitaine. Pourtant, s'ils ont remporté les élections municipales au même moment, dans la même région et sous la même couleur politique, Léonore Moncond'huy et Pierre Hurmic ont des profils diamétralement opposés. Lui est une figure politique bien connue des électeurs. Membre de l'opposition pendant 26 ans, il a été de toutes les élections mu-

nicipales depuis 1995. Elle a rejoint EELV en 2012, avant d'occuper le poste de conseillère régionale de Nouvelle-Aquitaine entre 2015 et 2020. Pour Arthur Nazaret, journaliste et auteur de l'ouvrage *Une histoire de l'écologie politique*, Pierre Hurmic et Léonore Moncond'huy incarnent deux générations politiques différentes. « Quand Pierre Hurmic naît en 1955, il n'y a pas de parti écologiste en France », rappelle-t-il. Les Verts ne se structurent qu'en 1984, mené par l'un des pionniers de l'écologie politique en France, Antoine Waechter. Pierre Hurmic, lui, s'engage auprès d'un autre parti, Génération écologie, en 1990, sous l'influence de Noël Mamère. « On se comptait sur les doigts de la main », se souvient aujourd'hui le maire bordelais avant de citer l'écrivain Victor Hugo : « Rien n'arrête une idée dont le temps est venu. » Depuis, la cause climatique est au cœur des missions de dizaines de maires. « Il fait partie de celles et ceux qui ont semé les graines de l'écologie politique et, d'une certaine façon, la génération de Léonore Moncond'huy est celle qui les récolte », analyse Arthur Nazaret. Végétaliser la ville, réduire les transports polluants, recréer du tissu social : entre Pierre Hurmic et

Oriane Cuenoud



Léonore Moncond'huy a organisé un direct sur les réseaux sociaux, traduit en langage des signes, pour expliquer son action. © O. Cuenoud



Des ouvriers sont à pied d'œuvre place Pey-Berland, à Bordeaux, pour casser le bitume. Une vingtaine d'arbres sera plantée pour revégétaliser cette place minérale. © O. Cuenoud

Léonore Moncond'huy, les ambitions se rejoignent. Julie Reynaud, adjointe à l'économie circulaire et à l'économie de proximité à la mairie de Poitiers, sans étiquette politique, promet de « faire de Poitiers un territoire plus résilient ». En ce moment, la nouvelle municipalité travaille à la création d'une assemblée citoyenne de 150 personnes et à la densification du réseau de pistes cyclables.

Décider ensemble

À Bordeaux, les promesses commencent à se concrétiser. En ce jeudi de mars, sur la place Pey-Berland face à la mairie, des ouvriers sont à pied d'œuvre pour casser, ici et là, le bitume qui s'étend à perte de vue. À la fin de l'année, une vingtaine d'arbres sera plantée pour redonner de la fraîcheur à cette place minérale. Ce chantier s'inscrit dans le projet Bordeaux grandeur nature, un vaste plan de revégétalisation de la Métropole. Parmi les mesures emblématiques : la sanctuarisation des espaces en friche pour les protéger de la bétonisation, la mise en place d'un permis de végétaliser afin de permettre aux habitant-es de jardiner dans l'espace public ou encore la création de cinq « micro-forêts urbaines », censées devenir des îlots de fraîcheur.

En symbiose sur le fond, les deux maires incarnent

différemment leur fonction. À Poitiers, la majorité prône un fonctionnement en « collectif » et un exercice « horizontal » du pouvoir. Sollicitée pour répondre à nos questions, Léonore Moncond'huy a décliné notre proposition. « Elle n'aime pas qu'on parle d'elle », glisse son entourage. Comme une façon de rappeler que, presque un an après son entrée en fonction, elle n'oublie pas ce qu'elle doit à Poitiers collectif. Sa nomination comme tête de liste du mouvement citoyen (soutenu par EELV) a été actée à l'issue d'une élection sans candidat-e qui a duré cinq heures. N'importe quel-le militant-e aurait pu être désigné-e, mais c'est bien le nom de Léonore Moncond'huy qui a été le plus cité. Depuis, elle n'a eu de cesse de rappeler que sa victoire n'était pas seulement la sienne, mais celle du collectif.

Rien d'étonnant alors à ce que cet esprit collégial infuse dans le nouveau mode de gouvernance de la mairie de Poitiers. « Il y avait un principe fort pendant la campagne que nous avons décidé de conserver, c'est le principe de délégation », confirme Aloïs Gaborit, conseiller municipal délégué à l'emploi et à l'innovation et membre de Génération écologie. « Aucun élu n'a la capacité de tout suivre, constate-t-il. C'est pour cela que nous travaillons en binôme avec Julie Reynaud qui est spécifiquement chargée des commerces et s'occupe de la gestion quotidienne. » Entre les services municipaux, la communication est aussi de rigueur. « Avant, l'organisation était pyramidale et il y avait presque une concurrence », explique Julie Reynaud. Ce nouveau fonctionnement demande plus de temps, reconnaît l'adjointe. « Il y a plus de réunions pour nous synchroniser. »

Cette bonne volonté affichée n'a pas empêché l'équipe municipale de Poitiers, comme celle de Bordeaux, de faire face à des polémiques. Même si les propos de Léonore Moncond'huy sur les rêves d'aviation et ceux de Pierre Hurmic concernant les sapins de Noël ont fait débat à l'échelle nationale, localement ce sont d'autres actions qui sont contestées. À Poitiers, l'extinction de l'éclairage public, appliquée de 22 heures à 5 heures du matin dans certains quartiers de la ville, divise. « Cette me-

sure n'a fait l'objet d'aucune consultation. Nous l'avons découverte dans la presse », s'agace Anthony Brottier, conseiller municipal La République En Marche (LREM). « Le problème n'est pas l'extinction, c'est la méthode et le choix des zones. Plutôt que de l'imposer aux quartiers populaires, où il y a probablement le plus grand sentiment d'insécurité, j'aurais préféré que les espaces résidentiels ou le centre-ville soient concernés. » La municipalité reconnaît un « couac ». « Ce qui a manqué, faute de pouvoir le faire en présentiel, ce sont les échanges avec les habitant-es. Nous leur avons envoyé un questionnaire mais le timing a fait qu'ils ont lu l'information dans la presse avant de recevoir le courrier », se défend Aloïs Gaborit.

Du côté de Bordeaux, l'action publique de la majorité a aussi suscité de vives critiques dans l'opposition. Un dossier a cristallisé les débats : la révision du projet Rue bordelaise opérée par Pierre Hurmic en janvier dernier. Initiée par Alain Juppé en 2008, cette opération d'aménagement vise à créer de toutes pièces un axe commercial de 600 m de long entre la gare et les quais de la Garonne.

En voie de rapprochement ?

Un projet auquel le candidat Hurmic s'était fermement opposé, pendant sa campagne électorale. Mais une fois élu, il a fait machine arrière. En se retirant du chantier, les collectivités locales auraient dû dédommager le promoteur du projet, Apsys, à hauteur d'environ 100 millions d'euros. À la place, Pierre Hurmic a choisi de renégocier le contrat. Résultats : 50 % de parkings en moins et 50 % de logements en plus. Pour le conseiller municipal LR de l'opposition, Marik Fetouh, cette décision est un aveu de faiblesse. « La mairie instruit les permis de construire donc elle aurait pu les bloquer. En réalité, Pierre Hurmic est incapable d'élaborer des stratégies pour tenir ses promesses », fustige-t-il. « Je ne pouvais pas savoir que l'équipe municipale précédente, à quelques jours de l'élection, avait rendu complètement irréversible le projet de la Rue bordelaise, se justifie le maire de Bordeaux. Je persiste à penser que ce n'était pas un bon projet. Ceci



Les adjoints, Julie Reynaud et Aloïs Gaborit, incarnent le fonctionnement collectif qui caractérise le mode de gouvernance de la mairie de Poitiers. © O. Cuenoud

étant, je l'ai sérieusement fait évoluer, notamment en obtenant la création d'un comité des enseignes pour que la Chambre de commerce et d'industrie et la Chambre des métiers soient associées au choix des magasins. » Ferme mais pas autoritaire. Lucide sans être utopiste. Pierre Hurmic a moins peur du « je » que son homologue de Poitiers et impose son style. Il aurait pu se familiariser avec le costume-cravate, mais l'ancien avocat a préféré s'en tenir au basique jean-baskets. Qu'importe si son look détonne avec le faste des salons du Palais-Rohan situés sous son bureau. Il est à l'image de la décoration de son espace de travail : contemporain et sans façon. Près de la fenêtre, un tableau pop de l'artiste bordelais Jofo contraste avec les moulures blanc cassé qui ornent la pièce. Son nom : *La Vague*. Un joyeux petit personnage surfe sur un rouleau vert qui dévale sur la ville et renverse un vieil homme au crâne dégarni. Tout un symbole.

Contemporains, Léonore Moncond'huy et Pierre Hurmic le sont chacun à sa manière. D'où leur



Dans son bureau de la mairie de Bordeaux, Pierre Hurmic a affiché un tableau de Jofo qui symbolise sa victoire. © T. Gropallo

volonté de collaborer et consolider cet élan vert. « Nous avons déjeuné tous les deux, à l'occasion de la venue du Premier ministre, Jean Castex, à Bordeaux, le 19 février dernier. Cette rencontre nous a permis de parler de nos difficultés, de nos programmes et de nos actions », confie Pierre Hurmic.

« Nous ne sommes pas dans une posture d'attente. »

À Poitiers, ancienne capitale de Poitou-Charentes, ce rapprochement est scruté avec attention, explique le politologue Dominique Breillat. « Les deux métropoles ont intérêt à collaborer, elles appartiennent maintenant à la même Région. Bordeaux a besoin d'un territoire pour ne pas tout concentrer et permettre à Poitiers de se développer. » Un constat partagé par Pierre Hurmic. « Je souhaite que nous ne

soyons pas dans une logique de compétition mais de coopération. » Même si des passerelles entre les deux villes sont souhaitées, la mairie de Poitiers n'espère aucun miracle. « Nous ne sommes pas dans une posture d'attente, s'agace Aloïs Gaborit. Il faut arrêter de percevoir Bordeaux comme le point irriquant toutes les périphéries. Avec Poitiers, elles ont toutes les deux des atouts et notre volonté est de faire valoir notre place. »

Au-delà de ces différences d'approche, les deux nouveaux maires écologistes l'ont bien compris : l'union fera la force. En renversant les équilibres politiques dans deux villes historiquement acquises à la droite et la gauche, Pierre Hurmic et Léonore Moncond'huy savent qu'ils n'ont pas le droit à l'erreur. Avec les autres élus du parti, ils ont choisi de coordonner leurs prises de position via un groupe WhatsApp, pour avoir plus de poids au niveau national. Une manière aussi de prouver qu'ils sont capables de gouverner. À un an de l'élection présidentielle, la réussite des maires de Poitiers et Bordeaux pourrait devenir un argument de campagne pour la future tête de liste du parti. ■

MOBILISATION

Les rebelles de la forêt

En Dordogne, un collectif lutte depuis cinq ans pour la fermeture d'un bruyant ball-trap.

Richard Monteil

Plantée comme un trait d'union entre Coutras et Périgueux, la forêt de la Double décline ses joyaux : des chênes centenaires, des ruisseaux cristallins, une constellation d'étangs au-dessus desquels résonnent mille chants d'oiseaux. Un océan de verdure bardé de routes étroites, tendues au travers d'une nébuleuse de villages et de hameaux isolés. En son cœur, autour du village de Servanches, quelques centaines d'âmes s'agitent depuis le printemps 2016 contre un établissement problématique : le Périgord Shooting Club, ouvert par le patron de casinos Benjamin Tranchant. De l'opposition à ce ball-trap est né le collectif des riverains et voisins de Servanches, une initiative inédite. Une signature aura suffi pour semer la zizanie dans la forêt. D'un côté du stylo, Jacques Faurie, l'ancien maire de Servanches. De l'autre, le contrat proposé par Benjamin Tranchant. « Les élus étaient d'accord. Ou alors ils n'ont pas compris... » raconte l'investisseur. La réélection du maire en fut compromise, mais trop tard : depuis 2016, le ver est dans le fruit. Le Périgord Shooting Club promettait de faire du bruit. Ça n'a pas loupé. « Ça allait créer de l'emploi, du tourisme, de la fréquentation dans un rayon de 50 kilomètres. Mille tireurs sur dix jours, ça ramène

un million d'euros », explique Benjamin Tranchant. À un petit kilomètre du site, Marjolaine vieillit mal. Cette Hollandaise s'est installée là en 2008 avec son mari, charmée par ce « havre de paix ». Quand ce couple d'octogénaires a entendu pour la première fois parler du « ball-trap », il n'avait « aucune idée de ce que c'était ».

« La forêt est encore intacte »

Aux premiers coups de feu, en mars 2016, ces retraités ont vite compris. « C'était horrible. Des détonations en continu, toute la journée, six jours sur sept ». Marjolaine a découvert les problèmes de sommeil et autres troubles psychiques liés aux nuisances sonores. Elle n'est pas la seule. Les vingt-deux religieuses de l'abbaye de Notre-Dame de la Trappe, située à quelque trois kilomètres du ball-trap sont tout aussi remontées : « Impossible de se recueillir avec cette pétarade en continu à côté de chez nous ! », confesse sœur Cécile-Marie. Au volant de son vieux coupé Mercedes bleu, François s'empare un peu : « La forêt est encore intacte et lui, il veut tout foutre en l'air ! » Assise sur la banquette arrière, Thérèse Kohler, porte-parole du collectif pendant quatre ans, tempère les ardeurs de son



Les premières habitations sont situées à moins d'un kilomètre du ball-trap. © R. Monteil

camarade : « Nous ne sommes pas des bagarreurs. » Pour autant, leur quotidien n'est pas de tout repos. Attaquée en diffamation par Benjamin Tranchant, Thérèse s'est défendue jusqu'à la Cour d'appel de Bordeaux où les magistrats ont retenu la « bonne foi » de ses propos malgré leur caractère diffamatoire : des reproches quant aux nuisances sonores et au risque de pollution du site. Une décision revendiquée comme une victoire par les deux parties. Benjamin Tranchant, déterminé « à faire respecter ses droits et la loi française » juge folklorique l'opposition locale. Il a déclenché nombre de procédures judiciaires : contre le collectif et certaines de ses membres, contre la Préfecture, contre l'ancienne préfète Anne-Gaëlle Baudouin-Clerc en personne... Il envisage de réclamer des dommages et intérêts à la mairie de Servanche. « Ça va se chiffrer en millions. Ouais, ça fait beaucoup pour une petite mairie. » Dans cette affaire, ses avocats sont ses meilleurs soldats. Rien ne semble pouvoir l'arrêter. Son établissement, fermé depuis mars 2019 à la suite d'un mystérieux incendie, devrait « rouvrir tranquillement au printemps. Ils feront tout pour m'empêcher d'exercer mon activité, mais je n'abandonnerai pas cette bataille. », assure-t-il. « C'est la méthode Tranchant. Il veut nous intimider », raconte Aurélia Ernoul, trentenaire et actuelle porte-parole du collectif. « Nous n'avons pas les mêmes méthodes ». L'association recourt à des modes d'actions plus ou moins conventionnels, de la simple manifestation à l'occupation de la mairie de

Servanches en passant par les vide-greniers et autres concours de tonte de brebis pour financer leurs frais de justice. Une vague d'engagement inédite sur ces terres de solitude. De Paris à la Sologne, le patron de casinos est à la tête de quatre autres stands de tir en France. Il assure n'avoir jamais eu affaire à une telle opposition. « Nous cherchons toujours des endroits où il y a le moins d'habitations possible », assure-t-il, conscient des nuisances sonores de l'activité. « À Servanches, ils veulent jouer le rapport de force, et moi, je ne me cache pas derrière mon petit doigt. Même si l'activité devient déficitaire à cause des manifestations du collectif, je continuerais. »

Défendre la Double

Jean-Pierre Richard, le nouvel édile servanchois est quelque peu gêné par cet héritage. « La grande majorité des gens est contre le ball-trap » reconnaît-il. « Monsieur Tranchant est puissant mais je veux rendre leur tranquillité aux habitants de ma commune. » Dans les mairies des alentours, les idées du collectif l'ont emporté. Pascal Beneytou, adjoint au nouveau maire d'Échourgnac, a incarné l'hostilité politique au ball-trap dans la campagne des municipales en 2020. « Je voulais clarifier notre position. La municipalité n'est pas toute-puissante, mais elle a quelques armes. » Le meilleur atout des autochtones de la Double, c'est leur solidarité. Le collectif a fait le tour des communes de la forêt pour raconter son engagement. Une quinzaine de mairies ont signé une motion de soutien à l'association, dont celle d'Échourgnac, où Pascal Beneytou pense déjà à l'étape d'après. « L'objectif c'est de nous fédérer pour défendre la Double contre tous les projets qui seraient contre-nature. L'idéal serait de créer une zone protégée sur le modèle des parcs nationaux », rêve-t-il. Le collectif de Servanches s'avoue fatigué mais résolu à occuper le paysage. « On ne veut plus être contre, on veut être pour la Double ! » s'illumine Thérèse Kohler. D'autres combats attendent le peuple de cette vaste forêt : des plantations de pins problématiques pour les sols ou encore des projets de parcs éoliens malvenus, du moins, selon certain-es. ■

La bergère s'en va sans terre

Richard Monteil

Grâce à ses brebis, Thérèse Kohler s'est fait pas mal d'amis. Une aura bienvenue pour fédérer le peuple d'une forêt menacée.

Quand elle sourit, on voit toutes ses dents. Et Thérèse Kohler, elle en a, des dents. Elle a aussi des brebis. Plein de brebis. Environ 800, difficile d'être plus précis. Pour nourrir un tel cheptel, il faut de l'herbe. Mais ça, Thérèse n'en a pas. Depuis plus de dix ans, ses bêtes paissent dans les jardins des habitant-es de la forêt de la Double. « Ça m'a fait connaître tout le pays », s'enchant la bergère sans terre. Pas étonnant qu'elle se soit retrouvée au cœur du Collectif des voisins et riverains de Servanches qui lutte pour la fermeture du ball-trap implanté dans la forêt par le fortuné Benjamin Tranchant, directeur du groupe historique de casinos.

Thérèse a posé ses valises ici pour y « refaire » sa vie. Après 20 ans d'élevage en Suisse, elle est arrivée « sans prétention ni moutons », déterminée à se faire accepter dans cette région où, de leurs propres aveux, celles et ceux qui y vivent se mélangent peu. Thérèse a vite trouvé du travail. Et comme Isaac Newton, sa légende commence sous un pommier.

Elle ramasse des pommes dans un verger du Petit Laurent, un lieu-dit. Dans son cœur, la nostalgie taquine l'ennui. L'élevage lui manque. Elle propose à son employeur de faire pâturer des moutons pour entretenir ses sols foisonnants. Une blague, au départ. « T'as qu'à t'en occuper, toi ! », lui répond-il, très sérieux. Ni une, ni deux, Thérèse ramène ses brebis depuis la Suisse. Les bêtes grignotent jusqu'à la dernière mauvaise herbe. Séduit, le conseil départemental fait appel à ses services pour l'entretien d'espaces verts. Sa pratique itinérante lui fait rencontrer du monde. Laurent Dantou, son voisin, témoigne : « Elle crée du lien social. » À l'ouverture du Périgord Shooting Club, Thérèse est aux premières loges : « Servanches, à l'époque, c'était le Kosovo », se souvient-elle sans mettre un mot plus haut que l'autre. La bergère s'engage tout de suite dans le conflit à travers le collectif de riverain-es dont elle est porte-parole pendant quatre ans, jusqu'à

« Servanches, c'était le Kosovo. »



Thérèse Kohler est guidée par l'idée de rendre à sa forêt adoptive tout ce qu'elle lui a donné. © R. Monteil

l'épuisement. Elle s'implique dès le départ dans le bouche à oreille et le militantisme, jusqu'à se retrouver traînée devant les tribunaux par Benjamin Tranchant, pour diffamation. Le symbole de la bergère sympathique contre l'homme d'affaires provoque une onde de choc dans les environs.

« Au début du procès, une centaine de personnes est venue en soutien », se souvient Pascal Beneytou, élu à la mairie d'Échourgnac. Les magistrats ont reconnu le caractère diffamatoire de propos tenus sur le ball-trap tout en reconnaissant leur bonne foi. Une victoire chargée d'espoir aux yeux du collectif... Fermé à la suite d'un incendie, le ball-trap menace de rouvrir au printemps 2021. La lassitude de Thérèse n'évacue pas sa détermination. Si les coups de feu reprennent, Thérèse et les autres repartiront au front. Et avec le sourire. ■

LABO DU FUTUR

PAGE
104

NAUTISME

L'innovation prend le large

À La Rochelle, des projets de navires toujours plus grands et plus écologiques.

PAGE
107

DISPARITION DES ESPÈCES

La faune à la loupe

Serpents, amphibiens, papillons.
Les chercheurs du Centre de Chizé alertent sur l'érosion de la biodiversité régionale.

PAGE
100

VITICULTURE

Ça chauffe dans le vignoble

Le Bordelais innove pour faire face aux changements climatiques.

PAGE
116

CINÉMA

Angoulême, destin animé

Écoles et studios perpétuent le savoir-faire de la ville, reconnu au-delà des frontières.

PAGE
120

TECHNOLOGIE

L'hyperloop, une utopie controversée

Voyager de Paris à Limoges en 30 minutes ?
Le train du futur fait débat.

PAGE
112

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Un inventaire à l'après vert

La Région affiche onze ambitions pour la transition écologique et énergétique et la protection de la biodiversité. Cap sur 2030.

PAGE
118

BIODIVERSITÉ

Le retour aux sources

Sur les traces des derniers esturgeons d'Europe, à l'entrée du bassin de la Garonne.

PAGE
96

AGRICULTURE

La Creuse fait chanvre à part

Et si demain la Creuse devenait un département à la pointe du bien-être ?

PAGE
99

SANTÉ

Psy à tout prix

Les Landes expérimentent le remboursement des consultations.

PAGE
110

URBANISME

Les bastides, villes du futur ?

La planification urbaine du Moyen Âge reste pertinente pour penser des villes plus durables.

PAGE
103

SCIENCES

Atomes crochus

La Nouvelle-Aquitaine devient le berceau d'un grand centre de physique quantique.

AGRICULTURE

La Creuse fait chanvre à part

Le marché du cannabis « bien-être » pourrait faire du département un eldorado de l'or vert. La course a déjà commencé, sur fond d'incertitudes.

À un détail près, la ferme de Nicolas Dupont ressemble à beaucoup d'autres. Les chiens aboient, les vaches meuglent, les canards se dandinent et le taureau s'ennuie. Mais le cannabis, lui, pousse dans le silence d'une serre de fortune. Comme près d'un-e Creusois-e sur cinq, le trentenaire vit sous le seuil de pauvreté. Il cultive son chanvre dans l'espoir de jours meilleurs. Loin d'être de la graine de *dealer*, l'enthousiaste agriculteur est prêt à se lancer sur le marché juteux du cannabis bien-être, plus connu sous le nom de cannabidiol (CBD).

Longtemps dans l'ombre d'un autre cannabinoïde, le tétrahydrocannabinol (THC), connu pour ses effets psychotropes, le CBD est une molécule d'avenir pour le secteur pharmaceutique du bien-être. Ni « nocif » ni « addictif » d'après l'Organisation mondiale de la santé, le CBD se consomme sous forme d'huile, de pommade, de gélules ou d'infusion. Il soulage l'anxiété, apaise les troubles du sommeil ou les douleurs dues à l'arthrose et aux rhumatismes, sans provoquer la « défonce » des consommateurs et consommatrices.

« Sortir du RSA »

Si l'interdiction de cultiver la fleur de cannabis est maintenue, les 400 boutiques spécialisées dans la vente de CBD déjà implantées sur le territoire national demeureraient dépendantes des importations, au grand dam des exploitant-es français-es qui voudraient se lancer. Mais la législation en vigueur depuis 2004, en passe d'évoluer après la mise en demeure adressée par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) à Paris en novembre 2020, devrait sonner le glas de la prohibition (voir encadré page suivante). L'autorisation de cultiver la fleur de cannabis dont est issue la molécule de CBD signerait l'épilogue d'un flou juridique. Lassé-es de semer des graines de patience, les agriculteur-rices creusois-es passent à l'action.

« Cette année, nous serons au moins dix pour cultiver deux hectares ! », s'enthousiasme Nicolas Dupont en parcourant sa parcelle où s'épanouiront

20 000 plants au printemps. Après avoir semé en intérieur, « le gros travail, c'est de repiquer en plein champ. » À la clé, une récolte d'une tonne de fleurs pour un revenu de 500 000 euros. Un joli pécule dans un département où un quart des ménages agricoles vit avec moins de 1 000 euros par mois.

Rendez-vous manqué

À quelques kilomètres de là, dans sa ferme bio nichée à 900 mètres d'altitude au cœur du plateau de Millevaches, à Gentioux-Pigerolles, Jouany Chatoux est convaincu de l'ouverture imminente du marché du cannabidiol. Dans la salle où il reçoit, sa photo à peine froissée sur un vieil article de *Libération* punaisé au mur, témoigne de son aura de pionnier et promoteur vedette du cannabis creusois. Les vaches et les cochons, pour lui, c'est terminé : « Je réalisais un chiffre d'affaires de 800 000 euros. Demain, juste avec le CBD, j'atteindrai les quatre millions ». Un moyen pour l'agriculteur de « sortir » du revenu de solidarité active et l'espoir de recruter une dizaine de personnes supplémentaires sur son exploitation. S'il n'a rien écoulé de sa production ces deux dernières années pour faire des stocks et ne pas se mettre en porte-à-faux au regard de la loi française, la décision de la CJUE l'a conforté et Jouanny Chatoux assume désormais de vendre ses propres produits à base de CBD.

Mais l'agriculteur est amer, l'esprit troublé par le souvenir lancinant de l'expérimentation du cannabis thérapeutique, enfin lancée le 26 mars 2021 en France avec un an de retard. Elle doit évaluer la capacité d'un autre cannabinoïde, le THC, à apaiser les souffrances de 3 000 malades victimes de pathologies lourdes (sclérose en plaques, cancer, sida...). Les modalités de l'expérimentation ont exclu de fait la production française pour satisfaire l'approvisionnement, laissant les paysan-nés creusois-es sur la touche.

En 2017, Éric Correia, président de la Communauté d'agglomération du Grand Guéret, suggérait la Creuse comme territoire d'expérimentation pour la production, la transformation et le conditionnement de cannabis à usage thérapeutique. « Sur le plan médical, c'est nécessaire pour certains patients en

Thomas Gropallo et
Richard Monteil

souffrance. Et du point de vue économique, nous devons créer de l'emploi localement », se souvient l'élu, infirmier anesthésiste de formation.

Tous les amendements dérogatoires proposant d'implanter une filière de production en Creuse dans le cadre de l'expérimentation ont été rejetés et les géants canadiens du secteur (Tilray, Aurora) préférés pour fournir le cannabis. À noter que les deux multinationales mettront gratuitement à disposition le cannabis destiné aux patient-es de l'expérimentation. Un positionnement stratégique dans l'éventualité de l'ouverture d'autres marchés, comme par exemple celui du récréatif.

Pour le moment, les perspectives du secteur thérapeutique demeurent limitées et ne concernent que de petits volumes de production : « La vraie opportunité économique, c'est le marché du cannabis bien-être ! », rappelle Jean-Baptiste Moreau, député de la Creuse (LREM). Et dans l'attente de la nouvelle réglementation sur le CBD, la question du taux de THC contenu dans le produit fini cristallise les débats. En toile de fond, la même crainte : une mise au ban des petites exploitations.

Admettre un taux de THC compris entre 0,2 % et 0,6 % dans le produit fini offrirait une marge de manœuvre aux agriculteur-trices selon Jean-Bap-



Le député Jean-Baptiste Moreau voit dans le cannabis un moyen de diversifier l'économie de la Creuse, département dépendant de sa production bovine. © R. Monteil

tiste Moreau. Il craint qu'un taux trop réduit bénéficie surtout aux grands groupes industriels. Nicolas Dupont en a fait la triste expérience l'année dernière : cinq kilos de sa production transformée à la ferme et trop chargée en THC ont dû partir à la poubelle. Un manque à gagner de 10 000 euros. Légiférer sans décourager, tel est l'enjeu pour garantir la survie des agriculteurs et des agricultrices qui placent leur bonne volonté au service du bien-être. ■

Le point sur la législation du cannabis

Depuis 1990, un décret organise la culture du chanvre en France. Modifié en 2004, le texte permet de cultiver, d'importer et d'exporter des variétés limitées de cannabis sativa L, contenant des taux de THC, la molécule psychotrope, inférieurs à 0,2 %. Les dispositions excluent d'office l'exploitation de la fleur de cannabis sur laquelle repose pourtant le marché du CBD. Le texte permet seulement la culture de la fibre et des graines.

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a estimé en novembre 2020 dans son arrêt Kanavape qu'un État membre ne pouvait interdire la commercialisation du cannabidiol (CBD) légalement produit dans un autre État membre, y compris lorsqu'il est extrait de la fleur et « non de ses seules fibres et graines », enjoignant Paris d'assouplir sa législation. La Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca) planche sur la rédaction d'un nouveau texte. Il devrait mettre en conformité le droit français en permettant aux producteurs de cultiver la fleur de cannabis. Le débat persiste autour du taux de THC maximum qui sera autorisé dans le produit fini et qui devrait être compris entre 0,2 % et 0,6 %, d'après le député de la Creuse, Jean-Baptiste Moreau.

Le marché du cannabis bien-être repose principalement sur l'exploitation du CBD, légalement vendu en France dans plus de 400 boutiques sous forme d'huile, d'infusion, de pommade ou encore de liquide pour cigarette électronique. Le cannabis thérapeutique est en phase d'expérimentation depuis mars 2021 et pour une période de deux ans.

SANTÉ

Sevan Hosebian-Vartanian

Psy à tout prix

En remboursant les thérapies, les Landes proposent à la France un modèle à suivre.



La Cour des comptes préconise la généralisation de ce dispositif à l'ensemble du territoire français. © J. Malfroy

Dans le cabinet de la psychologue Myriam Causse-Olivier à Dax, les patient-es ne se bousculent pas au portillon. La crise sanitaire et le remboursement des psychothérapies par la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) n'a pas provoqué une hausse de fréquentation. Se rendre chez un-e spécialiste de la santé mentale n'est pas toujours simple. Outre la peur de la stigmatisation, l'argent constitue un frein important. La psychanalyste de Dax en a conscience. « Beaucoup de personnes se rendent compte qu'elles n'ont pas de revenus suffisants pour poursuivre la thérapie sur du long terme. » Depuis le lancement du dispositif de remboursement en 2019, sa patientèle a changé. Des précaires se lancent dans une thérapie, sans avance de frais. « Ce programme incite beaucoup

de personnes à sauter le pas. » Le but principal de la CPAM est de donner un appui aux médecins généralistes qui n'ont souvent pas le temps pour l'écoute. Ils peuvent alors prescrire des séances de psychothérapie, une alternative aux médicaments psychotropes. Ces derniers constituaient, jusqu'en 2019, le seul traitement remboursé en France. Parfois nécessaires, ils peuvent entraîner accoutumance, dépendance et effets secondaires.

Plusieurs critères doivent être remplis pour avoir droit à ce dispositif. Les personnes sous psychotropes dans les 24 derniers mois en sont exclues. Par ailleurs, les patient-es qui entrent dans le programme doivent être atteint-es de troubles de la santé mentale d'intensité légère à modérée. Autre critère : avoir entre 18 et 60 ans. La CPAM souhaite savoir si, d'ici décembre 2022, la consommation de psychotropes et le nombre d'arrêts maladie pour dépression ou anxiété faibles à modérées auront diminué. Deux indicateurs pour évaluer l'intérêt de la mesure.

Myriam Causse-Olivier exprime une critique : « Il faudrait assouplir les conditions d'accès et ne pas limiter à 20 séances... Souvent, les personnes arrêtent la thérapie car elles ne peuvent plus payer, mais elles en ont encore besoin. » Du point de vue de la CPAM, au-delà des 20 séances prises en charge, une personne sort du programme. Si elle a besoin de davantage de temps, c'est peut-être que ses troubles sont plus sérieux et qu'ils nécessitent une prise en charge médicamenteuse. ■

VITICULTURE

Ça chauffe dans le vignoble

Face au dérèglement climatique, le bordelais diversifie ses cépages. Les experts misent sur la recherche et l'enseignement pour conserver un label d'excellence.

Victoria Berthet
et Thérèse Thibon

Les vignes du plateau de Pomerol, dans le Libournais, sont encore nues en cette matinée du mois de mars. Les étudiant-es, en visite au château Clinet, sont bien emmitoufflé-es. Issu-es du Master vigne et vin, les dix jeunes adultes de Bordeaux Sciences Agro viennent d'arriver en terre bordelaise afin de poursuivre leurs études en alternance avec Montpellier. Des passionné-es venues de tous les horizons. Manuel, franco-argentin de 28 ans, complète sa formation d'ingénieur agronome. « Je suis ravi d'être à Bordeaux. Ici, on côtoie les pontes de la recherche viticole. » Notamment celles et ceux qui sont spécialisé-es dans les effets du réchauffement climatique sur les vignes, même si Bordeaux est moins touchée par la hausse des températures que d'autres régions.

Une floraison de cépages

Historiquement, on y trouve une grande diversité de cépages. « Ce n'est pas le cas partout en France. C'est une grande chance pour acclimater le terroir aux nouvelles températures », explique Cornelis Van Leeuwen, professeur de viticulture. Ainsi, à Pomerol, le cabernet sauvignon a été choisi prioritairement pour être associé au merlot. « Les cépages précoces et qui ne résistent pas à la sécheresse sont ceux qui souffrent le plus de l'augmentation des températures. Le sauvignon blanc et le merlot sont les plus menacés dans le bordelais », poursuit le chercheur à l'Institut des sciences de la vigne et du vin (ISVV). En novembre 2020, l'Institut national de l'origine et de la qualité (Inao) a accepté l'utilisation de six nouveaux cépages dans le vignoble. Parmi eux, le *touriga nacional* cultivé originellement au Portugal. La nouvelle route migratoire du vin fait cap au Nord. À l'image de la Bretagne ou de l'Angleterre qui deviennent des terrains propices à la viticulture.

Cependant, Bordeaux n'échappe pas aux gels de printemps : une saison clef pour le développement des bourgeons et des jeunes feuilles. C'est pourquoi les vigneron-nes adoptent des techniques de brassage de l'air avec des éoliennes disposées le long des lignes symétriques ou des bougies sous forme



Les étudiant-es spécialisé-es dans la viticulture et l'œnologie souhaitent répondre aux exigences environnementales dans leur future profession. © T. Thibon

de blocs de paraffine. En plus de se protéger du froid, les viticulteurs et viticultrices cherchent les moyens de sortir du tout pesticide. Un défi quand on sait que la hausse de l'hygrométrie, le taux d'humidité de l'air, fait exploser certaines maladies comme le mildiou. La réponse est vite trouvée. Premier département viticole de France, la Gironde est taxée d'être un « mauvais élève du bio », dans un article du magazine *Forbes* publié le 9 janvier 2020. À cette date, seuls 6,7 % du vignoble bordelais sont qualifiés bio, contre 8,9 % dans le Languedoc-Roussillon ou 13,8 % en Alsace.

Cornelis Van Leeuwen relativise l'utilisation des produits chimiques. « Aujourd'hui, la vigne ne consomme pas plus de pesticides que d'autres cultures, comme par exemple les champs de tomates. Mais leur utilisation est plus rentable. »

Des goûts modifiés

Mais la recette n'est pas finie. Au froid et aux maladies, ajoutez également le stress hydrique. La pénurie d'eau qui accompagne le réchauffement climatique « modifie le goût du vin », rappelle Cornelis Van Leeuwen. Depuis des années, la teneur

12%
du territoire
de la Gironde
est occupé
par le vignoble
bordelais.

8 650
viticulteurs
en Gironde.

« L'enjeu est de concilier la préservation des vins de Bordeaux, avec les nouvelles attentes des consommateurs. »

en alcool et en sucre des vins monte en flèche avec l'augmentation des températures. Pour en comprendre l'impact sur le marché, l'économiste Éric Giraud-Héraud a mené une enquête sur 250 consommateurs. « Les nouvelles générations de consommateurs de vins de Bordeaux ne cherchent plus des vins forts en alcool, puissants et corsés. Ils veulent désormais de la simplicité et de la légèreté. Il y a une inadéquation de l'offre et de la demande. » Les innovations pour déjouer les effets du réchauffement climatique sur le goût du vin sont nécessaires. « L'enjeu pour la recherche est de concilier la préservation de la spécificité des Bordeaux avec les nouvelles attentes des consommateurs. »



Certains porte-greffes sont particulièrement résistants à la sécheresse. Ce sont des outils d'adaptation essentiels face à l'augmentation de la température. © T. Thibon

Et pour guider au mieux le monde de la viticulture, les recherches foisonnent. Cornelis Van Leeuwen a mené avec cinq autres chercheurs une expérimentation à Saint-Émilion, Pomerol et leurs vignobles satellites. Le projet européen, baptisé Life Adviclim, a permis de mesurer l'évolution de la température à des niveaux très détaillés sur des parcelles bien identifiées. Le résultat de ces recherches offre la possibilité aux vigneron-nes de mieux comprendre comment leur terroir réagit aux amplitudes thermiques. Et donc d'adapter leur façon de cultiver. Capuches et bonnets sur la tête, les étudiant-es quittent Saint-Émilion confiant-es pour l'avenir. « La problématique du climat est présente dans tous les pays, souligne Andréas, étudiant espagnol de 31 ans. Une fois qu'on a appris les différentes pistes pour travailler avec ces questions, on peut les adapter partout. » Si le goût du vin évolue de façon inexorable, l'énergie déployée pour que Bordeaux demeure une référence mondiale, reste, elle, intacte. ■

SCIENTIFICES

Atomes crochus

Le Naquidis Center, entièrement dédié à la physique quantique, projette la région sur la scène internationale.



Philippe Bouyer a initié le projet quantique. © DR

Parler de l'infiniment petit dans un projet immensément grand. Voilà comment résumer au mieux la vocation du Naquidis Center, le nouveau pôle néo-aquitain de physique quantique. Lancé officiellement le 4 mars 2021, ce centre compte bien devenir un équipement indispensable en matière d'innovation et un carrefour mondial des savoirs quantiques, la physique appliquée à la petite échelle de l'atome. L'idée ? Réunir les chercheur-es de l'Université de Bordeaux, l'Université de Limoges, de l'Alpha-RLH (un pôle de compétitivité photonique et hyperfréquences en Nouvelle-Aquitaine), de l'Institut d'optique Graduate school d'Aquitaine et du CNRS, pour déployer leur force de frappe et leur donner une plus grande visibilité sur la scène internationale. À l'initiative du projet, Philippe Bouyer, physicien, directeur de recherche au CNRS et directeur délégué de l'Institut d'optique Graduate School en Aquitaine, convaincu que le Naquidis Center sera source d'emplois dans la région.

En quoi la physique quantique nous est-elle nécessaire au quotidien ?
Vous ne pourriez pas utiliser votre téléphone sans elle. Grâce au Naquidis Center, on pourrait fabriquer des ordinateurs plus puissants, créer des réseaux de communication ultra sécurisés, améliorer le positionnement des voitures autonomes, concevoir des systèmes d'imagerie médicale beaucoup plus précis, surveiller le remplissage des nappes phréatiques ou encore prédire des éruptions volcaniques.

Comment ce projet de centre néo-aquitain est-il né ?

Il y a eu en 2011 l'arrivée de l'Institut d'optique à Talence et la multiplication de laboratoires mathématiques et scientifiques. Il nous a paru évident, il y a trois ou quatre ans, que tous ces acteurs avaient intérêt à discuter ensemble et à se fédérer pour amplifier la dynamique naissante autour du quantique. Notre but, c'est de faciliter la recherche avec la perspective d'élaborer des projets et favoriser l'émergence de *start-ups*.

Il existait donc déjà, dans la région, un terrain propice ?

La technologie quantique fait partie des préoccupations nationales, dans notre pays comme ailleurs. À l'échelle de la Région, nous nous sommes demandés quel rôle nous pouvions jouer. Historiquement, la Nouvelle-Aquitaine est très dynamique dans l'innovation, en particulier autour de la photonique, une technologie basée sur la lumière qui permet la création de lasers, réseaux de communication par fibre optique, éclairages. Elle compte déjà l'un des deux lasers les plus puissants au monde : le Mégajoule au Barp, près de Bordeaux.

La Région vous soutient financièrement dans ce projet. Dix millions d'euros vont être investis d'ici à 2023.

La Nouvelle-Aquitaine a depuis très longtemps saisi que le développement économique passe par l'innovation technologique. Pour le territoire, c'est une opportunité. Nous espérons que grâce à ce centre, d'autres acteurs du quantique, des chercheurs en Occitanie, au Canada ou au Pays-Bas, par exemple, viendront collaborer avec nous. ■

Amandine Hustache



Philippe Pallu de la Barrière a encouragé la numérisation des chantiers nautiques. © DR

NAUTISME

L'innovation prend le large

Alexis Czaja
et Alexis Souhard

Depuis trente ans, Philippe Pallu imagine des alternatives au moteur diesel. À La Rochelle, l'ingénieur est une figure de proue de la recherche sur le solaire et l'hydrogène.

Il y a un petit côté loup de mer chez Philippe Pallu. Autant dans son caractère que dans son parcours. Pourtant, sur son temps libre, l'ingénieur en construction nautique de 71 ans délaisse la voile, qui représente le gros de ses journées au Centre de recherche pour l'architecture et l'industrie nautique (Crain), basé à La Rochelle. Il s'en va plutôt faire un tour de planeur, comme pour ouvrir ses chakras. Qui s'étonnera que le vent l'inspire ?

Philippe Pallu de la Barrière, de son nom complet, est du genre sans concession, une figure discrète, difficile à approcher. L'ancien régatier est une forte tête, un mordru de travail. Un homme d'idées, docteur en mathématiques, comme on en voyait peu dans la construction nautique des années 1980. À l'époque, les matheux n'étaient pas conviés sur les chantiers.

Pallu rassemble alors autour de lui une bande de voileux avant-gardistes, bien décidés à « numériser » les métiers nautiques, insuffler de la *tech* dans la conception des coques de voiliers ou des mâts. Ses logiciels seront mis à l'essai, la décennie suivante, sur les multicoques dernière génération lancés à l'assaut de la Coupe de l'America, une compétition nautique internationale. Entrepreneur, le Rochelais plaide pour la « culture du renouvelable » qu'il place au centre de ses projets.

Comment se porte la filière naissante des bateaux hybrides ou à énergies renouvelables, après un an de crise du Covid ?

Les projets ne manquent pas, même si le contexte sanitaire a forcément ralenti la filière. En France, le sujet a gagné en importance ces dernières années. Au début, les investisseurs étaient attirés par les commandes publiques, alors qu'aujourd'hui, beaucoup d'entreprises privées ou de professionnels du secteur se lancent dans des projets de bateaux de promenade à solution électrique.

Vous avez tenu un rôle pionnier dans le développement de ces navires.

J'ai eu l'occasion de créer un premier bateau électro-solaire avec ma société Alternatives Énergies, dès 1998. Je ne suis pas un « Khmer vert » car, à l'époque, j'ai juste réalisé qu'il y avait des avantages évidents d'un point de vue écologique. On réfléchissait à une réponse pour lutter contre la pollution locale, dans des ports où des moteurs thermiques au diesel tournent en permanence. Cette réflexion s'est ensuite mondialisée à l'heure de la prise de conscience du réchauffement climatique. On a trouvé intéressant de réduire au minimum la consommation des bateaux de construction, en travaillant l'hydrodynamique des coques, avant d'installer des moteurs électriques. Après cette expérience concluante, mon entreprise a été entièrement dédiée à cela. Depuis, on a conçu près de 25 bateaux destinés à des professionnels.

Comment le milieu marin a-t-il accueilli vos premiers essais ?

Avant, on subissait les ricanements du milieu, des phrases du genre : « Où est la rallonge ? », « Tu peux pas aller plus lentement ? » Tout ce qui est de l'ordre de la transition énergétique implique forcément une diminution de la consommation. Et le premier facteur, c'est la vitesse. Après le premier navire électro-solaire, on n'a plus rien construit avant la fin des années 2000 car ce n'était pas un sujet dans ce secteur. Tout a changé en 2006 lorsqu'on a commencé à avoir des projets pour des navires pouvant transpor-



La société Alternatives Énergies a mis en place un premier navire solaire en Inde en 2017.
© Samarjitbharat

ter 30 à 250 passagers. Il a fallu vaincre les réticences. On nous disait que les bus fluviaux électriques sur le canal Saint-Denis, à Paris, ne fonctionneraient pas car les gens étaient trop pressés. Vous avez vu depuis ? Ils sont remplis à ras bord.

Vos navettes fluviales électriques se sont imposées dans plusieurs grandes villes françaises (La Rochelle, Marseille). Quelle est la prochaine étape ?

Au Crain, on travaille sur la propulsion par le vent des bateaux de commerce, dans un objectif de réduction des gaz polluants. On développe actuellement des propulseurs à vent : une aile de 30 mètres de haut destinée à des pétroliers ou des méthaniers. On s'est associé à un industriel pour la partie production et on espère des débouchés d'ici un an et demi. C'est la preuve que l'on va dans le bon sens. Avec l'effondrement de l'industrie offshore, les majors du pétrole investissent dans ces domaines et discutent avec nous. Il y a dix ans, ils ne décrochaient même pas le téléphone quand on les appelait.

Où en est le système de batterie à hydrogène expérimenté en 2017 sur un bateau-bus à la Rochelle ? L'essai a été fructueux. On a fait tourner le bateau

avec des passagers pendant un an. Il s'agit désormais de trouver une solution d'hydrogène vert. Pour l'instant, on ne peut que s'approvisionner en hydrogène issu de la fracturation hydraulique et transporté en camion. Restons au diesel dans ce cas ! L'enjeu est de savoir comment le produire et ensuite l'acheminer. Cette énergie a de l'avenir car elle est plus légère, moins encombrante. On est encore loin de pouvoir la développer sur des liaisons plus longues et rapides.

Depuis près de 40 ans, à travers le Crain, de nombreux acteurs rochelais gravitent autour de votre entreprise. Que vous apporte ce réseau local ?

Les vélos libre-service, c'est La Rochelle, en 1972. Les voitures électriques libre-service, idem, en 1988. Les premières voies piétonnes lors de la journée sans voitures, pareil... Cette dynamique se poursuit depuis 40 ans. C'est dans l'ADN de cette ville. Mais ce qui fait la réussite ici, c'est le nautisme. Certes, Nantes ou Saint-Nazaire excellent dans la construction navale, mais La Rochelle sait se démarquer. Il y a encore de la matière grise. C'est un vaste tissu d'entrepreneurs ambitieux, à l'image de l'hydrogénérateur de Watt and Sea (*ndlr* : la société de Yannick Bestaven, vainqueur de la dernière édition du Vendée Globe) dont on a développé le prototype. Le Crain a forcément été un carrefour de conseils, de techniques, pour la nouvelle génération.

Et à l'échelle de la région ?

En Nouvelle-Aquitaine, l'Atlantic cluster, une organisation créée en 2017 pour réunir les acteurs de la filière navale, facilite les échanges et permet d'attirer les clients. Dans la région, MaxSea International, implanté à Bidart, est un leader mondial des logiciels de navigation. Bordeaux et Arcachon voient pousser quelques *start-ups*. Au Crain, on se réjouit de voir nos prototypes lancés sur le marché. Les entrepreneurs n'hésitent plus, ça essaime. ■

DISPARITION DES ESPÈCES

La faune à la loupe

À Chizé dans les Deux-Sèvres, des scientifiques à la réputation internationale documentent l'érosion de la biodiversité et s'engagent pour sensibiliser la population.



Dany Tougeron

Le temps des essais militaires est révolu. Les traces d'un baraquement de l'armée américaine ont disparu. Les arbres de la forêt domaniale de Chizé, qui servaient de bouclier végétal aux soldats, veillent désormais sur la faune sauvage et sur le personnel du Centre d'étude biologique (CEBC). À proximité du site, des petites camionnettes au logo du Centre sont stationnées sur le bas-côté. Autour, tous s'activent, le dos courbé, pour récolter des échantillons, gilet orange sur les épaules pour rester visibles. Ici, on pratique l'écologie de terrain. Avec la ferme intention d'identifier l'impact humain sur la faune sauvage.

« Il y a une érosion globale de la biodiversité », alerte d'emblée Frédéric Angelier, responsable scientifique du laboratoire d'analyses biologiques. « Des populations de serpents et d'amphibiens sont en voie de disparition. Ces bouleversements ont une place centrale dans nos études. »

Trois équipes se déploient sur différents écosystèmes. Tout y passe. Des surfaces agricoles, forestières et viticoles aux espaces aquatiques sur la côte rochelaise, où les chercheurs et chercheuses étudient les populations de cétacés et de dauphins. Les observations sont alarmantes. « Il y a des espèces en déclin. On voit l'effet du glyphosate sur les amphibiens et les têtards. En revanche, d'autres individus parviennent à s'adapter. Les passereaux et moineaux en ville par exemple », ajoute Charline Parenteau, directrice adjointe du Centre.

La région comme terrain de jeu

Ce laboratoire est à l'image de la faune : foisonnant. Dans la « réserve biologique intégrale » de la Sylve d'Argenson, interdite au public, comme dans les couloirs du centre CNRS et de l'Université de La Rochelle, chercheurs, chercheuses, ingénieur-es et technicien-nes s'activent comme des fourmis.

Dans ce terreau fertile de la recherche, il n'est pas rare de croiser des équipes de l'Inra (Institut national de la recherche agronomique), arpentant bottes aux pieds, près des 2 600 ha de bois préservés. Une superficie équivalente au lac d'An-

necy, idéale pour étudier le comportement des animaux. « On peut ramener des espèces, les observer, prélever un petit bout de peau, faire une prise de sang. C'est par ce biais que l'on constate la baisse de population chez les reptiles », explique Charline Parenteau.

Une aura internationale

« On a la chance de pouvoir s'appuyer sur ces études du CNRS qui nous montrent les sorties de secours », indiquait Alain Rousset dans *Ouest-France*, en mars 2019. Si la réputation de Chizé s'est forgée au chevet de l'Antarctique grâce à des études de terrain, le CNRS a décidé de prendre au mot le président de la Région. Plus que jamais, le regard se tourne vers le local. La recherche appliquée devient le chaînon essentiel pour nombre de scientifiques. De l'étude des perdrix dans les plaines céréalières à l'analyse de la viticulture cognaçaise, touchée par les perturbateurs endocriniens. « Il faut faire remonter l'information, alerter sur les changements de population et les espèces en voie de disparition. Avertir la Région et les acteurs locaux des conséquences », poursuit Charline Parenteau dont les collègues scrutent les domaines agricoles, la qualité d'habitat ou encore l'impact des pesticides.

Il est facile de se perdre entre les bâtiments blancs, presque austères qui forment le Centre d'étude biologique. À l'entrée, un plan oriente les jeunes en visite, guidé-es vers les dortoirs. Ici, les pensionnaires défilent. La réputation de Chizé dépasse les frontières. « On a acquis une certaine renommée. On reçoit 100 à 150 étudiants par an, c'est énorme », s'enthousiasme Frédéric Angelier. « Des apprentis qui viennent du Canada, des États-Unis, attirés par l'excellence scientifique de ce laboratoire CNRS. Les jeunes chercheurs sont sensibles au suivi des espèces sur le long terme. » Pratique à Chizé, le dosage des hormones constitue un domaine de pointe qui permet d'étudier certains dysfonctionnements animaliers. Un savoir-faire complexe, apprécié jusqu'aux équipes australiennes et américaines, qui envoient régulièrement des échantillons à analyser au fin fond de la campagne néo-aquitaine.



Charline Parenteau, directrice du service commun d'analyses biologiques au CEBC. © D. Tougeron



Frédéric Angelier, responsable scientifique du laboratoire d'analyses biologiques. © D. Tougeron

À charge maintenant de faire connaître le Centre de Chizé auprès du grand public. Le rendre visible dans le paysage deux-sévrien. L'enjeu prôné par les scientifiques est de taille. Des programmes pédagogiques sont lancés dans les petites communes, à l'appel des associations. Au cours de l'année, des étudiant-es animent des ateliers et des conférences dans les écoles pour sensibiliser les plus jeunes. « On insiste pour que les enfants du coin n'apprennent pas seulement le nom des animaux sauvages. Qu'ils aient envie de s'intéresser à ce qu'il se passe autour d'eux, dans la terre, les airs », appuie avec conviction Charline Parenteau. Dans le Val-de-Sèvre, les scientifiques collaborent avec des

citoyen-nes pour mieux cerner les pratiques agricoles. Récemment, l'annonce d'un concours photo ouvert au public est venue braquer l'objectif sur Chizé et forcément sur la faune sauvage de la région. Cécile Ribout, ingénieure d'étude au CNRS espère « créer des vocations et susciter *a minima* une prise de conscience. »

Les traces de l'armée américaine semblent loin, mais les biologistes sont toujours sur le pied de guerre. Les scientifiques défilent depuis plus de 50 ans, éprouvettes en main. Contrairement à certaines espèces étudiées, le Centre d'étude biologique de Chizé est loin d'être en voie d'extinction. ■



La population de moineaux est en chute libre en Nouvelle-Aquitaine. © C. Clément-Chastel

Dans nos campagnes, les oiseaux disparaissent

En 2018, le Centre d'étude biologique confirme à l'échelle locale la disparition d'un tiers des volatiles en 15 ans. Les moineaux friquets, par exemple, ont vu leur effectif baisser de 60 % en une décennie. En cause, la fin des jachères et l'apparition de pratiques agricoles de plus en plus intensives. Très médiatisée, la découverte a fait le tour des médias internationaux, du *Monde* au *Guardian*. Une analyse rendue en partie possible par le suivi régulier des individus dans les plaines céréalières des Deux-Sèvres depuis 1995.



Dans les Deux-Sèvres, certains têtards de crapauds épineux sont victimes de malformations. © M. Berroneau

Les têtards affectés par les résidus de glyphosate

Une équipe du Centre de Chizé a découvert les effets dévastateurs des résidus de glyphosate sur le développement embryonnaire des crapauds épineux. Les conditions environnementales ont été reproduites en laboratoire. François Brischoux et Marion Cheron, alors membres de la section d'écophysiologie évolutive, ont scruté le développement de 1 800 œufs d'amphibiens jusqu'à leur éclosion. Le résultat pointe un retard de développement, des malformations et une mortalité accrue chez les têtards.



URBANISME

Les bastides, villes du futur ?

Hérités du Moyen Âge, les plans de ces cités pourraient inspirer les communes de demain.

Victor Goury-Laffont

Les premières bastides ont été construites plusieurs siècles avant que la question environnementale ne devienne centrale dans les débats sur l'aménagement des villes. Pourtant, sans le savoir, ces bâtisseurs ont été de grands avant-gardistes. Grandes surfaces commerciales, zones agricoles ou industrielles bordent désormais ces communes. Mais une vue aérienne ou une promenade au cœur des bastides permet d'identifier les caractéristiques les plus durables, avec des plans qui se répètent d'un village à l'autre du Lot-et-Garonne, de Dordogne ou de Gironde. Pour Paul Vo Van, architecte agenais et ancien dirigeant du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de

l'environnement du Lot-et-Garonne, l'heure est venue de s'en emparer à nouveau.

Quels facteurs ont-ils entraîné le déclin du modèle de la bastide ?

Les collectivités éprouvent une difficulté à penser leur évolution autrement qu'avec des lotissements. Depuis leur généralisation, l'idée d'avoir ne serait-ce qu'une habitation mitoyenne effraie. C'est devenu une véritable difficulté d'ordre culturelle. On a préféré étendre, sans fin, au détriment d'une réelle politique urbaine. Plus personne ne s'aventure dans des modèles comme celui de la bastide, pourtant profondément moderne et qui a même influencé les villes nouvelles en Amérique !

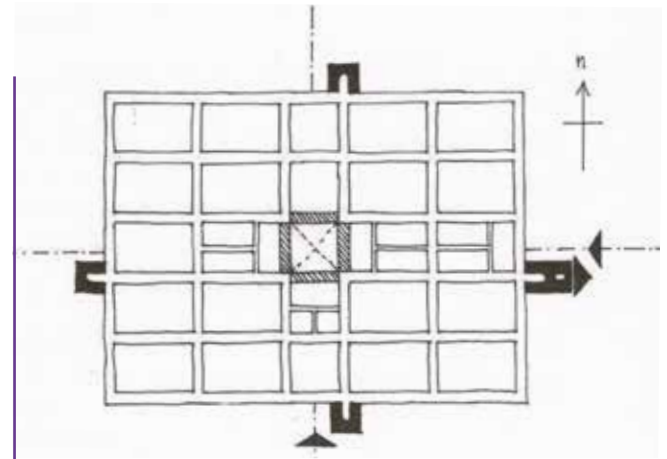
À l'époque, chacun pouvait s'y installer gratuitement. On s'y voyait offrir une parcelle pour construire sa maison, un bout de jardin dans le premier périmètre, et des terres à cultiver plus à l'extérieur. Le fait d'avoir une maison dans le bourg était propice à une forme de protection, d'organisation sociale, de développement de commerces, d'identification à un noyau urbain tout en restant à proximité des moyens de subsistance.

Pourquoi ce regain d'intérêt à présent ?

L'étalement urbain symbolisé par le lotissement a fait perdre le sens de la rue. Dans une zone pavillonnaire, installer un commerce paraît entièrement incongru. On se retrouve avec des axes qui ne servent plus qu'à desservir des logements. C'est un gaspillage formidable et ça entraîne des coûts phénoménaux pour développer des réseaux qui permettent de relier des lieux de plus en plus éloignés des centres. On perd le sens de la ville et il y a une demande qui voit le jour, avec l'éclatement de la cellule familiale et le vieillissement de la population, pour des maisons plus proches les unes des autres. Cette demande n'est pas satisfaite car, par facilité, les collectivités ne se mettent pas dans une position d'acteur exigeant du développement et préfèrent travailler avec des opérateurs adeptes de l'étalement urbain.

Quels sont les principaux bénéfices offerts par les bastides ?

En se promenant à Nérac (Lot-et-Garonne), on observe à partir du parc de la Garenne, en périphérie de la commune, une série de jardins qui ne sont pas accessibles directement depuis les habitations mais offrent à chacun un espace vert malgré tout. C'est une structure qui était présente dans de nombreux villages, mais ces lieux ont progressivement été vendus et colonisés par du parking, de l'habitation... Il faut se donner les moyens de réorganiser les villes avec une politique volontariste, ce n'est pas le marché qui pourra le faire. Réinvestir les bourgs qui aujourd'hui pourrissent et freiner l'étalement urbain.



Droites cités

On en retrouve quelques centaines, au total, concentrées majoritairement dans le Sud-Ouest de la France. Leur nom : les bastides, villes nouvelles du Moyen-Âge, construites de toutes pièces aux XIII^e et XIV^e siècles sur ordre des rois de France, d'Angleterre ou encore du comte de Toulouse.

En ces temps-là, les constructions sont motivées par des raisonnements économiques et une volonté de seigneurs locaux d'asseoir leur pouvoir. De Damazan à Monflanquin en passant par Miramont-de-Guyenne, toutes possèdent, encore aujourd'hui, un centre ordonné tracé à la règle avec des rues rectilignes.

Impossible de s'y perdre : en plein milieu, une petite place accueille les lieux d'animation de la vie communale et bien souvent une mairie. L'église, contrairement à ce qui prévaut dans bien d'autres villages français, est placée dans un coin. Pour les promenades, les bastides les mieux préservées bénéficient d'une grande ceinture verte qui longe leur territoire.



À Nérac, des jardins communaux longent le centre du bourg. © M. Mabila

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Un inventaire à l'après vert

Jordan Dutruieux
et Alexis Souhard

Avec Néo Terra, la Région affiche ses ambitions pour les dix prochaines années avec une feuille de route inédite pour répondre à l'urgence climatique. Un éventail de mesures concrètes et des questions en suspens.

Ecobiose, AcclimaTerra : ces deux noms sonnent étrangement à l'oreille néo-aquitaine. Derrière eux se cachent des comités scientifiques. Chacun a rendu un rapport présentant des conclusions sur la biodiversité, le changement climatique en Nouvelle-Aquitaine et l'urgence d'agir. Les travaux de ces 450 scientifiques ont impulsé l'élaboration de la feuille de route Néo Terra par la Région : onze ambitions déclinées en une pléiade d'objectifs chiffrés à l'horizon 2030 (voir infographie).

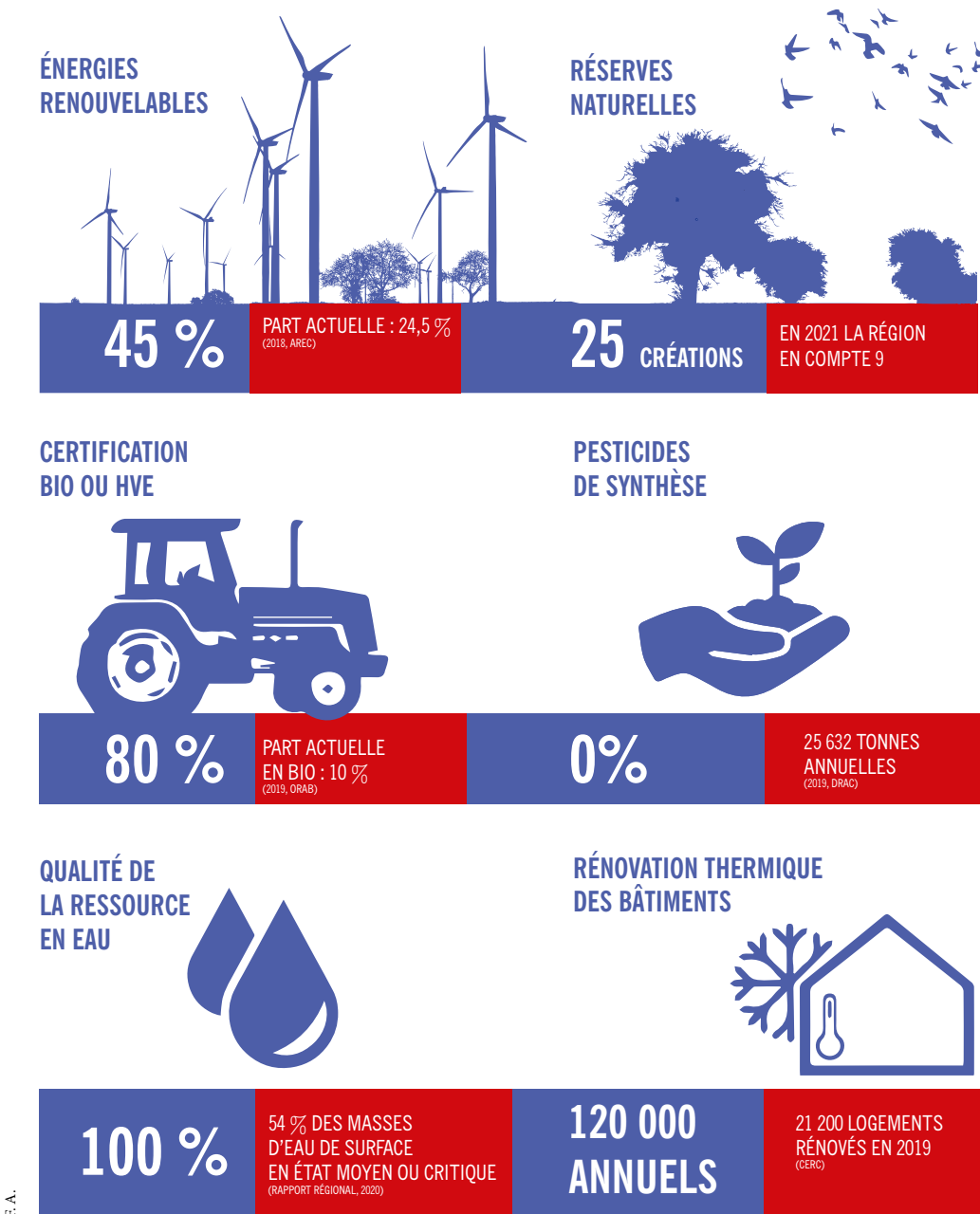
Le 9 juillet 2019, ce programme, porté par Alain Rousset, président de la Région, est adopté par une large majorité des conseillers et conseillères régionaux malgré les réserves émises par des élu-es de l'opposition. Président du groupe Les Républicains-Chasse pêche nature et traditions (LR-CPNT), Guillaume Guérin regrette alors que le document ne soit pas le

fruit « d'une véritable co-construction avec les acteurs de l'écologie du quotidien, les agriculteurs, les fédérations de pêche... ». Du côté de la société civile, l'ambition de Néo Terra est saluée par le Conseil économique social environnemental régional (Ceser), ainsi que par France nature environnement (FNE) Nouvelle-Aquitaine. « Certaines de nos actions pré-existaient avant Néo Terra mais aujourd'hui on peut s'appuyer là-dessus », se réjouit Isabelle Loulmet, présidente de l'association.

Plusieurs projets soutenus

Depuis lors, difficile de faire un premier bilan. Le 15 mai 2020, la Région a toutefois fait un point d'étape. En six mois, un quart des subventions votées par la Région avaient été estampillées Néo Terra. Pour obtenir ce label, un projet doit remplir au moins

DES OBJECTIFS AMBITIEUX



F. A.

La feuille de route Néo Terra, portée par la Région, vise à répondre au changement climatique et à la nécessaire protection de la biodiversité. Des objectifs, pour la plupart, loin d'être atteints.



La création d'un parc naturel régional (PNR) est à l'étude dans la zone des îles de Charente. D'ici 2030, l'objectif de la Région est de créer 25 nouveaux PNR.
© P. Devanne

une des onze ambitions de la feuille de route. Parmi les actions soutenues, le premier *drive* sans emballage jetable ou des initiatives de niche, à l'image de Soörüz. L'entreprise rochelaise confectionne des combinaisons de plongée à base de poudre d'huîtres. Yann Dalibot, son fondateur, a reçu un coup de pouce de la Région et de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de

l'énergie (Ademe). Y compris sur d'autres projets de l'entreprise. « Depuis deux ans, on s'est lancé, grâce à ces aides, dans le recyclage de combinaisons usagées. » Les frais ont été pris en charge à hauteur de « 50 à 70 % ». Au-delà du volet financier, le patron bénéficie aussi d'une expertise en termes de trésorerie, de gestion et de design. Grâce à ce soutien, le nombre de salariés de la société devrait

passer « d'une dizaine à une quinzaine d'ici l'automne ». Une coopérative est même envisagée, avec d'autres marques de combinaisons.

Contraindre tout le monde à être « Néo Terra compatible » n'est cependant pas une mince affaire. De l'avis général, le Covid n'a pas facilité les choses. Dominique Chevillon, ancien président du Ceser, note qu'en cette période, « il est compliqué de demander à des secteurs sinistrés, comme l'industrie aéronautique, de faire des efforts. »

Avant la crise, les marges de manœuvre de la Région étaient déjà ténues. Sur l'implantation des panneaux photovoltaïques de Saucats, en Gironde (voir pages 66 à 69), la Nouvelle-Aquitaine ne peut ainsi que jouer sur les cordons de la bourse. Et s'abstenir de soutenir des projets « pour cause de non-conformité avec la feuille de route », admet Françoise Coutant, vice-présidente en charge du climat et de la transition énergétique à la Région. « C'est un projet d'artificialisation des sols incompatible avec le Sradet (Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires) », estime-t-elle.

Une gestion contestée

Une véritable transformation écologique et énergétique est-elle pour autant en marche ? Une phase d'évaluation est en cours. « La Région donne un cadre sans détailler suffisamment les leviers d'actions », déplore Isabelle Loulmet de la FNE Nouvelle-Aquitaine, qui demande davantage d'accompagnement. La gestion est dorénavant questionnée par les acteurs de la société civile. Pour les impliquer tous, Françoise Coutant martèle la nécessité « d'espaces de dialogue territorial ». Et de poursuivre : « Il serait intéressant de créer un comité de pilotage pour étudier chaque projet mis en œuvre par la Région, où seraient représentés les scientifiques d'Acclimaterra ou d'Ecobiose qui, à mon sens, ne sont pas assez associés à l'application des mesures. » Un projet encore à l'état d'ébauche. Une expérimentation a lieu dans le Pays basque avec l'ONG Surfrider. Le reste dépend sûrement de l'issue des élections régionales. ■

Si rien n'est fait...

+ 1 à 2°
attendus en 2050.

2 fois plus
de canicules.

+ 0,3 à 1,5 mètres/an
soit la hausse estimée du niveau de l'océan.

95%
estimation du déclin de la micro faune
d'ici 2030.

Sources : chiffres d'Acclimaterra et Ecobiose en Nouvelle-Aquitaine

Régionales, les écolos en bande à part

Porteur de la feuille de route Néo Terra avec le Parti socialiste et dans la majorité d'Alain Rousset, Europe Écologie les verts (EELV) fait pourtant liste à part pour les régionales. « C'est la même situation qu'en 2015 », souligne Vincent Tiberj, politologue à Sciences Po Bordeaux. « Il est tout à fait logique qu'EELV veuille se compter puisqu'à gauche, c'est la force politique qui a le plus progressé depuis les présidentielles de 2017. » D'autant plus qu'il n'y « a pas de *leadership* fort à gauche ». Le chercheur estime qu'Alain Rousset, en partie parce qu'il avait les Verts dans sa majorité, a plutôt un bon bilan en matière de développement durable et d'écologie et peut donc se positionner sur ce terrain-là. « Après Bordeaux et Poitiers remportés aux municipales (voir page 86 à 90), les Verts sont-ils en mesure de gagner la Région ? Pour le politologue, un des grands enjeux de ces régionales pour les écologistes sera « de sortir de cette image d'un électorat bobo » et de proposer un « programme qui parle au-delà des villes ». Si l'issue est incertaine, elle fait office pour Vincent Tiberj « de dernier moment avant 2022 où la gauche se présente en ordre dispersé ».

CINÉMA

Angoulême, destin animé

Jordan Dutruieux

Avec quatre écoles, le pôle image charentais est un des fleurons tricolores qui attire les artistes de demain.

« On devrait modéliser le César et en distribuer un à toute l'équipe », lance amusée Catherine Esteves, gérante des Films du poisson rouge. Le studio a été récompensé, le 12 mars 2021, de la statuette du meilleur film d'animation avec *Josep*, long métrage en grande partie fabriqué dans le chef-lieu charentais. « S'il n'a pas été réalisé intégralement ici, c'est pour des raisons de financement et non de compétences disponibles », précise la productrice. Au sein du studio, 35 personnes ont travaillé pendant dix mois sur le film d'auteur du dessinateur Aurel, racontant la destinée de Josep Bartolí, artiste ayant connu la *Retirada*, l'exode des Républicains espagnols et la vie dans les camps de réfugiés du sud de la France. L'animation, si singulière, de *Josep* a été rendue techniquement possible par les savoir-faire des Films du poisson rouge. Fondé en 2008, le studio a développé ses propres logiciels « ou plutôt des boîtes à outils ». « Cela nous a permis de relocaliser des

tâches que l'on externalisait, garder le contrôle de la qualité et de se projeter sur des œuvres artistiquement très exigeantes », défend Catherine Esteves. Un moyen aussi de se différencier dans un écosystème très concurrentiel : 26 studios d'animation résident autour d'Angoulême. Des acteurs allant de « producteurs de séries pour enfants à de petites structures de court-métrages artisanaux. C'est assez inédit pour une ville de cette taille », note Jonathan Phansay-Chamson, qui développe son premier film expérimental dans les locaux du Poisson rouge. Avant de rejoindre le studio de Catherine Esteves, le réalisateur avait fait ses gammes à quelques encablures, sur les tablettes graphiques de l'École des métiers du cinéma d'animation (Emca), établissement consulaire de la Chambre de commerce et d'industrie inauguré en 1999. À la fin de ses études, Jonathan a choisi de rester sur les quais de Charente : « Il y a davantage de travail à Paris, mais aussi plus de concurrence, donc c'est un choix stratégique. En plus, j'ai trouvé une forte émulation, ici, entre les auteurs. » Chaque année, les studios

peuvent s'appuyer sur un vivier d'étudiant-es diplômé-es des quatre écoles d'animation, publiques et privées, implantées sur le territoire. Une cinquième ouvrira en septembre prochain.

Une nouvelle formation à la rentrée

L'attractivité du second pôle français en animation après Paris se voit dans le dernier bilan d'activité de Magelis, syndicat mixte lancé en 1997 pour développer les métiers de l'image. En 2020, pour 2 millions d'euros d'aides à la production investis, 37,8 millions ont été réinjectés par les acteurs du cinéma d'animation dans l'économie locale. « Une année record », se targue David Beauvallet, directeur marketing et communication de Magelis. Un engouement tempéré par Catherine Esteves. « Il faudra attendre la fin de l'année pour savoir si nous avons résisté à la crise sanitaire. Notre chiffre d'affaires entre 2019 et 2020 a été divisé par six. *Josep* n'est sorti que trois semaines en salle. *Calamity*, du studio angoumoisain 2 Minutes animation, lui aussi nommé aux César, est resté une seule semaine à l'affiche », regrette la productrice.

Un autre défi se joue pour le pôle image depuis ces dernières années. Malgré le nombre important de formations, Magelis souffre d'une pénurie dans des techniques spécialisées. « Nous avons de plus en plus de mal à trouver des gens qui savent bien dessiner », confie Catherine Esteves. Ce qui est pourtant primordial dans l'animation 2D. « Le territoire manque aussi de *story-boarders*. Une nouvelle formation dans ce domaine ouvrira ses portes à la rentrée. Catherine Esteves prévient : « Être *story-boarder* nécessite d'avoir du recul sur toute la chaîne de fabrication en animation ; si l'école recrute post-bac, cela ne me réjouit pas. Par contre, si c'est une formation pour des professionnels, là ça peut être très intéressant pour nous », soutient-elle, un brin sceptique pour le moment.

Les écoles doivent également essayer de se conformer aux nouveaux besoins du marché. « On cherche à orienter les étudiants vers l'animation 3D, délaissée jusqu'à présent, alors qu'elle offre le plus de débouchés », défend Yann Chopinet à l'Emca.



Josep, sorti en 2020 a été conçu à Angoulême. © Les Films D'ici Méditerranée - France 3 Cinéma - Imagic Telecom - Les Films du Poisson Rouge - Lunanime - Promenons-nous dans les bois - Tchack - Les Fées spéciales - In Efecto - Le Mémorial du camp de Rivesaltes - Les Films d'ici - Upaide Films 2020.



Dans les locaux de l'Emca, les étudiant-es s'attèlent à la création de décors. © J. Dutruieux

Dans la même logique, un parcours en *stop motion*, animation image par image, est désormais proposé. « Il y a un retour en force de cette technique depuis le succès de films comme *Wallace et Gromit*, *Ma vie de courgette*, ou encore *Fantastic Mr. Fox* de Wes Anderson », fait-t-il remarquer. Développer certaines techniques et répondre aux nouveaux usages sont des priorités pour les studios et les écoles. Les productions angoumoises lorgneront peut-être à l'avenir du côté des plateformes de vidéos à la demande comme Netflix, avec lesquelles « les studios travaillent de plus en plus », assure David Beauvallet. Les textures et lumières de *Klaus*, film espagnol pour enfants aux 40 millions d'euros de budget ont ainsi été réalisées par Les Films du poisson rouge. Un grand écart avec *Josep* qui a coûté à peine 3 millions. ■

BIODIVERSITÉ

Le retour aux sources

Après avoir frôlé l'extinction au siècle dernier, l'esturgeon d'Europe reconquiert petit à petit ses refuges historiques des bassins de la Garonne et de la Dordogne.

Alexis Souhard



À l'âge adulte, l'esturgeon d'Europe peut mesurer jusqu'à cinq mètres de long. © Inrae

Classé espèce protégée en France depuis 1982, objet d'une surveillance accrue, l'esturgeon d'Europe se refait une santé. Le poisson migrateur repeuple petit à petit les eaux douces de Nouvelle-Aquitaine. À la fin du siècle dernier, il ne subsistait, en Europe, que dans les bassins de la Garonne et de la Dordogne, victime de la chasse et des retenues d'eau. C'était avant que l'espèce ne soit sauvée de l'extinction grâce aux efforts de la station d'expérimentation de Saint-Seurin-sur-l'Isle (Gironde), gérée par l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae). Il est le premier à avoir réussi à maîtriser la reproduction artificielle en bassin.

Entre 2007 et 2015, près de 1,8 million de larves nées dans la station girondine ont été relâchées dans les eaux régionales. Une opération loin d'être suffisante pour sauver cette espèce au cycle de vie complexe. Entre la première et la cinquième année de sa vie, l'esturgeon évolue dans l'estuaire du fleuve où il

est né. De là, il s'en ira en mer. Il faut qu'il atteigne l'âge de 10 à 15 ans pour accomplir des allers-retours en eau douce, près de son lieu de naissance, afin de se reproduire. « Les esturgeons parcourent de longues distances au cours de leur vie. Ils ont donc naturellement moins de chances de revenir là où ils sont nés et de rencontrer leur partenaire, explique Marie-Laure Acolas, chargée de recherche à l'Inrae. À l'heure actuelle, il n'y a toujours pas un nombre suffisant de poissons pour maximiser ces chances-là. »

Les mâles de retour en Gironde

Les regards des scientifiques sont braqués sur son milieu naturel où aucune reproduction n'a été constatée depuis 1994. Les premiers nés de 2007 semblent avoir bel et bien colonisé la façade atlantique. Certains se sont aventurés ces derniers temps en eau douce. Parmi eux, un spécimen remarquable de 1,70 m de long capturé par un pêcheur, l'an passé, en Dordogne. « Les mâles sont les premiers à revenir car ils sont matures sexuellement plus tôt (11 à 13 ans) que les femelles (13 à 14 ans) », indique la chercheuse. Pour analyser leur retour dans l'estuaire de la Gironde, les scientifiques capturent des individus, prélèvent des échantillons et pratiquent des échographies, tous les deux mois. L'idée étant d'étudier les déplacements et de savoir quand les femelles vont pointer le bout de leur nez en eau douce. Un système de traçage par signature ADN est à l'étude pour améliorer la détection.

Le suivi de l'espèce est également assuré par l'intermédiaire des pêcheurs et pêcheuses qui peuvent donner l'alerte. À condition que ces dernières coopèrent. « On a peu de garanties que les individus capturés accidentellement soient remis à l'eau comme la loi l'oblige, déplore Éric Rochard, directeur de recherche sur les écosystèmes aquatiques à l'Inrae. Il faut entretenir de bonnes relations avec les acteurs de la pêche. Dans certains secteurs, ça peut être compliqué comme au sud de l'estuaire de la Gironde où la réglementation autour de l'esturgeon a été brandie pour limiter la pêche à la sole. Cela a été mal vu. »

En parallèle, il s'agit de savoir si les conditions du

retour de l'esturgeon en eau douce sont optimales. Ses zones de reproduction semblent toujours en état. L'inquiétude demeure, par contre, concernant en période de crue les évasions régulières d'esturgeons russes d'élevages piscicoles. Le risque étant que ces derniers, élevés pour la production de caviar, deviennent « des compétiteurs alimentaires ou transmettent des maladies », selon Marie-Laure Acolas. Cela demandera de responsabiliser les éleveurs. Autrement dit, les scientifiques devront attendre que les ministères règlent ce problème. Du temps, c'est aussi tout ce que l'esturgeon demande pour finir sa migration. ■



Vers un label de qualité pour le caviar d'Aquitaine

Victime de la surpêche, l'esturgeon d'Europe a failli disparaître. Il n'y a qu'en Gironde qu'il peut encore mener sa vie tranquillement. Pour préserver cette espèce, le baerrii, une variété sibérienne plus petite, a été introduit dans les fermes aquacoles néo-aquitaines dès les années 1980. Cela a permis le développement d'une filière caviar dans la région, qui peut se prévaloir aujourd'hui d'être à l'origine de la quasi-totalité de la production nationale, la troisième au niveau mondial. Les éleveurs, regroupés au sein de l'association Caviar d'Aquitaine, rêvent maintenant d'une Indication géographique protégée (IGP). Déposée en 2019, la demande entend répondre à la baisse des prix et à la concurrence chinoise (40 % des ventes sur le territoire). Elle devrait aboutir au plus tard en 2023. D'ici là, les œufs auront garni bien des assiettes de réveillon...



TECHNOLOGIE

L'Hyperloop, une utopie controversée

Les travaux du train futuriste, censé relier Limoges et Paris en moins d'une demi-heure, peinent à débuter. Verra-t-il le jour ?

Émilie Jullien
et Dany Tougeron

Un nouveau transport terrestre censé se déplacer à la vitesse de l'avion, à la fréquence du métro. En Haute-Vienne, le projet Hyperloop est porté par la *start-up* TransPod. La firme canadienne entend confectionner ce tube sous vide, où circulerait des capsules propulsées par un champ magnétique aux alentours de 1 000 km/h. La société espère toujours relier Limoges et Paris en une demi-heure d'ici 2035. Pour financer son ambition, TransPod cherche à hameçonner les investissements privés. Deux millions de fonds européens ont déjà été octroyés par la Région pour la recherche et le dévelop-

pement, à la faveur d'une collaboration avec l'université de Limoges. L'entreprise l'affirme, sept chercheurs travaillent déjà à faire sortir de terre ce « train du futur ». Même si aucune grue n'est encore venue chambouler le paysage de Droux, au nord de Limoges. Cette municipalité doit accueillir une première piste d'essai de trois kilomètres. Sébastien Gendron, PDG de TransPod insiste pour commencer les travaux en 2021. De son côté, Jean-Louis-Pagès, coprésident du groupe Europe écologie les verts au Conseil régional, juge ce déploiement irréaliste.

La construction du centre d'essai doit commencer en 2021. Après divers reports, pensez-vous que les délais seront tenus et la technologie au point ?



© TransPod

Sébastien Gendron :

C'est vraiment l'objectif. La piste de Droux doit nous aider à valider pas mal de choix technologiques, notamment

sur les matériaux utilisés. On peut acquérir facilement des pompes à vide industrielles. Les scientifiques du Cern (Centre européen pour la recherche nucléaire) travaillent sur des accélérateurs de particules avec des pressions proches de zéro.



© DR

Jean-Louis Pagès :

Selon moi, c'est irréalisable. Pour l'Hyperloop, il n'y a aucune maturation industrielle pré-existante. Il faut

d'abord passer en laboratoire, par des maquettes, des essais sur le terrain avant d'entamer l'étape industrielle. Faire un vide d'air sur une aussi longue distance n'est pas une mince affaire.

Quelles sont les retombées attendues pour le territoire ?

S. G : Quitte à vous décevoir, désenclaver Limoges n'est pas l'objectif premier. Cet ancrage à Droux est une histoire d'hommes avant tout. C'est plus facile de travailler avec des personnes qui en ont envie. Des élus locaux étaient prêts à collaborer sur le projet. Après, si l'Hyperloop peut développer le territoire, c'est un point positif.

J-L. P : Pour les industriels, ce n'est pas un problème d'être implanté à Limoges. Il n'y a pas vraiment d'enclavement. Avec l'arrivée de l'Hyperloop, l'urgence de rénover les trains du quotidien passerait au second plan, alors qu'il faudrait surtout envisager de restaurer la ligne ferroviaire historique Paris, Orléans, La Souterraine, Limoges, Toulouse (Pollt).

Imaginez-vous des passerelles avec les autres transports ?

S. G : Il faut travailler main dans la main avec la SNCF pour gérer les questions de modalités. Il faudrait réfléchir à une arrivée parisienne en gare d'Austerlitz, penser à une interconnexion avec le métro. Un double embranchement serait l'idéal, pour diriger les usagers et les marchandises vers la capitale ou l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle.

J-L. P : Si ce projet voit le jour, il va contribuer à renforcer la métropolisation du territoire. Avec ce système, tout ce qui se trouve entre les lieux reliés risque d'être délaissé. Cette structuration pourrait engendrer une gentrification beaucoup plus forte et accentuer les problèmes sociaux.

À quel prix et à quelle fréquence pourra-t-on emprunter l'Hyperloop ?

S. G : Sur d'autres projets qui se lancent un peu partout dans le monde, mes concurrents ont annoncé une fréquence de trente secondes entre deux voyages. Une prédiction intenable. Nous, on partirait sur des débits de deux minutes. On envisage d'aligner le prix des billets sur ceux du train. Nous souhaitons toujours construire un mode de transport accessible à la population.

J-L. P : Un débit de deux minutes serait ridicule pour de simples questions de sécurité. Le temps d'installation des personnes est largement sous-estimé. En une journée, on enverrait peut-être l'équivalent de deux lignes à grande vitesse (LGV). Le projet ne serait jamais amorti économiquement, le coût des billets va en pâtir. Peu de gens pourraient se permettre de mettre des milliers d'euros sur la table pour rallier Paris depuis Limoges.

Comment assurer la sécurité à une vitesse qui dépasse les 1 000 km/h ?

S. G : Tout est possible. Il y a une chose importante à intégrer : ce genre de système sera réglementé au niveau européen de la même façon que l'on certifie un avion, un train. Il y aura évidemment des protections sismiques. Pour l'infrastructure, on a l'avantage d'être au sol. Si on doit ouvrir les issues de secours, il est possible de re-pressuriser le tube en 15 secondes.

J-L. P : En cas de problèmes, lorsque l'on atteint une certaine vitesse, il faut du temps pour s'arrêter et prévenir les wagons suivants. Vous devez prévoir un temps de sécurité entre les convois. Les risques de sabotage sont un autre problème. Si l'on fait un trou dans le pipeline, la dépressurisation est immédiate. En cas d'ondes de choc, imaginez le risque !

Le projet représente-t-il un risque environnemental ?

S. G : Il y a des puristes de l'écologie, défenseurs de la décroissance, vent debout contre toutes nouvelles infrastructures. Ce n'est pas ma vision des choses. On a envie de construire des centaines de panneaux solaires le long du tube. L'objectif est de générer plus d'énergie que l'on en consomme. Si certaines zones traversées seront défrichées, on reboisera d'autres parcelles.

J-L. P : Même si l'on parle d'alimenter le tronçon avec du photovoltaïque, il va tout de même falloir créer des ouvrages d'art invraisemblables. Creuser des montagnes, bâtir des ponts. Le projet risque de faire une saignée terrible dans le paysage, qui va être cloisonné avec des barrières infranchissables. Un frein supplémentaire à la biodiversité. ■

Le futur à portée de demain

Dix-sept ans après le dernier vol du Concorde, les projets d'avion civil supersonique, dépassant la vitesse du son – 1 224 km/h – se multiplient. Aux États-Unis, la *start-up* Boom a lancé un engin test qui devrait voler à la fin de l'année 2021.

À terme, la société prévoit la mise en service d'un avion transportant jusqu'à 88 passagers d'ici 2029, pour un trajet Paris-Montréal en 3 h 45. L'entreprise a déjà enregistré une trentaine de précommandes pour 200 millions de dollars l'unité. Reste désormais à réduire l'impact sonore du franchissement du mur du son, très réglementé aux États-Unis et en Europe. À moindre échelle, plus de 200 projets de taxi-drone, cabine à hélices multiples, dont ceux d'Airbus, sont menés et doivent aboutir à une mise à disposition d'ici 2030. L'appareil électrique, partiellement ou totalement automatisé, doit réaliser ses premiers vols grand public à l'occasion des JO 2024 de Paris.

Théo Abarrategui, Jordan Dutruieux,
Émilie Jullien, Marie Lemaître,
Mathieu Michel, Richard Monteil,
Alexis Souhard, et Thérèse Thibon

Dessins Alexis Souhard

Près de chez vous, Visó a vu la planète Mars, la Maison Blanche, une soucoupe volante, et des zizis (en sucre). Fallait pas rater ça.



White House made in Périgord

Et si, pour se consoler de sa défaite à la présidentielle, Donald Trump s'installait dans le château de Rastignac (Dordogne) ? Un monument où l'ancien chef d'État se sentirait comme à la Maison... Blanche. Et pour cause, les bâtisses se ressemblent comme deux gouttes d'eau. L'air de famille vient de cette coupole portée par six colonnes. Le château a été construit dix-neuf ans après sa cousine américaine, mais des Périgourdin-es un peu chauvins clament la primeur de l'idée : les plans initiaux de l'édifice remonteraient à 1789.

E.T. téléphone Gironde

Un site de rencontres du troisième type peut-il voir le jour à Bordeaux ? La Gironde est en tout cas le département néo-aquitain le plus touché par les apparitions célestes. 75 observations ont été déclarées depuis 1937 auprès du Geipan (Groupe d'études et d'informations sur les phénomènes aérospatiaux non identifiés). À ce jour, aucun homme vert n'a foulé le sol girondin. Pourtant, certaines communes sont prêtes à les accueillir. En 1976, la ville d'Arès, sur le bassin d'Arcachon, a profité de la fête de l'huître pour inaugurer en grande pompe le premier « ovniport » du monde. Une plaque de marbre gravée rappelle les ambitions de ce site d'une dizaine de mètres carrés en bord de mer : « accueillir les voyageurs de l'univers ».



Entre les murs

C'est donc ça la vie de château. L'été, quand elle n'est pas assiégée par les touristes et les pèlerins, la citadelle de Saint-Jean-Pied-de-Port rassemble 250 collégien-nes. Perché à plus de 70 mètres au-dessus de la ville basque, l'établissement offre un panorama imprenable sur les montagnes. Le site, fortifié par Vauban au XVII^e siècle pour abriter une garnison militaire, a servi de refuge aux enfants espagnols exilés lors de la guerre civile, puis de prison pendant la Seconde Guerre mondiale. Il n'est devenu un collège qu'en 1965. Le donjon a-t-il gardé du service pour les bonnets d'âne ? Rien n'est moins sûr.

Le cabinet de curiosités



Planète rouge en Périgord noir

Brantôme, Ribérac, Monbazillac... Ces noms de communes de Dordogne peuvent parler aux touristes. Aux aliens aussi ! On les retrouve sur une carte de la planète rouge éditée par la Nasa en février dernier. La raison : certains sols analysés sur Mars possèdent la même composition argileuse que ceux présents en Dordogne. Parmi d'autres, la nontronite, roche découverte par les scientifiques au siècle dernier, dans la région de Nontron. Alors préparez vos bagages, destination l'espace pour les prochaines vacances !

Ceci n'est pas une pine

C'est une sorte de chouquette phallique, une gourmandise oblongue avec deux boules au bout, et parfois fourrée à la crème : la pine de Barbezieux se mange sans faim. Ce gâteau du terroir charentais, que certains nomment aussi « pine de Jonzac », revient au début du printemps sur les présentoirs des pâtisseries, au moment de la fête des Rameaux. Son origine reste mystérieuse ; on sait seulement qu'en Charente, les traditions sont paritaires. Non loin de la pine de Barbezieux, il n'est pas rare de trouver la cornuelle, suggestif gâteau sec de forme triangulaire et percé d'un trou.



Wine & fines herbes

Certain-es noient leur chagrin dans l'alcool. À Bordeaux, on noie désormais du chanvre dans le vin. Raphaël De Pablo, entrepreneur de 29 ans, l'a annoncé en février : le rouge au cannabis est arrivé ! Enfin, pas exactement. Il a lancé le Burdi W, « une boisson aromatisée au vin » dans laquelle on retrouve du CBD, composante du cannabis sans effet stupéfiant, commercialisée en toute légalité. Pour l'obtenir, il cultive lui-même la plante dans le sud-est de la Gironde. Une production locale qui se répercute sur le coût de la bouteille : 34,90 euros. À ce prix-là, on espère que le vin n'est pas vert.



Directeur de publication : Arnaud Schwartz

Coordination : Sophie Dufau, Nathalie Kouyoumdjian, Maria Santos-Sainz, Arnaud Schwartz

Rédacteur et rédactrice en chef : Richard Monteil et Thérèse Thibon

Cheffe et chef d'édition : Oriane Cuenoud et Victor Goury-Laffont

Chef de planning : Thomas Gropallo

Cheffe et chef iconographie : Amandine Hustache et Dany Tougeron

Illustrations : Julie Malfoy, Pauline Senet et Alexis Souhard

Portfolio : Victoria Berthet

Directrice artistique : Fred Augry

Rédactrices et rédacteurs :

Théo Abarrategui [@TheoAbarrategui](#) • Pauline Achard [@PaulineAchard](#) • Victoria Berthet [@Victoriabrht](#) • Oriane Cuenoud [@OrianeCuenoud](#) Alexis

Czaja [@CzjAlexis](#) • Jordan Dutruex [@j_dtrx](#) • Victor Goury-Laffont [@Victorglaf](#) • Thomas Gropallo [@thomasgropallo](#)

Sevan Hosebian-Vartanian [@sev_vart](#) • Amandine Hustache [@Amand_Hustache](#) • Émilie Jullien [@jullien_emilie](#)

Marie Lemaitre [@Marie_Lem_](#) • Mathieu Michel [@MathieuMclPress](#) • Richard Monteil [@richard_monteil](#) • Alexis Souhard [@AlexisSouhard](#)

Thérèse Thibon [@TTThibon](#) • Dany Tougeron [@DanyTougeron](#)

Remerciements :

Erwan Desplanques pour ses précieuses relectures.

Philippe Bernes-Lasserre et Frédéric Sallet pour leurs décryptages des enjeux de la Nouvelle-Aquitaine.

Pauline Senet et Julie Malfoy pour leurs jolis coups de crayons.

Jérémy Suyker pour la mise au point sur le portfolio.

Brigitte Besse pour son coup de peigne final.

Le Théâtre National de Bordeaux en Aquitaine (TNBA) pour avoir accueilli notre rédaction.

Toutes celles et ceux, qui d'une manière ou d'une autre, nous ont aidé-es.

Et tous les Ølibrius pour ces deux années passées ensemble.

Visó, revue éditée à 1 500 exemplaires et réalisée par les étudiant-es en spécialité de Master 2 presse écrite/multimédia.

Numéro spécial, ISSN en cours.



1, rue Jacques Ellul
33080 Bordeaux Cedex



05 57 12 20 20 ou 20 21



@IJBA-école de journalisme



@IjbaOfficiel



IJBA – Institut de Journalisme
Bordeaux Aquitaine

Imprimé au Haillan (Gironde) par BLF Impression
sur papier PEFC



Oriane Cuenoud



Dany Tougeron



Victor Goury-Laffont



Marie Lemaitre



Jordan Dutruex



Victoria Berthet



Émilie Jullien



Théo Abarrategui



Mathieu Michel



Alexis Souhard



Sevan Hosebian-
Vartanian



Richard Monteil



Pauline Achard



Thomas Gropallo



Thérèse Thibon



Alexis Czaja



Amandine Hustache

« Avoir deux cultures, c'est comme avoir deux pieds.
C'est plus pratique pour marcher. »

Dans les Pyrénées-Atlantiques, Alexandre Bordes,
maire d'Arancou, a le sens de l'équilibre.

PAGE 20

« Le cannabis thérapeutique est nécessaire
pour les personnes en souffrance.
Et nous devons créer de l'emploi en Creuse. »

Éric Correia, président de la communauté d'agglomération du Grand Guéret.

PAGE 96

« Nous sommes le Samu
de l'électricité en France. »

En Corrèze, Sophie Le Scaon soigne les barrages.

PAGE 41

« On veut montrer qu'on peut vivre
de notre travail, en gagnant des sous
pour nous, pas pour la banque. »

Au Pays basque, Intza Reca, éleveuse pas si rêveuse.

PAGE 72

« On ne sauvera pas la planète
sans protéger les zones humides. »

Dans le Marais poitevin, le batelier Julien Le Guet
ne perd jamais pied.

PAGE 44

« Quand on franchit la Charente,
on glisse vers une identité un peu différente. »

À Bordeaux, François Garcia, écrivain bien ancré.

PAGE 8

« La forêt est encore intacte
et lui, il veut tout foutre en l'air ! »

En Dordogne, François défend son cadre de vie.

PAGE 91

4,50 €

N°10, mai 2021
Revue annuelle

VISÓ
est une publication
de l'Institut de Journalisme
Bordeaux Aquitaine

ijba
Institut de
journalisme Bordeaux
Aquitaine

Université
**BORDEAUX
MONTAIGNE**

VISÓ n°10 • 2021 • 4,50 €

